

# Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Vol. 13 | AUTOMNE 2022 | 6.00 €



**GESTION DE  
PATRIMOINE**

Les meilleurs  
placements pour  
les expatriés

**NUMÉRO SPÉCIAL**

*Vivre et travailler  
dans les dix provinces  
du Canada*

**+ LES 17 RÉGIONS DU QUÉBEC À LA LOUPE**

**ONTARIO**  
COLOMBIE-  
BRITANNIQUE

**ALBERTA**  
NOUVEAU-  
BRUNSWICK  
**NOUVELLE-ÉCOSSE**

ILE-DU-PRINCE-  
ÉDOUARD

**TERRE-NEUVE-  
ET LABRADOR**  
SASKATCHEWAN

**MANITOBA**

**ACADIE**

**La francophonie  
au cœur**



**CCI FRANCE  
INTERNATIONAL**

**De nouvelles ambitions  
pour le réseau**



**FRANÇAIS  
À L'ÉTRANGER  
.FR**

M 02525 - 13 - F: 6,00 € - RD





CRYSTAL FINANCE

## Mettez votre patrimoine au service de vos projets

Immobilier & crédit - Retraite  
Prévoyance - Placements financiers



ÉDITO

# L'union fait la force

Lieu de tous les possibles, le Canada fascine par ses grands espaces et la diversité de ses territoires. Son dynamisme économique continue aussi d'offrir de formidables opportunités d'entrepreneuriat, d'investissement et d'emploi dans de très nombreux domaines. Pour autant, au sein du deuxième plus grand pays du monde, la vie quotidienne et l'environnement socio-professionnel diffèrent selon que l'on s'installe en Colombie-Britannique, en Alberta, ou au Québec... D'est en ouest, du nord



© Stéphane de Bourgies

au sud, ce nouvel opus du *Journal des Français à l'étranger* donne les clés d'une immigration réussie dans les dix provinces du Canada. Et pour aller plus loin, notre dossier Québec revient plus spécifiquement sur les dix-sept régions qui composent la Belle Province. Plus que jamais, le Canada vous tend les bras et ce numéro vous y emmène. Et si la présence française à l'étranger est incarnée individuellement par plus de trois millions de nos compatriotes, elle l'est aussi par les entreprises tricolores qui œuvrent aux quatre coins du monde. Quelque 35 000 d'entre elles composent

le réseau des Chambres de commerce françaises à l'international, avec 125 Chambres présentes dans 95 pays. Un maillage précieux qui crée des synergies, entre les entreprises françaises elles-mêmes et avec les entreprises locales autour de la « marque » France. La CCIFI nourrit des projets de développement ambitieux et son président Arnaud Vaissé les détaille dans l'entretien qu'il nous a accordé. Cette logique de développement concerne aussi notre journal qui, cinq ans après sa création, va connaître un nouvel essor avec la

Holding AVHI qui vient d'en prendre le contrôle majoritaire (*lire p.8*). Des perspectives nouvelles pour une ligne éditoriale qui continuera d'éclairer toutes les facettes de la mobilité internationale à travers celles et ceux qui la vivent au quotidien ou qui aspirent à la découvrir via les études, l'emploi ou la création d'entreprise. En somme, nous comptons bien poursuivre notre mission, certains que la présence française à l'étranger est une grande chance pour notre pays et pour les siens.

**Jean-Pierre Pont**

Retrouvez-nous sur notre site et abonnez-vous à notre newsletter gratuite :  
[www.francaisaetranger.fr](http://www.francaisaetranger.fr)

**Le journal  
DES FRANÇAIS  
À L'ÉTRANGER**

Français à l'étranger est édité par TDME, 11 bis, rue Portalis, 75008 Paris.

SAS au capital de 1.000 €. RCS Paris 798 269 726. Numéro de commission paritaire : 0520 | 93671.

Bureau de Montréal : Journal des Français à l'étranger, 1455 rue Drummond Bureau 2B

Montréal QC H3G 1W3 (CCIFC). 514-529-0571.

**Directeur de la publication :** Jean-Pierre Pont. [jpp@francaisaetranger.fr](mailto:jpp@francaisaetranger.fr) Tél. : 07.71.70.78.54.

**Rédacteurs :** Corinne Bras, Didier Bras, Frédéric Laloux,

Frédéric Lassaigne, Leena Lecointre.

**Secrétariat de rédaction :** Didier Bras.

**Direction artistique et maquette :** Grand National Studio.

**Directeur du digital :** Mathieu Clément.

**Photo de couverture :** © iVazoUSky / Shutterstock.com  
Impression : CEE.

Retrouvez-nous sur internet : [www.francaisaetranger.fr](http://www.francaisaetranger.fr)

**FRANÇAIS  
À L'ÉTRANGER  
.FR**







14

© Pixel-Shot



50

© Maitrev



79

© Roman Samborskiy

## 06 Actus

- 06 Entretien avec Arnaud Vaissié, président de CCIFI
- 10 Zoom sur la CCI française du Maroc
- 11 La tournée marocaine de la sénatrice Hélène Conway-Mouret

## 14 Dossier Canada

- 14 Michel Miraillet, ambassadeur de France au Canada
- 16 Olivier Jacques, ministre conseiller immigration à l'ambassade du Canada en France
- 18 Christopher Weissberg, le député voyageur

19 Yan Chantrel, sénateur représentant les Français établis hors de France

- 22 Julien Tougeron, CCI française au Canada
- 26 Les réseaux d'immigration francophone

## 30 Le Canada et ses provinces

- 30 Ontario
- 36 Colombie-Britannique
- 38 Alberta
- 39 Nouveau-Brunswick
- 42 Nouvelle-Écosse
- 44 île-du-Prince-Édouard
- 46 Terre-Neuve-et Labrador
- 48 Manitoba
- 49 Saskatchewan

## 50 Le Québec et ses régions

- 50 Entretien avec Michèle Boisvert, déléguée générale du Québec à Paris
- 51 L'emploi à la loupe : les cinq secteurs prioritaires
- 52 Un plan d'action contre la pénurie de main-d'œuvre
- 53 Portes grandes ouvertes dans la restauration
- 56 La belle santé de l'Office franco-québécois pour la jeunesse
- 58 Les 17 régions du Québec à la loupe

## 79 Gestion de patrimoine

- 82 Immobilier, où investir et grâce à quels dispositifs ?
- 88 Réseaux bancaires et banques en ligne
- 90 Assurance-vie, accident, invalidité...
- 92 Quels leviers pour financer votre retraite future ?
- 94 Succession : les clés pour transmettre son patrimoine
- 96 Éclairages sur les différents types de produits financiers



**CORINNE MANDJOU**

# **VIVRE AILLEURS**

**SAMEDI À 5H25 (HEURE DE PARIS)**

**DIMANCHE À 5H22 (HEURE DE PARIS)**

**ET EN PODCAST**

La chronique d'expatriation qui explore le quotidien de celles et ceux qui résident hors de leur pays d'origine

À (ré)écouter sur [rfi.fr](http://rfi.fr)



## ENTRETIEN AVEC ARNAUD VAISSIÉ

# « Nous sommes tous coresponsables de la dynamisation du commerce extérieur de la France »

Le président de CCI France International, cofondateur et président-directeur général d'International SOS revient sur les objectifs de croissance du réseau, levier essentiel de la compétitivité économique de nos entreprises dans le monde.

**Vous avez repris la présidence de CCI France International le 30 juin dernier après deux premiers mandats entre 2013 et 2019. Comment se porte le réseau aujourd'hui et comment a-t-il traversé la crise sanitaire?**

Le réseau CCI France International est fondamental puisqu'aujourd'hui nos 125 chambres établies dans 95 pays portent la voix et les intérêts de près de 35 000 entreprises dans le monde allant de la start-up au groupe du CAC 40. Je suis très honoré d'en avoir repris la présidence et je suis désireux de poursuivre l'excellent travail mené sous la précédente présidence de Renaud Bentégeat qui reste fortement mobilisé à mes côtés en tant que Président honoraire. La continuité de nos actions est essentielle.

Au cours de la période précédente, nous avons axé nos efforts sur la professionnalisation du réseau, à travers notamment sa digitalisation. Partant de 88 identités visuelles différentes, nous avons réussi, il y a quelques années, à faire converger le réseau vers une marque commune, plus lisible pour nos partenaires et clients. Cette convergence s'est également opérée sur les process et aujourd'hui, ce réseau occupe une place importante dans la Team France Export, avec 70 chambres intégrées à ce dispositif d'appui national sous différents formats, concessions de services publics, référencement divers. Nos Chambres à l'étranger ont été très fortement impactées par la crise sanitaire comme un grand nombre d'entreprises et de secteurs d'activité. Notre chiffre d'affaires global est passé de 71 millions d'euros avant la crise Covid (2019) à 56 millions en 2020. Toutefois, nous enregistrons désormais une croissance soutenue de l'ordre de 10% par an et nous devrions retrouver

notre chiffre d'affaires global pré-Covid d'ici deux ans. De manière globale, nos Chambres ont parfaitement su résister à la crise sans quasiment aucune aide extérieure puisque nous nous autofinançons à hauteur de 99%. Nos Chambres ont surtout réaffirmé

**« NOUS AVONS RÉUSSI À FAIRE CONVERGER LE RÉSEAU VERS UNE MARQUE COMMUNE, PLUS LISIBLE POUR NOS PARTENAIRES ET CLIENTS. »**  
ARNAUD VAISSIÉ

leur utilité et notre gamme de services continue de croître et de se développer afin de répondre aux trois missions essentielles qui sont les nôtres.

D'une part, développer les marchés des entreprises françaises à l'international. D'autre part, rassembler et animer les communautés d'affaires françaises et locales où nos Chambres sont implan-

tées, et enfin répondre à la demande des entreprises de nos pays d'accueil pour les aider à identifier et à travailler avec des entreprises françaises.

Les CCI FI se sont modernisées et endurcies. Elles sont prêtes à relever de nouveaux défis.

**Le réseau CCIFI a récemment défini sa feuille de route pour 2022-25, quels en sont les grands axes?**

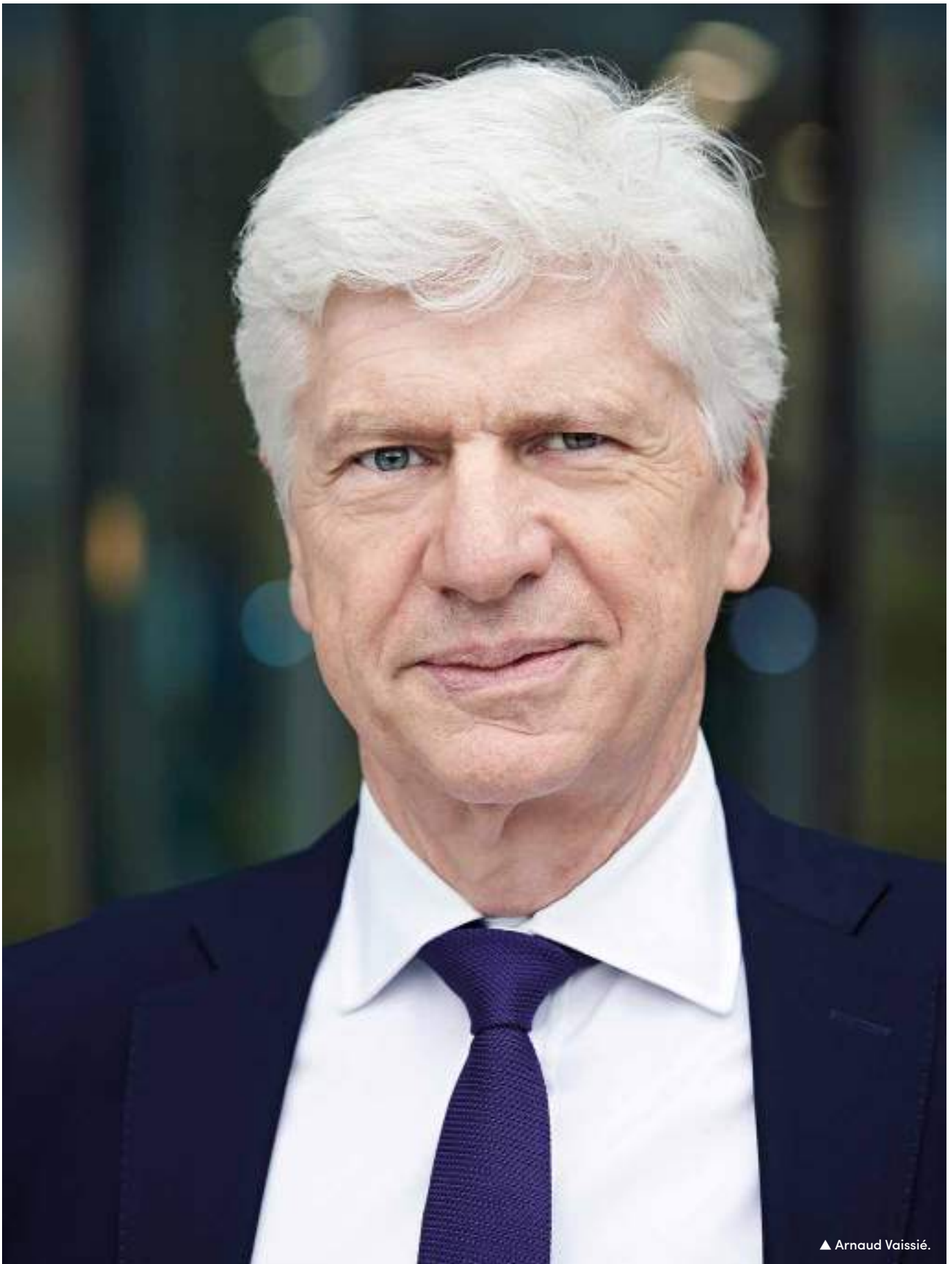
En premier lieu, il nous semble particulièrement important de renforcer encore davantage notre rôle auprès des pouvoirs publics français puisque nous contribuons largement au rayonnement économique de la France à l'étranger. Nous sommes en effet un relai naturel sur des sujets essentiels tels que le commerce extérieur et la compétitivité économique de nos entreprises. Il nous appartient de mettre davantage en valeur l'action du réseau, en particulier toutes les actions au service de la France et de son rayonnement qui sont bien souvent des actions à vocation de services publics.

J'ajoute que nous menons actuellement une campagne de sensibilisation no-

### **CCI FRANCE INTERNATIONAL, LE BOOSTER DE L'ENTREPRENEURIAT FRANÇAIS À L'INTERNATIONAL**

CCI France International rassemble, représente et développe le réseau des 125 Chambres de commerce et d'industrie (CCI) françaises à l'international. Ces dernières constituent un réseau mondial de relations et de contacts d'affaires de près de 35 000 entreprises françaises et étrangères. Elles ont deux vocations : animer la communauté d'affaires à l'étranger et proposer des prestations de services pour accompagner les entreprises dans leur développement à l'international. CCI France International coordonne la politique et l'activité de ces Chambres en orientant les axes de développement et en y associant des moyens d'actions. Arnaud Vaissié, fondateur et CEO d'International SOS assure la présidence de la CCI FI. Il a succédé à Renaud Bentégeat à l'issue de la 115<sup>e</sup> assemblée générale de l'association en juin dernier. Le nouveau conseil d'administration est composé de quinze administrateurs de CCI françaises à l'international, quatre administrateurs de CCI de France, deux membres de droit, deux présidents d'honneur et deux membres invités.  
[www.ccifrance-international.org](http://www.ccifrance-international.org)





tamment auprès des parlementaires afin d'obtenir un soutien financier sous forme de subvention publique. Ce soutien public nous permettrait de développer nos activités le plus largement possible.

De manière générale, notre réseau se trouve dans une période stratégique de son développement. Nos enjeux clefs pour les prochaines années seront d'une part, le renforcement de notre place dans le dispositif d'appui aux entreprises à l'export. D'autre part, la professionnalisation continue de nos équipes, des méthodes et des outils utilisés, dans le digital notamment.

Nous souhaitons mener une action ciblée en direction des Entreprises des Français de l'Étranger (EFE) qui sont des TPE et des PME. Leur nombre est estimé à 120 000 dans le monde et elles ne sont pas toujours très bien connues de nos chambres. Ces entreprises sont pourtant une composante importante du « soft power » français à l'étranger. Notre objectif est de les identifier, de les approcher et de mieux les servir.

Enfin, il est important que notre réseau se positionne fermement sur le thème « ESG » – Gouvernance environnementale et sociétale. Les CCI FI doivent jouer un rôle moteur sur cette thématique et entraîner les entreprises, notamment en favorisant les échanges d'expériences entre les entreprises les plus avancées et celle qui commencent à traiter ce sujet.

**Lors de votre précédente présidence, vous avez été l'un des acteurs de la mise en place de la Team France Export en 2018, quel bilan en tirez-vous après quatre ans ?**

Il est utile de rappeler l'objectif initial de la Team France Export. Il s'agissait de réunir tous les acteurs de l'accompagnement des entreprises françaises à l'international sous une même bannière (Business France, CCI France, Bpifrance, les Régions de France, ainsi que les opérateurs privés, CCI France International, OSCI, CCEF...).

Nous sommes au fond tous co-responsables de la dynamisation du commerce extérieur de la France. L'objectif était de gagner en lisibilité et en efficacité pour mieux accompagner l'internationalisation des entreprises et détecter de nouvelles PME exportatrices. Les concessions de service public à l'étran-

ger, c'est-à-dire des partenariats public-privé entre Business France et nos Chambres à l'étranger par exemple, ainsi que la mise en place de guichets uniques de l'export en régions sont deux des axes forts de cette réforme.

CCI France International et les Chambres à l'étranger ont parfaitement joué la carte de la Team France Export depuis son lancement auprès du secteur privé en 2019. Nous avons notamment obtenu six Concessions de service public (CSP) et trois Marchés publics de services (MPS) et nous

**« NOUS SOUHAITONS  
MENER UNE ACTION  
CIBLÉE EN DIRECTION  
DES ENTREPRISES  
DES FRANÇAIS DE  
L'ÉTRANGER (EFE) »**

**ARNAUD VAISSIÉ**

avons pu faire référencer 61 Chambres à l'étranger sur les offres « amorçage » et « ancrage ».

Après trois ans de partenariat, le bilan me semble globalement bon et encourageant pour les Concessions de services publics et les Marchés publics de services. Les objectifs sont dépassés pour la plupart et une véritable coopération publics/privés a trouvé ses marques et se renforce jour après jour.

Nous sommes d'ailleurs volontaires pour poursuivre cette expérience sur de nouveaux marchés en 2023, si les pou-

voirs publics souhaitent ouvrir de nouveaux marchés à ces formules.

Le bilan est nettement plus réservé sur les référencements qui ont été effectués pendant cette période et qui n'ont guère apporté de nouveaux flux d'entreprises aux opérateurs sélectionnés, quels qu'ils soient, même en période de reprise de l'activité.

Dans le cadre de notre collaboration avec les acteurs publics de l'export, il nous semble stratégique également de viser une consolidation de la relation entre CCI FI et Bpifrance. Par exemple en modélisant un type d'accompagnement sur la durée, notamment à travers la montée en puissance de l'offre de nos centres d'affaires et des accélérateurs d'entreprises pilotés par les chambres françaises à l'international.

**Le réseau CCIFI a signé en mai dernier une convention de partenariat avec le Journal des Français à l'Étranger, pourquoi ce rapprochement ?**

Le Journal des Français à l'Étranger est une source et un relai d'information très précieux pour nos communautés françaises établies hors de France. De plus, cette publication a à cœur de promouvoir la mobilité internationale, notamment auprès des jeunes et de donner le goût d'entreprendre et de l'export. Par conséquent, il nous a semblé utile de coopérer sur un certain nombre de sujets. Par exemple, la sensibilisation de notre action CCIFI auprès des EFE qui pourra passer par le Journal. Ou encore, la coproduction de « dossiers pays » entre CCIFI et le Journal pour les Chambres qui le souhaitent. ♦

**AV HOLDING INTERNATIONAL PARIS ET TOUR DU MONDE DE L'EMPLOI,  
UNE ALLIANCE ET DES OBJECTIFS COMMUNS**

AVHI, la holding animatrice du groupe International SOS, vient de prendre le contrôle majoritaire de la société Tour du monde de l'Emploi, éditeur du site [www.francaisaletranger.com](http://www.francaisaletranger.com), de son magazine et de ses hors-séries « destinations ». Cette acquisition va permettre à notre titre de poursuivre son développement et de conforter sa place de leader dans son domaine d'information. Créé il y a cinq ans, Français à l'étranger est en effet devenu le média de référence sur la thématique de la mobilité internationale, avec un accent particulier sur l'activité des entreprises françaises dans le monde. L'accord de partenariat que nous avons signé le 30 mai dernier avec CCI France International, alors présidé par Renaud Bentégeat, s'inscrit dans cette logique. AV Holding International Paris, parmi ses objectifs, souhaite également encourager la mobilité internationale, particulièrement auprès des jeunes, donner le goût de la création d'entreprise et de l'export. La diversité des acteurs impliqués dans la promotion de la « marque » France à l'étranger – opérateurs publics, privés, conseillers du commerce extérieur, etc. – est une chance, et le besoin d'informer et de donner du sens à leurs engagements reste notre boussole éditoriale. Puissent ces nouvelles perspectives nous permettre d'amplifier cet écho de la présence française dans le monde. *Jean-Pierre Pont*



# Rejoignez le 1er réseau d'affaires franco-canadien

Véritable pont transatlantique, la CCI Française au Canada contribue au rayonnement des entreprises de son réseau d'affaires. Elle accompagne les entreprises françaises et canadiennes dans leur développement des 2 côtés de l'Atlantique et favorise les synergies et opportunités.

**1er** RÉSEAU  
D'AFFAIRES  
FRANCO - CANADIEN

**+330**   
ENTREPRISES  
MEMBRES

 **7 100**  
CONTACTS DANS  
LE RÉSEAU

CONNECTER  
PARTAGER  
DÉVELOPPER

**+10 000**  
MISES EN  
RELATIONS

## AYEZ LE RÉFLEXE CCI !

 [direction@ccifcmntl.ca](mailto:direction@ccifcmntl.ca)



Téléchargez l'application CCIFI Connect  
et accélérez votre business !

 Téléchargez dans  
l'App Store

 DISPONIBLE SUR  
Google Play

- Réservée exclusivement  
aux membres des CCI  
France Internationale.



Texte : Leena Lecointre

## UN SYMBOLE DE LA COOPÉRATION FRANCO-MAROCAINE

# La Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc

Établie au Maroc depuis 1913, la CFCIM est la plus grande chambre de commerce internationale française. Un statut qu'elle doit à son modèle performant de collaboration avec l'État marocain.



### Un accompagnement des entreprises sur tous les tableaux

Grâce au soutien du royaume elle a notamment pu mettre en place des projets d'ampleur tels que la création de parcs industriels. Au nombre de quatre, ils sont implantés dans les villes de Bouskoura, Ouled Salah, Settat et Berrechid. Cette initiative a permis d'offrir aux entreprises françaises et marocaines un accès à des lieux de centralisation avec à disposition « une palette de services pratiques mutualisés comprenant l'accompagnement administratif ». Ces services sont constamment améliorés au regard notamment d'une transition numérique qui permet une meilleure mise en relation des membres du réseau, dans l'ensemble du Maroc. La CFCIM a également impulsé la création de deux entités de formation reconnues par les États français et marocain : l'École supérieure des affaires (ESA) et le Centre de formation des entreprises (Cefor), qui se trouvent tous deux dans la capitale économique du Maroc, Casablanca. Ces formations offrent aux adhérents des effectifs opérationnels et de plus en plus qualifiés.

### Élargissement des opportunités internationales

Ce sont autant de services proposés par la CFCIM qui permettent d'affirmer la coopération économique franco-marocaine. Une relation bilatérale efficace, que l'organisation encourage également à étendre au niveau international. Elle dispose, au-delà de ses partenaires directs, du réseau d'adhérents des 35 000 entreprises qui composent les CCIFI. Cet avantage lui permet de réaliser au mieux sa mission de mise en relation d'acteurs économiques internationaux, et d'offrir une ouverture aux marchés mondiaux.

Car si la présence de la CFCIM sur le sol marocain permet aux entreprises françaises de bénéficier de cette situation géographique privilégiée comme une opportunité d'élargissement vers les autres marchés africains, son large réseau offre aussi une ouverture internationale pour les groupes marocains. C'est le service de missions de prospection en France et à l'international qui supervise ces relations. Il participe à l'organisation de salons et événements internationaux auxquels assistent les entreprises pour trouver de nouveaux partenaires commerciaux et élargir leurs perspectives de marchés. ♦

**A**u sein du vaste réseau des 125 chambres de commerce et d'industrie françaises internationales dans le monde, la Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc (CFCIM) se distingue par son envergure. Une réalité illustrée par le nombre de ses adhérents et la diversité des modes d'accompagnement de ses membres. Pour sa mission 2020-2025, elle a annoncé adapter ses objectifs de croissance au regard des nouveaux enjeux mondiaux. Transition digitale, amélioration et élargissement de son réseau... Cette CCI centenaire développe constamment ses services, bénéficiant d'un partenariat privilégié avec le royaume du Maroc.

### Partenariat d'exception avec le gouvernement marocain

L'État marocain a joué – et joue encore – un rôle majeur dans les oppor-

tunités que la CFCIM peut offrir à ses adhérents. Cette étroite collaboration confère à l'organisation des perspectives d'amélioration qu'elle met au service des entreprises françaises, mais aussi locales. Il s'avère que près de 80% des entreprises adhérentes sont à capitaux totalement ou majoritairement marocains.

Et ce sont ses 4 000 adhérents appuyés par ses 100 collaborateurs, qui font de la CFCIM le plus large réseau des CCI internationales. Elle est administrée par ses 9 bureaux régionaux sur le territoire, et son importance en fait également la seule chambre internationale à disposer d'un bureau de représentation à Paris. Mais cette large présence au Maroc ne se limite pas à sa répartition géographique : elle s'affirme également par la diversification de ses domaines de compétences.

## RELATIONS BILATÉRALES

# La tournée marocaine de la sénatrice Hélène Conway-Mouret

La sénatrice socialiste représentant les Français établis hors de France a effectué un déplacement du 7 au 12 septembre entre Marrakech, Agadir et Casablanca.

Premier partenaire économique africain de la France, le royaume chérifien peut compter sur une communauté française très présente. La visite d'Hélène Conway-Mouret au Maroc a été l'occasion d'échanger avec les différents acteurs de ce lien entre nos deux pays. Ce long déplacement lui a permis d'évaluer l'ampleur des dossiers consulaires, culturels et socio-économiques, sur fond de tensions diplomatiques.

### Marrakech : entre crise des visas et tensions consulaires

Lors de cette première escale, Hélène Conway-Mouret a pu rencontrer les conseillers consulaires des Français de l'étranger. Aux côtés des chefs de service, mais aussi des conseillers Bérangère El Anbassi et Caryl Gervereau, la sénatrice a échangé sur différentes problématiques administratives et politiques. État civil, bilan social, délivrance de papiers d'identité... L'engorgement des consulats et le manque d'effectifs a constitué un point important de leurs réunions de travail. La question de la réduction considérable de visas délivrés par la France a inévitablement fait l'objet de discussions animées tout au long de son séjour, à commencer par Marrakech. « Nous avons tout à y perdre », déplore la sénatrice dans le compte-rendu de son voyage.

La décision, prise en 2021 par Emmanuel Macron, a diminué de moitié la quantité de visas délivrés aux ressortissants marocains. Elle affecte directement les Français du Maroc et leurs familles ainsi que la population marocaine dans son ensemble. La sénatrice a condamné cette initiative qui, selon elle, « impacte négativement notre présence éducative, culturelle et économique ». Cette présence éducative et culturelle, elle a pu en constater



▲ Hélène Conway-Mouret

© Bastien RAMMEL

l'importance lors de sa visite de l'Institut français de Marrakech, ainsi qu'auprès de plusieurs groupes scolaires français. Une implantation en constant élargissement, en raison de la « demande croissante » de Français qui désirent s'établir dans la zone. Élèves, corps enseignants, représentants pédagogiques..., la rencontre du tissu éducatif de Marrakech a été l'occasion de renforcer les liens qu'entretient le système scolaire du Maroc avec les institutions françaises. L'enseignement de la langue arabe dans les établissements représente notamment un enjeu majeur de l'éducation qui apparaîtra au fil des déplacements d'Hélène Conway-Mouret.

### Agadir, ville d'opportunités économiques et culturelles pour la France

« Je n'ai pas reconnu la ville (...) où pourtant je suis venue il n'y a pas très longtemps »,

a-t-elle déclaré au site d'information marocain *Le 360*. En plein développement urbain, la modernisation d'Agadir est en effet significative des ambitieux projets du royaume. Dans ce contexte d'épanouissement, la ville a présenté à la sénatrice les mêmes défis consulaires que Marrakech. La sollicitation croissante des agents constitue ce qu'Hélène Conway-Mouret décrit comme « une pression (...) rencontrée dans tous les postes consulaires ». Si cette tension accrue nécessite des aménagements, elle est également significative du développement de la présence française au Maroc. Institut français, établissement AEFÉ, association Français du Maroc... Autant d'acteurs de la représentation culturelle française d'Agadir et que la sénatrice a pu rencontrer au cours de son déplacement. Une présence profondément ancrée, dont les problématiques résident actuellement dans

la « précarisation de notre communauté française », selon Hélène Conway-Mouret. Car au-delà de l'entretien de la culture francophone au Maroc, il est selon elle important de développer notre présence économique. La « dynamique absolument formidable » du pays constitue pour les entreprises une véritable opportunité. Leur implantation et le rôle qu'ont joué les groupes français dans le développement d'Agadir a d'ailleurs été au centre des discussions avec le directeur régional de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) France Maroc, Franck Guillet.

### Deux jours à Casablanca, capitale économique du Maroc

C'est dans cette plaque tournante du commerce que la sénatrice a conclu sa tournée marocaine. Casablanca abrite une majorité des grands acteurs français. Le passage d'Hélène Conway-Mou-





Photos © DR

ret lui aura permis d'en rencontrer les représentants, notamment Jean-Pascal Darriet, président de la Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc (CFCIM), CCI France Maroc, Business France, BpiFrance... Le regroupement de cette communauté économique s'explique par la présence de près de 900 filiales d'entreprises françaises au Maroc, notamment dans les secteurs de l'immobilier et de l'industrie.

Mais les perspectives de marché se trouvent, elles aussi, dans une période délicate. Les conséquences du blocage des visas par le gouvernement se font sentir dans tous les domaines de la collaboration franco-marocaine, à commencer par les partenariats commerciaux. Des investisseurs qui se sont vu refuser leurs demandes de visas, des groupes marocains ayant perdu confiance en la France...

Autant de tensions diplomatiques qui se reflètent dans des pertes d'opportunités. Hélène Conway-Mouret en a fait le constat lors de ses réunions avec les chambres de commerce. « *Je repars à Paris (...) avec une longue liste des marchés qui ont été perdus parce qu'un visa n'a pas été attribué à l'investisseur* », a-t-elle confié au 360. « *Ce que je vois, c'est que la France se pénalise elle-même dans cette mesure qu'elle a décidé de prendre.* » Actuellement premier investisseur étranger du Maroc, notre pays risque en effet de détériorer ses partenariats économiques sur le long terme au profit d'autres collaborateurs internationaux.

## Des problématiques exacerbées par l'ampleur de la communauté française

Au niveau consulaire, les services présentent un niveau de saturation sans précédent. C'est en présence de la cheffe de chancellerie Catherine Peck et celle du service des protections et d'actions sociales, Nathacha Paulin, qu'Hélène Conway-Mouret a effectué sa visite de l'agence de Casablanca. Avec près de 4 millions d'habitants, dont 23 000 Français dépendant de cette circonscription,

### LES CONSÉQUENCES DU BLOCAGE DES VISAS SE FONT SENTIR DANS TOUS LES DOMAINES DE LA COLLABORATION FRANCO-MAROCAINE.

la ville suscite les mêmes inquiétudes que Marrakech et Agadir, à une échelle encore supérieure, la sénatrice pointant la « *réduction de moyens* » au niveau du personnel consulaire. Car malgré les efforts de rénovations du consulat de Casablanca par l'État français, son organisation et son fonctionnement demeurent des chantiers de taille. Selon la sénatrice, il est urgent de « *progresser dans l'accès aux plateformes des rendez-vous et l'ouverture aux seniors de plus de 65 ans sans rendez-vous* ». Sur-tout au regard du fort pourcentage de per-

sonnes âgées dans la population française de la ville. Tous ces éléments, associés aux problématiques sociales des Français établis à Casablanca, ont dû faire l'objet de la rédaction d'un mémorandum. Ces problématiques, la sénatrice y a aussi été confrontée lors de sa visite de l'établissement AEF de Casablanca, le collège et lycée Lyautey : « *Difficulté de financement des établissements, coût de la scolarité pour les familles, statuts des personnels... À l'échelle collective comme individuelle, le système scolaire, vecteur crucial de l'avenir que nous pouvons bâtir ensemble, mérite tout notre soutien.* »

## Des liens historiques

En revanche, la visite de lieux de collaboration symbolique a conforté la vision encourageante d'Hélène Conway-Mouret quant à l'avenir des relations franco-marocaines. Son passage au cimetière civil européen Ben M'Sick a été un rappel historique fort. Il montre « *combien nous avons été solidaires lors des heures sombres de guerre en Europe* ». Encore aujourd'hui, la France et le Maroc travaillent à la reconstruction d'une relation de confiance sur des bases de reconnaissance de leur histoire commune. À l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG) de Casablanca, Hélène Conway-Mouret a exprimé son soutien à l'équipe d'organisation, dont elle a salué la « *magnifique mission* ». Un symbole d'encouragement du travail commun bilatéral qui a conclu ce séjour dans le royaume du Maroc. ♦





# LE DÉBAT

**STÉPHANIE ANTOINE**

**DU LUNDI AU JEUDI À 18H10 TU**

Des invités débattent, commentent et analysent le sujet d'actualité du jour

À revoir sur [france24.com](http://france24.com)





## LE GRAND ENTRETIEN

# Michel Miraillet, ambassadeur de France au Canada

En septembre dernier, Michel Miraillet est devenu le nouvel ambassadeur de France au Canada. Diplômé de Sciences-Po Paris, il débute sa carrière au ministère des Affaires étrangères avant de devenir premier secrétaire à la mission permanente de la France auprès de l'ONU à New York en 1992. De 2013 à 2017, il est ambassadeur de France aux Emirats arabes unis, puis au Brésil de 2017 à 2020. Avant de prendre ses fonctions à Ottawa, il était directeur général de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international à l'administration centrale du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

### Quelle est votre feuille de route ?

Le président de la République m'a confié une mission claire: renforcer le partenariat d'exception qui unit nos deux pays. Nos relations, fondées sur une histoire et des valeurs communes, sont d'ores et déjà excellentes. Elles peuvent cependant être encore densifiées, notamment dans les secteurs d'avenir: l'innovation, la santé, l'énergie ou encore les transports. C'est ce à quoi les services de l'Ambassade et moi-même nous employons au quotidien.

Par ailleurs, la France et le Canada, dont les positions sont particulièrement proches dans les instances bilatérales, au G7 comme au G20 et sur tous les grands sujets de l'actualité internationale comme sur la promotion du multilatéralisme, ont tout intérêt à promouvoir des initiatives communes relatives aux thématiques auxquelles nous sommes particulièrement attachés: lutte contre le dérèglement climatique, promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes, défense de la francophonie. Je vais m'y atteler.

### Où en sont les échanges économiques et culturels entre la France et le Canada ?

Côté économique, avec près de 3,6 Md € d'exportations françaises à destination du Canada et 3,9 Md € d'importations françaises depuis le Canada en 2021, le commerce bilatéral France-Canada est en nette progression. Les échanges bilatéraux ont en effet non seulement dépassé leur niveau pré-pandémie, mais même atteint un record historique, qui se prolonge d'ailleurs au premier semestre 2022. Il faut y voir notamment l'impact de l'application provisoire du

Ceta (accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada) qui a dynamisé les échanges dans certaines filières, notamment l'agro-alimentaire français.

Avec ces résultats, la France a conservé en 2021 sa place de 5<sup>e</sup> exportateur européen vers le Canada et de 9<sup>e</sup> partenaire commercial du Canada (8<sup>e</sup> pour ses exportations et 11<sup>e</sup> pour ses importations). Cette part relative, qui peut sembler modeste au regard de l'ancienneté des liens économiques entre le

**« LES ENTREPRISES FRANÇAISES SONT À L'ORIGINE DE 124 000 EMPLOIS AU CANADA. »**

**MICHEL MIRAILLET**

Canada et la France, s'explique en partie par un autre chiffre: l'importance des entreprises françaises au Canada. En 2021, l'Insee recensait ainsi 1200 filiales françaises au Canada, c'est-à-dire la quasi-totalité des grandes entreprises françaises et un nombre non-négligeable de PME.

Au total, les entreprises françaises sont à l'origine de 124 000 emplois au Canada. La richesse de cet écosystème, ainsi que le renforcement sans précédent intervenu avec la reprise d'une partie des activités de Bombardier par Alstom et Airbus, explique par exemple qu'en 2021 le Canada ait été le premier pays au rang des pays de destination de nos IDE (investissements directs à l'étranger).

Bien entendu, il est possible, et nécessaire – c'est là l'un des objectifs de ma

feuille de route – d'approfondir le volume de nos échanges. Parmi les axes de développement, on peut penser à une présence française plus homogène à l'échelle du Canada, notamment dans les Prairies, l'Ouest du pays, ou encore les provinces maritimes.

De nouveaux domaines de coopération pourraient également permettre d'approfondir la relation bilatérale; c'est le cas en particulier de la question des minéraux critiques, qui est d'importance stratégique pour assurer la transition environnementale des économies et permettre d'assurer la permanence de nos chaînes de valeur. Le Canada offre de ce point de vue un potentiel unique en minéraux et métaux stratégiques comme le lithium, le graphite, le palladium ou bien le nickel.

Côté culturel, les échanges entre la France et le Canada reprennent une dynamique très encourageante après la pandémie. Les étudiants canadiens reviennent progressivement en France, au niveau pré-pandémie. Dans le secteur culturel, nous avons avec le Canada une coopération de pointe en matière d'industries culturelles et créatives, et des écosystèmes français et canadiens partout, que ce soit à Toronto, Vancouver ou Montréal.

Notre réseau d'écoles françaises au Canada s'étend – avec l'homologation par l'AEFE d'une nouvelle école en 2021 – ce qui porte donc à huit nos écoles homologuées. Enfin, la France et le Canada sont résolus à hisser leur dialogue scientifique à un niveau stratégique, ayant conscience dans un monde tourmenté, de la nécessité d'approfondir nos liens et notre connaissance mutuelle.





© Rideau Hall / Sgt Mathieu St-Amour

### Quels sont les opportunités d'emploi pour les Français au Canada ?

Il y a aujourd'hui près d'un million de postes vacants au Canada, dont la moitié dans les secteurs de proximité comme la restauration, la santé et le commerce de détail, ce qui naturellement crée des opportunités d'emploi non négligeables pour les Français dans ce pays. Cela ne s'arrête pas là puisque tous les secteurs de l'économie canadienne ont besoin de main-d'œuvre, ce qui indique qu'il y a des opportunités d'emploi pour les Français au Canada, quel que soit leur secteur d'activité ou leurs qualifications. Pour autant, la plupart de ces filières connaissent également des tensions en France, si bien que les opportunités canadiennes ne sont pas très différentes, dans leur nature, de celle que les Français (ou les Canadiens !) peuvent trouver dans notre pays.

### Les formalités pour obtenir un visa sont souvent critiquées car trop longues. Pouvez-vous améliorer les choses ?

Au Canada, comme partout ailleurs, le contexte de la pandémie a sans aucun doute rendu les procédures relatives

à l'entrée et au séjour d'étrangers plus longues et complexes. Je tiens toutefois à signaler qu'au cours des deux dernières années, nos interlocuteurs canadiens ont toujours fait montre de réactivité et d'efficacité en vue de traiter les demandes les plus urgentes.

Par ailleurs, l'Ambassade a eu au cours de cette période des échanges très constructifs avec l'administration canadienne afin que certaines catégories de ressortissants français – je pense aux étudiants notamment – puissent se rendre au Canada et y réaliser leurs projets. Je ne manquerai pas de poursuivre ce dialogue afin de fluidifier les échanges humains entre nos deux pays.

### Où en est-on en matière d'immigration des Français au Canada ?

Je relève que nos deux pays se sont dotés d'un instrument particulièrement utile, l'accord relatif à la mobilité des jeunes du 14 mars 2013 – dans lequel entrent les fameux PVT très appréciés de nos jeunes concitoyens ! Cet accord favorise la découverte mutuelle de la culture et de la société de la France et du Canada. La mise en œuvre de cet

▲ Remise des lettres de créances de l'Ambassadeur à la Gouverneure générale du Canada, Son Excellence la très honorable Mary Simon.

accord s'avère très satisfaisante et de nombreux ressortissants français et canadiens – notamment des étudiants et des jeunes professionnels – y ont recours chaque année.

### Beaucoup de métiers sont « protégés » par des ordres et peu accessibles aux Français. Les choses avancent-elles ?

Dans le cadre du Ceta, un comité a été créé pour favoriser la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles. Près d'une décennie après le début de discussions et cinq ans après l'entrée en vigueur du Ceta, un premier accord a été conclu cette année entre le regroupement des ordres d'architectes du Canada (ROAC) et le Conseil des architectes d'Europe (CAE) : celui-ci devrait entrer en vigueur d'ici le début de l'année 2023, permettant aux architectes européens d'exercer au Canada, et inversement, sous certaines conditions. Il s'agit d'un premier accord qui pourrait ouvrir la porte à d'autres. ♦

**OLIVIER JACQUES**

# « C'est toujours le bon moment pour se préparer à venir au Canada »



Certes, le Canada n'est pas le premier pays d'expatriation des Français, mais il est celui qui les fait le plus rêver. Cela tombe bien puisque le pays manque de main-d'œuvre et recrute à tour de bras, en particulier des francophones. Quelque 100 000 Français vivent au Canada. Avec une économie très diversifiée, il y a aujourd'hui des besoins dans tous les secteurs ! Une réalité confirmée par Olivier Jacques, ministre conseiller Immigration à l'ambassade du Canada en France.

**L**e Canada a une politique proactive d'immigration et cherche à attirer des personnes du monde entier à venir travailler, s'installer et contribuer à la croissance de notre pays. « En 2022, nous souhaitons accueillir plus de 430 000 immigrants, détaille Olivier Jacques. L'an prochain, l'objectif est de plus de 447 000 personnes, et en 2024, 451 000, ce qui représente environ 1% de la population du pays. » La plupart des immigrants passent par « Entrée express », un système en ligne pour faire une demande de résidence permanente.

Le gouvernement du Canada favorise l'immigration francophone pour appuyer les communautés partout au pays et faire vivre sa dualité linguistique. Le Canada s'est fixé un objectif de 4,4% d'immigration francophone hors Québec d'ici à 2023. L'événement annuel, « Destination Canada Forum Mobilité », permet aux candidats à l'immigration de découvrir la richesse et la diversité des communautés francophones canadiennes. Le marché de l'emploi canadien est très dynamique avec un taux de chômage de seulement 5,2% au niveau national et aussi bas que 4,3% en Colombie-Britannique, 4,1% en Saskatchewan et 2,5% au Yukon. Depuis la pandémie et avec le vieillissement de la population, il y a beaucoup de demandes dans le secteur de la santé. Dans les communautés francophones au Canada, il y a aussi une forte attractivité dans l'édu-

## **LE CANADA S'EST FIXÉ UN OBJECTIF DE 4,4% D'IMMIGRATION FRANCOPHONE HORS QUÉBEC D'ICI À 2023.**

cation et l'enseignement en français et dans les métiers de la petite enfance. « Début 2023, nous organiserons deux salons virtuels "Destination Canada" pour recruter dans les technologies d'information et dans les métiers du tourisme, hôtellerie et restauration, autres secteurs avec de bonnes perspectives d'emploi à travers le pays », explique M. Jacques.

## **Des besoins différents d'une province à l'autre**

Aux termes de l'accord Canada-Québec, le Québec est responsable de la sélection des immigrants économiques et de certains des réfugiés qui s'établissent sur son territoire. Les neuf autres provinces et les trois territoires sélectionnent un nombre important et croissant d'immigrants dans la catégorie de l'immigration économique. Les provinces comme le Nouveau-Brunswick, l'Ontario, le Manitoba et plus récemment les Territoires du Nord-Ouest ont des programmes qui visent spécifiquement les francophones. La Colombie-Britannique a un programme qui vise les travailleurs

du secteur de la haute technologie. Le Yukon a un volet pour attirer des entrepreneurs qui souhaitent lancer leur entreprise et créer des emplois dans le grand nord. « Le Canada élabore et teste plusieurs programmes pilotes d'immigration économique adaptés aux besoins régionaux et sectoriels du marché du travail, précise Olivier Jacques. Pour les quatre provinces de la côte Est du pays – Terre-Neuve-et-Labrador, le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse – le Programme d'immigration au Canada Atlantique permet d'accueillir 6 000 immigrants de plus chaque année. »

Le Programme pilote d'immigration dans les communautés rurales et du Nord vise à répartir les avantages de l'immigration dans tout le pays, en particulier hors des grands centres urbains. « À travers ce programme axé sur les besoins des communautés, les acteurs locaux jouent un rôle central dans l'accueil des nouveaux habitants », ajoute Olivier Jacques. La France et le Canada continuent à tirer profit de leur accord de mobilité des jeunes. Cette année, plus de 16 550 jeunes français ont bénéficié d'un permis de travail facilité sous le programme Expérience Internationale Canada. La catégorie Vacances-travail est très appréciée pour sa flexibilité puisqu'il s'agit d'un permis de travail ouvert, valable à travers le Canada. ♦

**En savoir plus :** [canada.ca/immigration](https://canada.ca/immigration)






**SALON  
ÉTUDIER, S'INSTALLER,  
TRAVAILLER, VIVRE  
AU CANADA**

Mercredi 16 novembre 2022  
de 10h à 18h

à La Maison des Associations de  
Solidarité (MAS)

10 rue des terres au curé, 75013 Paris

 7  Porte d'Ivry  14 Olympiades

Entrée libre sur réservation  
[my.weezevent.com/salon-canada](https://my.weezevent.com/salon-canada)



**CHRISTOPHER WEISSBERG**

# Le député voyageur

Une vingtaine d'étapes en trois mois à travers l'Amérique du Nord ! Si le nouveau député de la première circonscription des Français établis hors de France a la bougeotte, c'est pour aller à la rencontre de ses compatriotes là où ils vivent sur cet immense territoire.

**Q**uébec, Sherbrooke, Vancouver, Boston ou Washington... Christopher Weissberg n'aura pas passé beaucoup de temps chez lui, à Montréal, cet été ! « *Mon but, c'est de montrer aux Français qui m'ont élu que j'ai l'intention de couvrir absolument tout le territoire, explique le député, et d'aller les voir non seulement là où ils sont les plus nombreux, là où il y a des consulats, mais aussi là où il y a moins de présence consulaire, notamment dans les petites ou dans les très grandes villes américaines. Il faut que chaque député connaisse sa circonscription aussi bien qu'un élu de Montargis.* » A 36 ans, ce Franco-Américain, natif de Saranac Lake dans l'État de New York est passé au cabinet de Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État chargé du Tourisme, des Français de l'étranger et de la Francophonie et devenu ministre en décembre 2021 avec l'attribution en plus du portefeuille des PME. Sur sa feuille de route, figure aujourd'hui l'amélioration des services consulaires. « *Je veux que d'ici la fin du quinquennat, l'année prochaine au Canada et ensuite aux États-Unis, dit-il, les Français puissent refaire leur passeport sans avoir besoin de prendre un avion pour aller au consulat, comme c'est le cas aujourd'hui.* » L'élu souhaite également améliorer le bilinguisme sur l'ensemble de la circonscription, notamment en renforçant la coopération dans les écoles publiques locales, pour que chacune puisse aussi offrir des programmes en français. Il veut également développer le réseau Flam (français langue maternelle), un dispositif piloté par l'AEFE et qui vise à soutenir des associations qui proposent à des enfants français à l'étranger des



▲ Christopher Weissberg.

**« IL FAUT QUE CHAQUE DÉPUTÉ CONNAISSE SA CIRCONSCRIPTION AUSSI BIEN QU'UN ÉLU DE MONTARGIS. » CHRISTOPHER WEISSBERG**

activités autour de la pratique du français en tant que langue maternelle, dans un contexte extrascolaire, et développer autant que possible l'offre de lycées français en Amérique du Nord.

## Faciliter les démarches des Français

En ce qui concerne les renouvellements de visas, Christopher Weissberg agit auprès des administrations canadiennes

et américaines en cas de difficultés. « *J'ai travaillé pour qu'on facilite les procédures d'inscription de la part de la Sécurité sociale américaine auprès de la CNAV (Caisse nationale d'assurance vieillesse) en France, détaille-t-il. Sur les questions d'immigration, j'essaie de faciliter les démarches pour les Français qui sont empêtrés aux États-Unis comme au Canada, et je les appuie auprès du consulat américain, mais aussi de l'ambassade du Canada en France, avec de vrais succès. J'ai un dossier qui s'est libéré, après avoir beaucoup insisté, d'une Française qui était bloquée en France depuis sept mois et qui n'arrivait pas à retourner aux États-Unis.* » Christopher Weissberg vient d'ailleurs de passer une semaine de « tournée » au Canada, en compagnie de Marie-France Lalonde, secrétaire parlementaire du ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté. « *Elle a évidemment un pouvoir d'influence assez important sur l'administration canadienne, reconnaît le député, et avoir des rapports de proximité avec elle permet souvent de débloquer des dossiers de Français qui ne peuvent pas avoir leur visa ou leur résidence permanente au Canada.* » Christopher Weissberg prévoit aussi la mise en place sur internet d'une plateforme de services dédiés aux Français de l'étranger en général, à ceux d'Amérique du Nord en particulier, avec la possibilité d'accéder à des informations, mais aussi de pouvoir eux-mêmes, ville par ville, déposer leurs annonces pour des emplois, par exemple dans un restaurant français du coin, ou des événements culturels. « *Je veux en faire un objet interactif pour permettre aux Français de pouvoir échanger avec les autres. Aujourd'hui, ce service n'est pas offert.* » ♦



## ENTRETIEN AVEC YAN CHANTREL

# « Il faut réarmer notre service public consulaire »

Un peu plus d'un an après son entrée au palais du Luxembourg, Yan Chantrel, sénateur socialiste représentant les Français établis hors de France, installé lui-même au Canada, revient sur les actions et réflexions qu'il a menées lors de ces douze premiers mois.

### Quel premier bilan tirez-vous de votre mandat ?

Je constate que les Français du Canada, que je connais bien pour y vivre, rencontrent de nombreux obstacles dans leur parcours d'immigration. En raison des délais particulièrement importants pour vivre de manière permanente au Québec, ils sont de plus en plus nombreux à s'installer directement dans les autres provinces. En tant que président du groupe d'amitié France-Canada, j'interviens régulièrement auprès de mes homologues canadiens afin de débloquer des situations et de les sensibiliser sur des situations difficiles. Je suis également très sollicité concernant les délais pour obtenir un rendez-vous pour la délivrance d'actes d'état civil ou un passeport auprès du consulat de Montréal. Les agents qui y travaillent ne sont pas en cause, c'est le manque important de moyens en personnel dans nos consulats qui génère cette situation. Il faut réarmer notre service public consulaire en le dotant de moyens adéquats.

### Quelle est la place de la France au Canada ?

Nous venons de célébrer le 16 octobre l'amitié unique qui unit nos deux pays depuis 400 ans lors du dévoilement du monument Amicitia à Ottawa. La France et le Canada nourrissent une relation unique avec de nombreux accords, dans le domaine de la culture, la recherche ou l'éducation. La France est l'un des dix principaux partenaires commerciaux du Canada, le neuvième pour les échanges de biens et le sixième pour les services. On évalue d'ailleurs à plus de 150 000 le nombre de Français présents au Canada. Ce sont eux qui font vivre concrètement



▲ Yan Chantrel.

**« LA FRANCE ET LE CANADA NOURRISSENT UNE RELATION UNIQUE. »**  
YAN CHANTREL

la relation entre nos deux pays. C'est une relation riche qu'il faut entretenir en facilitant notamment l'installation des Français qui souhaitent y vivre, mais aussi favoriser la venue d'un plus grand nombre de Canadiens en France. Il faut aussi permettre une réelle reconnaissance des diplômes pour favoriser les échanges entre nos deux pays.

### Quelles sont les opportunités pour les Français au Canada ?

Elles sont nombreuses dans un pays qui connaît une pénurie de main-d'œuvre importante sur l'ensemble de son territoire. À tel point que plus de 1,4 mil-

lion d'emplois seront à pourvoir d'ici 2026. Les secteurs les plus touchés sont les domaines de la construction, des transports, de la santé, de l'hébergement, de la restauration ainsi que la vente et les services. Le secteur des nouvelles technologies se développe très fortement à travers notamment l'industrie cinématographique et des jeux vidéo ainsi qu'un pôle important en matière d'intelligence artificielle.

### Quid des relations entre la France et le Canada ?

Le Canada est le pays qui accueille le plus grand nombre d'étudiants français. On en compte près de 18 000 chaque année. Ils sont majoritairement présents dans les universités du Québec en raison de la langue que nous avons en partage et d'un accord permettant des frais

de scolarité réduits pour les étudiants français. En raison du coût de la vie qui augmente fortement sur place, de nombreux étudiants travaillent en même temps que leurs études. Il est essentiel de mettre en place une couverture médicale ainsi qu'un fonds public d'aide à leur destination.

### Y a-t-il un risque de voir disparaître la francophonie au Canada ?

Le président de la République a annoncé sa volonté de doubler les effectifs des établissements français hors de France mais tout en diminuant les budgets alloués à notre politique éducative hors de France, ce qui occasionne une course au tout privé avec des conditions de travail et salariales souvent au rabais. L'éducation ne doit aucunement être une source de profit mais la garantie d'un service accessible pour nos compatriotes et le rayonnement de notre pays dans le monde. ♦





# TOUT SAVOIR SUR LE CANADA

Vous vous demandez quelles sont les particularités du Canada et ce qui fait sa qualité de vie? C'est un très grand pays, diversifié, à l'économie solide et aux politiques sociales intéressantes. Voici un survol de quelques avantages de vivre au Canada.

## Est-ce que la qualité de vie est bonne au Canada?

Oui. Le Canada se retrouve souvent en tête de liste des palmarès des pays où il fait bon vivre. Généralement, on y vante les coûts abordables, l'accès à l'éducation et à la santé, la stabilité politique, la liberté individuelle ou la protection de l'environnement. Les habitants du Canada jouissent généralement d'un filet social assez solide qui assure, notamment, l'accès à des soins de santé et à l'éducation. Des mesures sont en place pour protéger et aider les gens ayant des besoins particuliers, comme les personnes âgées ou les nouveaux arrivants. De plus, le taux de criminalité y est relativement faible. Évidemment, tout n'est pas parfait, mais c'est un pays qui offre à ses résidents plusieurs occasions de développement.

## Le système de santé est-il gratuit au Canada ?

Oui et non. Lorsque vous devenez un contribuable canadien, vous payez de l'impôt sur votre revenu, en plus des taxes sur presque tous vos achats. Ces sommes servent à financer, entre autres, le système de santé. Ainsi, lorsque vous avez besoin de soins, vous n'avez pas à déboursier plus d'argent à la clinique ou à l'hôpital. La « gratuité » apparente du système fait en sorte qu'il est plus accessible, mais n'oubliez pas qu'en vérité, vous le payez par petites sommes, et en fonction de votre niveau de revenu, tout au long de votre vie. Au Canada, la gestion des soins de santé aux particuliers est une responsabilité des provinces et des territoires. Le gouvernement fédéral a certes une implication dans le financement et dans certains champs d'expertise très précis (l'approbation des

médicaments, par exemple), il reste que c'est au gouvernement provincial que vous devrez vous inscrire pour recevoir votre carte d'assurance-maladie.

**Bon à savoir:** Il y a bel et bien des cliniques et des soins de santé privés au Canada, et ils ne sont pas gratuits. Certains citoyens les fréquentent pour réduire le temps d'attente. De plus, les soins dentaires et oculaires ne sont pas couverts par l'assurance-maladie gouvernementale, mais la plupart des entreprises inscrivent leurs employés à des régimes d'assurances complémentaires qui couvrent une bonne partie des frais. Enfin, vous pourriez devoir payer une franchise et une partie des coûts des médicaments d'ordonnance.

## Y a-t-il beaucoup d'emplois disponibles au Canada?

De manière générale, le taux de chômage au Canada reste plutôt faible et se compare avantageusement avec celui d'autres pays industrialisés. En raison du vieillissement démographique, l'immigration est l'une des solutions envisagées par les entreprises pour combler leurs besoins en main-d'œuvre. Plusieurs secteurs d'activités, comme la santé, la création de jeux vidéo, la construction ou le travail manufacturier en usine, recherchent des travailleurs. Pour travailler au Canada, des démarches administratives sont obligatoires pour être en règle. À noter,



si vous êtes un professionnel dans votre pays d'origine, vous devrez faire reconnaître vos diplômes par les organisations professionnelles canadiennes. Ce processus peut prendre du temps, voire nécessiter un retour sur les bancs d'école.

## Le marché immobilier est-il accessible au Canada?

Il est de notoriété publique que les marchés immobiliers des villes de Toronto et de Vancouver sont parmi les plus chers au Canada. La ville de Montréal est longtemps restée plutôt abordable, mais les prix ont passablement augmenté dans les dernières années. Ne vous empêchez pas pour autant de chercher une propriété dans ces villes, car elles offrent des milieux de vie stimulants et enrichissants, en plus de regorger de services pour les nouveaux arrivants. D'ailleurs, les autorités municipales ont souvent des programmes d'aide pour accéder à la propriété. Les prix de l'immobilier tendent à diminuer lorsqu'on s'éloigne des grands centres, mais la distance peut vous obliger à faire d'autres dépenses, comme l'achat d'une voiture supplémentaire par exemple. Vous pouvez commencer par louer un premier logement, le temps de vous installer et de découvrir votre milieu de vie. Quelques années plus tard, vous pourrez faire un achat immobilier de façon plus éclairée.

## Quel est le coût de la vie au Canada?

Un élément important de la qualité de vie est la force de votre pouvoir d'achat. Si l'on considère que le coût de la vie est raisonnable au Canada, cela dépend, bien entendu, de votre niveau de revenu et de vos choix de consommation.

## Quels sont les programmes d'épargne au Canada?

En vous installant au Canada, vous devrez vous habituer à de nouveaux acronymes bancaires et financiers, comme le REER, le CELI, le RRQ et bien d'autres.

## Les comptes et régimes d'épargne enregistrés

Le gouvernement canadien a mis sur pied plusieurs programmes, crédits et véhicules d'épargne pour vous aider à atteindre vos objectifs financiers. Ils offrent des avantages, que vous économisiez pour votre retraite, avec le REER, les études de vos enfants, avec le REEE, ou pour des projets personnels avec le CELI.

## Les programmes de revenus de retraite

En travaillant au Canada, vous aurez des retenues sur votre salaire, dont certaines servent à vous assurer un revenu minimal lors de votre retraite. Votre talon de paie est une excellente source d'informations pour bien comprendre les déductions. Si vous vivez et travaillez au Québec, vous y verrez notamment une déduction pour le Régime de rentes du Québec (RRQ). Le programme équivalent au fédéral s'appelle le Régime de pensions du Canada (RPC). À partir de 65 ans, vous pourriez avoir accès à la Pension de la Sécurité de vieillesse (PSV) et au Supplément de revenus garanti (SRG).

## Les crédits d'impôt

Il est obligatoire de produire une déclaration de revenus chaque année lorsque vous résidez au Canada. Vous pouvez la remplir vous-même, à l'aide d'un logiciel ou d'une trousse fournie par les gouvernements, ou alors opter pour des services professionnels. Le but de cette déclaration est de régulariser votre situation fiscale avec les gouvernements fédéral et provincial. Par exemple, si vous avez eu des retenues d'impôt sur vos paies, et que vous en avez trop payé, vous pourriez recevoir un remboursement. À l'inverse, si vous n'avez pas payé d'impôt du tout pendant l'année (parce que vous étiez travailleur autonome, par exemple), vous devez calculer les sommes à remettre aux gouvernements.

## Quelles sont les différences entre le Québec et le reste du Canada?

Chaque province et territoire canadien a ses particularités, mais vous constaterez rapidement que le Québec se distingue à bien des égards, notamment en ce qui concerne l'immigration et les impôts. Il faut savoir que le Québec est la seule province majoritairement francophone. Pour protéger la langue française et son héritage, le gouvernement québécois a un droit de regard sur l'immigration. Vous devrez non seulement être accepté par le gouvernement fédéral, mais aussi par celui du Québec. C'est aussi la seule province canadienne où il faut produire deux déclarations de revenus, une pour le provincial et une pour le fédéral. Dans les autres provinces et territoires, le gouvernement fédéral gère la fiscalité et remet les sommes perçues aux gouvernements provinciaux et territoriaux. Sur le plan légal, sachez aussi que le régime juridique est différent entre le Québec, qui utilise le droit civil pour certains aspects, et le reste du Canada, qui pratique la common law. En somme, la décision de venir vivre et travailler au Canada pourrait s'avérer l'un des moments importants de votre vie. L'immigration vient toujours avec son lot de défis, et c'est la raison pour laquelle il est recommandé de bien s'informer, pour vivre une expérience humainement riche.

*Pour d'autres conseils, visitez le [bnc.ca](http://bnc.ca).  
Pour vos questions, on est là.*

Une banque qui vous  
accompagne aussi pour  
vos questions d'immigration,  
de logement et bien plus.

Pour votre installation au Canada, on est là.\*

\*Banque Nationale du Canada n'est pas une banque agréée en France.





**JULIEN TOUGERON**

# La CCI française au Canada, une chambre de commerce pancanadienne

Après un début de carrière dans le sport entre la France et le Canada, Julien Tougeron s'est tourné vers l'entrepreneuriat avant de prendre, il y a quelques mois, les rênes de la Chambre de commerce et d'industrie française au Canada, basée à Montréal.

C'est tout frais. Julien Tougeron a été élu cette année directeur général de la CCI française au Canada, une chambre qui compte plus de 320 membres et 7000 contacts, insiste le Français : « La CCI française est pancanadienne. Depuis Montréal, nous gérons tout le Canada en lien avec les autres chambres, celle d'Ontario, le Cercle francophone de Vancouver et la Chambre de commerce française à Québec. » La CCI française du Canada est une association reconnue d'utilité publique par l'état français et regroupe des entreprises sur l'ensemble du territoire canadien. Cependant 75% de ses membres sont rassemblés au Québec. En effet, le Québec regroupe la première communauté française hors d'Europe. « La Chambre n'est pas un village gaulois, précise Julien Tougeron, 40% de nos membres sont Canadiens et Québécois. Parmi eux, on a des entrepreneurs français qui ont créé leur entreprise au Québec avec ensuite l'idée d'ouvrir une filiale en France. » Au niveau des tendances du marché, Julien Tougeron

constate, sans surprise, une importante pénurie de main-d'œuvre : « Il manque près de 300 000 emplois juste au Québec. »

## Place aux « chasseurs de tête »

De nombreux domaines sont concernés, à commencer par les technologies de l'information (TI), l'intelligence artificielle (pôle important à Montréal) et les jeux vidéo. Un grand nombre de métiers non qualifiés ne trouvent pas non plus preneurs. « Le rôle premier de la CCI, rappelle Julien Tougeron, c'est d'accompagner ses membres et d'être le partenaire de leur développement au Canada. Nous avons monté une plateforme, Talents et Emploi, qui leur permet de poster leurs offres, et aux candidats de déposer leur CV. Quand les Français viennent à l'étranger, leur première démarche c'est de s'orienter vers la Chambre de commerce. »

La CCI de Montréal ne propose pas elle-même de service de recrutement, mais elle met en avant ses membres « chasseurs de tête », spécialisés dans la recherche de visa, ou des cabinets d'avocats dédiés

à la mobilité internationale. Elle joue aussi un rôle d'*advocacy* auprès de ses partenaires pour porter les messages de ses membres. « Nous avons un rôle de porte-voix vis-à-vis des autorités locales, ajoute Julien Tougeron. Nous poussons nos membres à nous préciser leurs besoins de main-d'œuvre, que l'on transmet ensuite au gouvernement provincial et fédéral. » Aujourd'hui, les 320 membres de la CCI représentent plus de 100 000 emplois au Canada et une centaine de milliards de dollars de chiffre d'affaires. La CCI française travaille actuellement avec une start-up membre d'un projet pilote de mapping des compétences internes dans les entreprises afin de pallier les problématiques de recrutement et favoriser les échanges de compétences entre membres, ce qui permet de créer un maillage pour tenter de pallier cette problématique de talents.

## Un momentum pour les Français

Et ce n'est pas tout. Il manque également des infirmières, des médecins mais aussi

des plombiers ou des électriciens. *« Il existe des équivalences mais il faut se rapprocher des ordres professionnels afin de vérifier les adéquations compétences/connaissances obligatoires du marché local. Cela demande un effort d'adaptabilité pour se fondre dans un marché du travail ouvert mais réglementé. »* Le Canada manque aussi d'employés de bureau. *« Moi-même, j'ai du mal à recruter, témoigne Julien Tougeron. Donc, il y a un vrai bon momentum pour les Français qui visent le Canada pour s'y installer. Le problème, c'est qu'il est extrêmement compliqué d'obtenir un visa, que ce soit pour un permis de travail temporaire ou une résidence permanente. Les délais sont très longs, ce qui est assez paradoxal, puisqu'il y a un besoin de main-d'œuvre francophone. »*

Selon lui, obtenir une demande de résidence permanente pour le Québec peut ainsi prendre jusqu'à trois ans. Il existe toutefois des solutions pour contourner ces obstacles, comme le Volontariat en entreprise (V.I.E) qui permet à un jeune de venir rapidement, ou les stages de coopération. *« Le problème, c'est que les autorités se retrouvent elles-mêmes confrontées à une pénurie de main-d'œuvre. Le délai de traitement est plus long parce que les administrations canadiennes n'ont pas suffisamment de personnel, ce qui est un peu paradoxal ! »*

## Davantage de sous-traitance

Des talents sont aussi recherchés dans l'aéronautique, l'aérospatiale, la logistique, le transport et le fret. On recrute aussi dans le tourisme, l'hôtellerie-restauration, obligeant des restaurants à fermer parce qu'ils n'ont pas suffisamment de personnel. *« On voit apparaître deux phénomènes, observe le Français, d'abord des boulots d'été pour des jeunes, de plus en plus jeunes, 13-14 ans. L'autre volet, c'est la problématique des retraites. Ici, elles sont faibles et on croise de plus en plus d'ainés qui se remettent à exercer parce qu'il y a du travail. »* Julien Tougeron reste toutefois optimiste, estimant que le marché va finir par se réguler, même si les entreprises font face à des demandes de hausse de salaires, parfois d'un tiers ou de moitié. Il estime aussi qu'à l'avenir, certaines activités seront de plus en plus confiées à des sous-traitants, en particulier dans l'informatique : *« Quand vous avez besoin d'un technicien informatique et qu'il n'y en a pas dans l'entreprise, vous prenez de plus en plus un prestataire pour gérer votre flotte d'ordinateurs, les pare-feu, le cloud externe, etc. »* ♦



▲ Julien Tougeron.

© DR

## UNE CARRIÈRE DÉDIÉE À L'ENTREPRENEURIAT

**Qu'il les crée lui-même ou qu'il en fasse la promotion à travers la French Tech, Business France et aujourd'hui la CCI française au Canada, Julien Tougeron a toujours eu l'esprit d'entreprise chevillé au corps.**

Âgé de 40 ans, père d'un ado de 16 ans, il a grandi à Marseille. Après des études en école de commerce, option développement internationale, il a débuté sa carrière à l'Olympique de Marseille. *« Je montais des études de marché dans le marketing »,* se souvient-il. Le Français vit depuis six ans au Canada après un premier passage au début des années 2000. A son arrivée, à cette époque, il commence par travailler pour la fédération canadienne de soccer (football) à Vancouver, en Colombie-Britannique. De retour en France après ce premier séjour de trois années, *« j'ai eu une envie irrésistible de me lancer dans l'entrepreneuriat »,* confesse-t-il. Il crée une société de relocation sur le modèle des clubs et de placement des joueurs de football professionnels pour les grands groupes et leurs expatriés. *« On cherchait le logement, on s'occupait de l'école des enfants, de trouver un emploi au conjoint et de l'administratif comme la sécurité sociale, les assurances ou le téléphone »,* détaille-t-il.

### Attractivité française

Féru de droit et de finances, le Français a su dénicher mieux que quiconque les décrets obligeant les multinationales à financer la réinstallation de leur personnel après une expatriation. *« Mon modèle, c'était de trouver où était l'argent, se souvient-il, et s'il y avait une loi correspondant à ces obligations-là vis-à-vis des grands groupes pour leur proposer mes services. »* Sa PME est florissante et emploiera en France jusqu'à 45 collaborateurs. Julien Tougeron est donc revenu à Montréal il y a six ans, d'abord en charge de la French Tech (il avait été l'un des fondateurs de celle d'Aix-Marseille), avant de bifurquer vers Business France en tant que directeur senior pour l'Amérique du Nord dans la tech. *« J'étais en charge à la fois des entreprises françaises en approche du marché canadien et américain, détaille-t-il, mais surtout de l'attractivité du territoire français dans l'accompagnement des grands investisseurs nord-américains vers la France. »*





## INFORMATION ET CONSEIL

# L'avocat, un partenaire incontournable pour immigrer au Canada

En France, le recours à l'avocat peut susciter quelques réticences. En revanche, au Canada, son rôle de conseiller et de facilitateur est largement reconnu en matière d'immigration. Installé au Québec, le cabinet Immétis vous livre ainsi quelques précieux conseils avant de faire le grand saut.

« L'immigration au Canada est un domaine complexe, annonce d'emblée Natacha Mignon, fondatrice du cabinet d'avocats Immétis à Montréal, dédié à l'immigration et la mobilité professionnelle au Canada. *Nous évaluons d'abord les options de nos clients et leur recommandons le programme le mieux adapté à leur situation. Nous nous chargeons ensuite de la préparation de leur dossier de A à Z et demeurons à leurs côtés jusqu'à la délivrance du visa.* » Immétis conseille également ses clients pour toute problématique spécifique telle qu'une condition médicale, une situation de recomposition familiale ou encore un précédent refus. Comme dans de nombreux autres domaines du droit, le recours à l'avocat n'est pas obligatoire.

## De la nécessité d'être bien conseillé

Les personnes qui choisissent d'engager un avocat pour les démarches d'immigration souhaitent avoir les conseils d'un professionnel du droit, connaissant le droit de l'immigration et ses subtilités, pour préparer au mieux leur projet. « *Il n'est pas rare que nous soyons consultés par des personnes qui sont arrêtées sur un programme et que nous les faisons réaliser qu'elles ne répondent pas aux critères* », reconnaît Me Mignon. Quant à exercer le métier d'avocat au Canada, il y a une différence entre le Québec et le reste des provinces. Les



▲ Natacha Mignon.

avocats français devront retourner sur les bancs de la faculté, avec toutefois la possibilité de voir certains cours reconnus.

## Dans quelle province s'installer ?

Le cabinet Immétis recommande ainsi aux futurs immigrants de se renseigner sur le Canada, sur ses provinces, et sur les différentes possibilités pour s'y installer. « *Je rencontre tellement de familles ayant perdu de précieux mois, voire des années, simplement parce qu'elles n'ont pas suivi la voie adaptée à leur situation* », témoigne Me Mignon, qui précise : « *Je ne peux pas dire qu'une province est plus accueillante qu'une autre pour un Français. Chacune a ses spécificités et des arguments pour séduire de nouveaux arrivants. C'est la raison pour laquelle j'incite toujours mes clients à se renseigner sur le Canada et à questionner leur projet. Ils doivent savoir ce qu'ils veulent dans leur nouvelle vie.* » Le pays a tellement à offrir, que l'on cherche une grande métropole, des centres économiques et culturels, ou au contraire une vie en pleine nature qui fait la part belle aux activités extérieures.

## Se poser les bonnes questions

Les futurs immigrants doivent aussi se demander s'ils souhaitent évoluer dans un environnement francophone, anglophone ou bilingue. D'ailleurs, les

Français doivent savoir que la maîtrise de la langue de Molière leur assure un avantage certain tant pour l'obtention d'un permis de travail que pour l'obtention du statut de résident permanent par la voie de « l'Entrée Express » dans les provinces anglophones. « Quant au changement de province, il est parfois possible avec un permis de travail, non limité géographiquement, explique Me Mignon. Une fois devenu résident permanent, un immigrant doit s'assurer de vivre initialement dans sa province de choix, avant de s'établir en dehors de celle-ci. » Il convient également de bien définir son projet: étudier, travailler, investir ou tout simplement vivre au Canada? En accord avec le projet et le profil des candidats à l'immigration, une ou plusieurs voies d'immigration pourront être envisagées. La clé est de définir la bonne.

### Anticiper son installation

Quant aux délais de traitement de permis de travail, ils sont actuellement

assez longs mais aussi très disparates. « Un permis de travail classique demandé auprès de l'ambassade à Paris prend actuellement dix semaines à être émis, les permis jeune professionnel cinq à six semaines, détaille Me Mignon. En Inde,

**« J'INCITE TOUJOURS MES CLIENTS À SE RENSEIGNER SUR LE CANADA ET À QUESTIONNER LEUR PROJET. »**  
NATACHA MIGNON

il faut compter quarante-deux semaines! Pour un renouvellement de permis demandé depuis le Canada, il faut attendre 154 jours. Il ne faut donc pas paniquer et connaître la réalité des délais pour la procédure qu'on envisage. » Lancer des demandes de permis de travail depuis la France est donc tout à fait possible,

mais cela suppose d'anticiper son installation de quelques mois. « Quand une famille française a des impératifs de rentrée scolaire, je recommande même de débiter les démarches très en amont dès le premier trimestre de l'année pour éviter les mauvaises surprises et assurer son arrivée au Québec courant août en toute sérénité », ajoute Me Mignon. Enfin, un Français, comme tout étranger, peut être actionnaire d'une société au Canada. Au Québec et en Colombie-Britannique, tous les administrateurs d'une société peuvent également être étrangers. En revanche, il faut bien comprendre que le fait d'ouvrir une société au Canada ne donne pas de statut au regard de l'immigration. « Une fois la société créée, il faut donc se tourner vers les autorités d'immigration pour demander un permis de travail, si l'actionnaire souhaite exploiter sa société sur place. C'est là une nuance capitale », prévient Me Mignon. ♦

En savoir plus : <https://immetis.com>



FRANÇAIS  
À L'ÉTRANGER  
.FR

# FRANÇAIS À L'ÉTRANGER LE MÉDIA LEADER DE LA MOBILITÉ INTERNATIONALE

Une référence pour tous les leaders  
d'opinion français dans le monde

**NOS SUPPORTS : SITE INTERNET FRANCAISALETRANGER.FR  
MAGAZINE TRIMESTRIEL - CARTE DES FRANÇAIS DANS LE MONDE  
NEWSLETTER QUOTIDIENNE - RÉSEAUX SOCIAUX - APPLICATION MOBILE**



**ACTIONS SOLIDAIRES**

# Les réseaux en immigration francophone

Même si l'immigration est longuement mûrie et attendue avec enthousiasme, on ne peut ignorer le choc culturel, notamment les difficultés liées à l'installation dans un nouveau pays. À la joie de vivre sur le sol désiré peuvent par moments se substituer du découragement et un possible sentiment d'isolement. Les réseaux en immigration francophone sont heureusement assez nombreux et organisés au Canada pour offrir un précieux maillage de soutiens et de rencontres conviviales.

Les réseaux en immigration francophone (RIF) ont vu le jour en 2003. Ils sont aujourd'hui au nombre de treize et présents dans neuf provinces et deux territoires. Reconnus par le ministère de l'Immigration des Réfugiés et de la Citoyenneté du Canada comme des partenaires du gouvernement pour atteindre les objectifs en immigration, les membres de ces réseaux offrent des services permettant aux nouveaux arrivants francophones de s'établir dans un premier temps, puis de s'intégrer et de réussir leur projet de vie au Canada. Depuis 2006, ils sont soutenus et encadrés par la Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada (FCFA) qui est un interlocuteur de premier plan du gouvernement fédéral pour toutes les questions qui touchent au développement et à la vitalité du français et de la francophonie.

## Adaptation, vie sociale et chaleur humaine

Chaque province du Canada possède ses particularités et la prédominance de langues et cultures peuvent varier selon les territoires. Ainsi, le français est la langue officielle du Québec, le Nouveau-Brunswick est officiellement bilingue, d'autres provinces sont dotées d'une loi sur les

services en français (Ontario, Nouvelle-Ecosse, Île-du-Prince-Édouard) Terre neuve et Labrador, le Manitoba et la Saskatchewan ont adopté une politique sur les services en français et deux provinces sont unilingues (Alberta et Colombie-Britannique). Certaines régions offrent en outre des difficultés supplémentaires par leur climat, leur isolement géographique, un éventuel manque de dynamisme économique. Les RIF sont un moyen d'accéder à des informations essentielles et adaptées à la condition d'immigré francophone, de profiter d'une vie sociale en dehors du cadre professionnel et de trouver une chaleur humaine. Les membres sont en relation avec un large réseau de partenaires (300 organismes et institutions) qui couvrent tous les aspects de la vie quotidienne : écoles, collèges et universités, services de santé, centres culturels, services d'aide à l'emploi, organismes de développement économique, permettant donc un accompagnement au fil du temps et des besoins.

Les valeurs incarnées par les RIF sont essentiellement l'esprit de solidarité envers leurs concitoyens et la conviction qu'une bonne intégration et la cohabitation de diverses origines ethniques peuvent enrichir une province, et plus largement le Canada dont l'his-

toire et l'identité se sont construites sur une grande diversité culturelle.

## De précieux espaces d'échanges

Au-delà d'un soutien purement administratif, les RIF proposent des activités combinant l'utilité et la convivialité : des rencontres individuelles avec les nouveaux arrivants francophones, des excursions visant à faire découvrir les services locaux, les ressources communautaires ou les lieux de cultes, des cafés-rencontres pour francophones et francophiles, des « 5 à 7 réseautage » (consistant à se retrouver entre collègues dans des cafés pour décompresser après la journée de travail) et des séances de préparation au test de citoyenneté canadienne. Enfin, la Semaine nationale de l'immigration francophone (cette année du 6 au 12 novembre 2022) est un événement important. À l'initiative de la Fédération des communautés francophones et acadiennes, et justement des réseaux en immigration francophone, elle bénéficie de l'appui financier de l'IRCC (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada) et permet chaque année la tenue d'événements et d'activités dans toutes les régions du pays pour mettre en valeur toutes les actions menées par les communautés francophones et acadiennes. ♦



## S'EXPATRIER AU CANADA : LE QUÉBEC, MAIS LE RESTE DU PAYS AUSSI !

Près de 150 000 Français vivent au Canada. Si le Québec demeure leur province de prédilection, le reste du pays attire de plus en plus les expatriés de l'Hexagone. Natacha Mignon, avocate en immigration et associée du cabinet spécialisé Immétis, partage son expérience et vous aide à bâtir le projet canadien qui vous correspond.

### Préparer son expatriation avec soin

Un futur immigrant a tout à gagner à se renseigner sur le Canada et les différentes possibilités pour s'y installer. *«J'ai vu trop de familles perdre de précieux mois, voire des années, simplement parce qu'elles n'ont pas suivi la voie adaptée à leur situation ou qu'elles n'ont pas eu connaissance de toutes leurs possibilités d'immigration»*, prévient l'avocate.

### Le Québec et le reste du Canada

Le Canada est en effet un pays grand comme un continent. Les provinces, autres que le Québec, méritent d'être mieux connues des Français, car le gouvernement fédéral a instauré de beaux programmes d'attraction des immigrants économiques francophones. L'obtention d'un permis de travail leur est facilitée, et l'accès à la résidence permanente également via l'Entrée Express.

### Le fonctionnement de l'Entrée Express

Sous ce programme, les candidats s'inscrivent en soumettant leur profil. Ils se voient attribuer des points, sur la base de critères pré-établis, tels que l'expérience professionnelle, la maîtrise

de l'une des deux langues officielles du Canada, ou encore la formation académique. Le système de l'Entrée Express fait ainsi la part belle aux personnes maîtrisant le Français, leur octroyant jusqu'à 50 points supplémentaires pour cette connaissance. Ensuite, les autorités invitent les candidats présentant le plus grand nombre de points à soumettre une demande de résidence permanente. Un résident permanent, à la différence du titulaire d'un permis d'études ou de travail, est un citoyen étranger, admis au Canada sans restriction d'activité ou de durée. *«Il doit bien sûr se conformer à un temps de présence sur place. Mais de façon imagée, un résident permanent est un Canadien sans le droit de vote»*, illustre l'experte. C'est dire si le statut a de quoi attirer, d'autant qu'après trois ans, la personne devient éligible à la citoyenneté canadienne.

### Des délais intéressants

Une demande via l'Entrée Express est présentée directement aux autorités fédérales. Les délais d'obtention sont de quelques mois. Au Québec, avant de se rendre à cette étape, les candidats doivent obtenir un CSQ – Certificat de Sélection du Québec auprès du ministère provincial. Du fait de la saisie de deux

paliers gouvernementaux, une résidence permanente présentée au Québec prend environ le double du temps à être acquise. *« Ces temps de traitement des demandes ne doivent jamais être moteurs dans la prise de décision, tempère toutefois la spécialiste. Ce qui doit primer c'est le bien-être de la famille, l'envie que les enfants soient éduqués en anglais ou le secteur d'activité des parents par exemple. »*

### Faire appel à un spécialiste

L'immigration au Canada est un domaine complexe. Il est donc possible de recourir aux services d'un avocat, dont le rôle consiste à évaluer les différentes options, afin de recommander aux expatriés le programme le plus adapté à leur situation et les représenter ensuite dans toutes leurs démarches. *« Comme avocate, j'ai vu de nombreuses situations. Ce partage d'expertise est précieux pour les clients. Chaque dossier est unique, il faut savoir les conseiller en toute situation, telle qu'une séparation dans le couple, une famille recomposée, des antécédents médicaux ou autres. »* L'avocat met ainsi en œuvre toutes ses compétences pour viser le succès d'une expatriation.

**Informations pratiques :**  
<https://immmetis.com>





© Pixel-Shot

### VIVRE ET TRAVAILLER

# Comment rejoindre le Canada

Immense pays, peu peuplé au regard de sa superficie, le Canada recherche chaque année des milliers d'immigrants venus du monde entier. Il possède de multiples atouts pour attirer tous ceux qui souhaitent accéder à une meilleure qualité de vie ou simplement tenter une nouvelle expérience. Mais ce projet requiert bon nombre d'informations, un projet mûri et une préparation méthodique. L'une des clés pour obtenir son visa réside dans le fait de connaître en détail les différents programmes d'immigration et de choisir le plus approprié à son profil et à son objectif.

Il existe plusieurs moyens permettant de s'installer temporairement ou durablement sur le sol canadien. Au niveau fédéral, c'est Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) qui est le ministère responsable des programmes et des services d'immigration, d'établissement, de réinstallation et de citoyenneté, et décide de la politique et des stratégies d'immigration. Toutes les demandes relatives au visa peuvent se faire auprès des centres de réception des demandes de visa (CRDV). L'Autorisation de voyage électronique (AVE) est suffisante pour se rendre au Canada lorsqu'un visa n'est pas nécessaire, pour des vacances, des études ou des affaires, pour une durée n'excédant

pas six mois. D'une validité de cinq ans, sa demande peut se faire en ligne et est associée automatiquement au passeport. Il faut pouvoir justifier de fonds suffisants pour couvrir la durée du séjour.

### Les visas pour le Canada

- Le visa de résident temporaire, pour les séjours de plus longue durée et quand les critères pour l'obtention de l'AVE ne sont pas suffisants autorisant à six mois de présence. On distingue alors le visa unique, valable pour un seul séjour pendant la période de sa validité, et le visa pour entrées multiples qui permet de se rendre à volonté au Canada dans une période de dix ans.
- Le visa de résident permanent est ac-

cordé en répondant à des critères plus stricts et donne les mêmes droits qu'à un citoyen canadien (sauf le droit de vote).

- Le Programme Vacances-Travail permet aux Français de 18 à 35 ans d'obtenir un visa de travail temporaire pour toutes les provinces du Canada afin d'y voyager et de pouvoir y travailler pour une durée maximum de 24 mois. Le PVT fait partie d'un dispositif appelé Expérience Internationale Canada (EIC- anciennement Programme de Mobilité des Jeunes) qui s'adresse à trois catégories : le Programme Vacances-Travail précité, les stages Coop international permettant aux étudiants français d'effectuer un stage dans le cadre de leurs études pour une durée maximum de

douze mois, et les jeunes professionnels ayant reçu une offre d'emploi en contrat déterminé, pour une durée maximum de vingt-quatre mois. Le gouvernement fédéral vient d'annoncer qu'à compter de novembre 2022, les étudiants étrangers seront autorisés à travailler plus de 20h par semaine.

À noter, les démarches d'immigration pour le Québec diffèrent de celles des autres provinces. La Belle province possède ses propres critères et outils pour sélectionner les candidats (*lire p. 58*).

Le reste des modalités d'accès au Canada passe par **Entrée Express**. Géré au niveau fédéral, ce dispositif se caractérise par un processus rapide qui sélectionne l'accès au pays.

## Les différents programmes d'immigration

- Le programme des travailleurs qualifiés ne relie à aucune province canadienne en particulier. Le pays considère que ces travailleurs sont utiles à l'économie et ont toutes les chances pour s'intégrer au Canada. La procédure consiste à déclarer son désir d'immigrer au Canada en créant un profil Entrée Express en ligne. Selon différents facteurs (âge, métier, compétences linguistiques, adaptabilité, profil du conjoint, etc.), les candidats obtiennent des points par un système de classement global qui les positionnent dans le bassin des candidats éligibles.

- Afin d'attirer des travailleurs étrangers qualifiés dans de petites communautés, le Programme pilote d'immigration dans les communautés rurales et du Nord vise à faire profiter certains endroits du dynamisme de l'immigration économique par une facilité d'accès à la résidence permanente pour ceux qui souhaiteraient s'y établir durablement.

- Le programme des travailleurs de métiers spécialisés concerne des métiers en forte demande au Canada. Il ne comporte pas d'exigences en matière d'études et regroupe quatre secteurs :

la construction, le transport, la fabrication et les services. Ce programme offre aux candidats de grandes chances d'obtenir la résidence permanente car, face à la pénurie de main-d'œuvre, le gouvernement canadien qui privilégiait auparavant le système de points, a décidé de faciliter l'immigration pour les professionnels de ces secteurs essentiels.

- La catégorie de l'expérience canadienne nécessite d'avoir une expérience du travail au Canada en tant que résident temporaire détenant un permis de travail. Cette expérience de travail doit avoir été acquise dans certains postes avec un nombre d'heures suffisant.

- Les provinces et territoires participant au Programme de désignation des candidats de la province ont signé une entente avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada leur permettant de proposer des dispositifs adaptés à leurs besoins propres. Il est ainsi possible d'immigrer en décrochant une offre d'emploi d'un employeur issu de ces provinces. L'entreprise doit avoir été validée par les autorités canadiennes pour procéder à ces embauches. L'offre d'emploi doit être à temps plein, d'une durée minimale de deux années avec possibilité d'extension. Cela offre la possibilité pour un candidat qui n'a pas suffisamment de points d'en obtenir 600 supplémentaires qui lui procurent automatiquement une invitation à présenter une demande de résidence. Il est conseillé de se rendre sur le site gouvernemental de chaque province pour en connaître précisément les besoins.

- Le Programme d'immigration au Canada atlantique (PICA) regroupe quatre provinces, l'Île-du-Prince-Édouard, Terre-neuve-et-Labrador, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse. Il vise les étrangers qui ont reçu une offre d'emploi dans la région de l'Atlantique ou qui détiennent un diplôme d'un établissement post-secondaire reconnu au Canada Atlantique, et qui répondent aux

exigences en matière d'études, d'expérience de travail et de compétences linguistiques (tests obligatoires).

- Entrepreneur : l'entrepreneuriat est vivement encouragé sur le continent nord-atlantique. La résidence est envisageable pour le démarrage d'une entreprise qui innove et qui crée des emplois pour les canadiens. L'entreprise doit être appuyée par une organisation désignée par le Canada.

- Travailleur autonome : pour être recevable dans cette catégorie, il est demandé de posséder une expérience d'au moins deux ans dans des activités culturelles ou sportives et d'avoir la capacité de créer son propre emploi au Canada.

- Les immigrants de la catégorie du regroupement familial (parrainage) des citoyens et résidents permanents canadiens peuvent accueillir des membres de leur famille proche. Ils doivent justifier d'une situation stable et de revenus suffisants pour pouvoir un temps subvenir à leurs besoins.

- Réfugiés : ce statut est attribué uniquement aux personnes contraintes de fuir leur pays. Elles doivent être désignées ou parrainées par des organismes habilités. Cette manière d'immigrer fait l'objet d'un filtrage minutieux par les autorités canadiennes.

- Le Programme pilote des gardiens d'enfants et d'aides familiaux : le pays accueille certaines aides familiales. Pour y postuler, il faut obtenir une offre d'emploi à titre d'aide familiale, justifier d'une expérience similaire dans le pays d'origine et faire valoir une équivalence de diplôme. Le processus d'immigration sera différent selon la situation et l'expérience acquises.

Rappelons qu'il est nécessaire pour tous ces programmes de satisfaire à certaines exigences médicales et sécuritaires (examen médical, casier judiciaire). ♦

Sources : [www.canada.ca](http://www.canada.ca)





## REPÈRES

Superficie : 1 076 000 km<sup>2</sup>

Population : 15 109 416 habitants

Capitale provinciale : Toronto

# Ontario

L'Ontario, « belle eau » en iroquois, est une province phare du Canada. Entourée par les provinces du Québec à l'est, du Manitoba à l'ouest et les États-Unis au sud, elle est le centre géographique, économique et politique du Canada. C'est aussi la plus riche et la plus peuplée puisqu'elle regroupe 38,8% de la population du pays.

La province s'étend des Grands Lacs au sud, à la baie d'Hudson au nord et offre une immense variété de paysages, très souvent à proximité de l'eau, avec 200 000 km<sup>2</sup> de lacs et les célèbres chutes du Niagara. La langue officielle est l'anglais. Près de 5% des Ontariens ont le français comme langue maternelle. Des services sont proposés en français et les structures d'accueil francophones sont nombreuses, notamment à Toronto, comme l'association Toronto Accueil ou le Centre francophone. Le parcours scolaire est calqué sur celui des autres provinces, à savoir du préscolaire au doctorat. L'enseignement est en anglais mais le campus Glendon de l'université York à Toronto, l'université d'Ottawa et l'université Laurentienne à Sudbury proposent un enseignement en français. Le climat de l'Ontario est essentiellement de type continental mais on observe de grandes variations climatiques selon les régions. Ainsi dans le nord, le climat est subarctique. Ottawa est la capitale fédérale, la cité des parlementaires, des diplomates et du gouvernement canadien. On y trouve aussi le Musée canadien de

l'histoire qui relate l'histoire du pays depuis la venue des Vikings ainsi que l'art et les traditions des peuples autochtones et des différents groupes ethniques du pays.

La capitale provinciale, Toronto, est la plus grande ville du Canada. Située au bord du lac Ontario, elle ressemble un peu à New York pour son architecture et son quartier d'affaires. Elle occupe d'ailleurs la deuxième place financière d'Amérique du Nord. Victime de son succès, la ville manque de logements et le prix de l'immobilier flambe, faisant d'elle l'un des endroits les plus difficiles pour se loger. La colocation est souvent pour les nouveaux arrivants une solution pour pouvoir s'installer à long terme.

## ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Le sud de l'Ontario, bénéficiant d'un climat assez doux, a pu développer une agriculture lucrative. Les richesses du sous-sol sur le bouclier canadien, qui existent dans une grande partie du territoire, assurent à la province un rôle leader dans l'extraction des principaux minerais (nickel, cuivre, zinc, or, argent, uranium...). On peut

évidemment ajouter l'industrie forestière, la pêche (250 000 plans d'eau et quatre grands lacs en font le premier producteur de poissons d'eau douce du pays) et l'hydroélectricité. Chacune de ces activités joue un rôle important dans l'économie canadienne. La capitale fédérale provinciale attire de nombreuses entreprises du secteur tertiaire. La bourse de Toronto est le plus grand marché boursier du Canada. Le tourisme s'ajoute à la liste des secteurs économiques qui comptent, en particulier par la présence des chutes du Niagara qui attirent chaque année 30 millions de touristes.

## EMPLOI ET CRÉATION D'ENTREPRISE

Le besoin de constructions nouvelles appelle une main-d'œuvre qualifiée dans tous les métiers du bâtiment. La population ontarienne est vieillissante, ce qui impacte le marché du travail. Par ailleurs, la pandémie du Covid-19 a provoqué des modifications dans les habitudes de travail et dans la recherche des profils ciblés. Ainsi, on observe parmi les métiers les plus demandés en Ontario une forte présence de professionnels du numérique: designer graphique et illustrateur, concepteur et développeur web, programmeur et développeur de médias interactifs, analyste de base de données et administrateur de données, analyste et consultant en systèmes d'information, gestionnaire des systèmes informatiques, directeur de la publicité, du marketing et des relations publiques. Le secteur de la santé nécessite aussi, comme ailleurs, de nouvelles recrues.

Pour en savoir plus : [www.ontario.ca](http://www.ontario.ca)



## FRANCINE WATKINS

# « Longue distance : les Français du Canada se sentent isolés »

Entre la dématérialisation des services consulaires et des compatriotes obligés de parcourir des centaines de kilomètres pour aller voter, Francine Watkins, conseillère consulaire en Ontario et au Manitoba, pousse un coup de gueule contre une numérisation à marche forcée et désordonnée.



▲ Francine Watkins.

« C'est presque un déni de droit de vote ! » Francine Watkins ne mâche pas ses mots quand il s'agit de commenter les conditions dans lesquelles les Français du Canada sont allés dernièrement voter. « Pour les législatives de juin dernier, ça n'a pas posé trop de problèmes puisqu'on pouvait voter par internet, explique-t-elle. En revanche, pour la présidentielle d'avril, on n'avait que deux bureaux sur toute la circonscription, un à Ottawa et un à Toronto, mais aucun à Winnipeg (Manitoba). On ne pouvait voter que physiquement ou via une procuration, mais il fallait prendre rendez-vous et se rendre en personne au consulat pour la faire valider ! Un Français de Sault-Sainte-Marie (Ontario) aurait ainsi pratiquement 1 500 kilomètres à effectuer aller-retour juste pour venir voter ou faire valider sa procuration au consulat à Toronto ! »

Ce type de problème s'est à nouveau posé le 22 octobre dernier avec le rappel aux urnes des électeurs de la quatrième circonscription (Moncton, Montréal et Halifax). L'élection des sept conseillers consulaires avait en effet été annu-

**« QUAND VOUS N'AVEZ PLUS AUCUN SERVICE DE PROXIMITÉ, LES GENS SONT DÉSEMPARÉS. »**  
FRANCINE WATKINS

lée par le Conseil d'État. Seul le vote à l'urne et par procuration étant autorisé (alors qu'il l'avait été précédemment par internet), cela défavorisait de nouveau tous les électeurs potentiels des petites villes ou celles dans lesquelles il n'y a pas de bureau. La Française propose ainsi que le vote par internet soit étendu à toutes les élections, et pas seulement réservé aux législatives. Elle suggère aussi que les procurations soient validées et l'identité de la personne vérifiée par vidéo via un outil de visioconférence sur internet.

### Ni téléphone ni courriel

Originaire de Metz, en Lorraine, Francine Watkins est donc l'une des quatre conseillers à l'AFE, l'Assemblée des Français de l'étranger, du Canada. Sa

deuxième circonscription englobe l'Ontario et le Manitoba. La Française n'est pas une nouvelle venue au Canada puisqu'elle vit à Toronto, où elle a ouvert une agence de traduction il y a vingt-cinq ans. Avant cela, depuis les années soixante-dix, elle a mené une carrière dans la fonction publique fédérale et régionale canadienne. L'Ontario a beau être anglophone, la province compte la première communauté francophone du Canada hors Québec, forte de 670 000 personnes.

Francine Watkins s'emporte d'ailleurs aussi quand on évoque avec elle la fermeture des services consulaires : « Ils disparaissent et sont remplacés par une dématérialisation sans numéro de téléphone et adresse courriel la majeure partie du temps, ce qui fait que les Français sont souvent livrés à eux-mêmes et ne savent plus vers qui se tourner. » Quand on vit loin d'une grande métropole, il faut donc attendre les tournées consulaires qui sont assez rares, ne couvrent pas l'ensemble du territoire mais seulement quelques villes, et qui ont été interrompues avec la Covid-19. « Quand vous n'avez plus aucun service de proximité, les gens sont désemparés quand ils ont des problèmes de retraite par exemple, observe-t-elle. De fil en aiguille, certains renoncent alors jusqu'à leur appartenance française. » ♦





# ÉTUDIER À L'UNIVERSITÉ DE L'ONTARIO FRANÇAIS AU CANADA

Des cours pensés pour faire vivre des expériences de terrain aux étudiantes et aux étudiants ainsi que des stages professionnalisants à la hauteur des aspirations de chacun : bienvenue à l'Université de l'Ontario français, une université innovante à la pointe de la transdisciplinarité !

## La professionnalisation, notre principal atout

Niché au cœur de Toronto, notre campus constitue un îlot francophone au sein de la grande capitale économique du Canada, majoritairement anglophone. Dans cet environnement, les opportunités de stages pour nos étudiantes et étudiants multilingues sont nombreuses : l'UOF a tissé des liens durables avec les entreprises et organismes tant francophones qu'anglophones de la région. Grâce à son leadership éducatif et entrepreneurial, notre université est aujourd'hui un partenaire francophone reconnu par les acteurs économiques et les collectivités de la province. Côté cours, l'accent est également mis sur la profession-

nalisation avec des cursus personnalisés et qui préparent à la vie active. Nous favorisons le développement des compétences et des connaissances des étudiantes et des étudiants, peu importe la filière choisie, en veillant à ce que leur scolarité soit ajustée à leur vision du monde et à leurs aspirations futures.

## Des critères d'admission qui valorisent l'excellence et la diversité

Résidentes et résidents de l'Ontario, d'une autre province du Canada ou candidates et candidats internationaux, nos programmes sont ouverts à toutes et à tous. Inclusivité, diversité et égalité sont nos maîtres mots au quotidien : ils sont la clef pour former des promotions dy-

namiques et tournées vers l'avenir. Ces promotions sont à l'image de notre offre de cours qui regroupe des disciplines en constante évolution telles que l'innovation numérique, le développement durable ou les sciences sociales. Pour être admissibles à nos parcours, les candidates et candidats doivent terminer avec succès leur cursus secondaire, et avoir au moins trois ans d'études en langue française derrière eux. Toujours en quête d'excellence, nous sélectionnons nos étudiantes et étudiants sur une partie des résultats obtenus dans leur formation antérieure, notamment la note du baccalauréat ou équivalent.

Pour en savoir plus : [www.uof.ca](http://www.uof.ca)



**Chaque étudiante et étudiant qui entreprend ses études en français à Toronto participe activement au dynamisme social, culturel et économique de l'Ontario français.**

PIERRE OUELLETTE, RECTEUR ET VICE-CHANCELIER, UNIVERSITÉ DE L'ONTARIO FRANÇAIS.

**L'une des meilleures choses à l'UOF c'est que je me suis facilement fait une nouvelle famille. Les étudiants ont été formidables et m'ont super bien accueilli. On a tous senti ce besoin de se rassembler, de créer des affinités pour pouvoir avancer plus facilement. A chaque fois que j'en ai besoin, mes nouveaux amis sont toujours là. Je me sens bien plus forte grâce à eux.**

WALLIS ALLAH-KOUCHE, ÉTUDIANTE EN PLURALITÉ HUMAINE.

**Je me suis senti épanoui au milieu de toutes ces activités qui mettent l'étudiante et l'étudiant au cœur de tout et surtout de la diversité que contient l'université en termes d'étudiants.**

STEVE KAWA, ÉTUDIANTE EN CULTURES NUMÉRIQUES

**L'inclusion et la valorisation de toutes et tous sont les principes fondamentaux de l'Université de l'Ontario français qui y ont marqué mon parcours. Le caractère hospitalier et accueillant de celle-ci m'a permis une meilleure intégration et une vie étudiante plus épanouie. Il est évident pour moi, qu'à l'UOF, c'est la FAMILLE !**

KEREN MONZONGO, ÉTUDIANTE EN ENVIRONNEMENTS URBAINS

# Vois plus loin : étudie en français à Toronto



Université de  
l'Ontario français

[uof.ca](http://uof.ca)





# **ASSURER SON INTÉGRATION EN ONTARIO AVEC LE CONSEIL DES ÉCOLES CATHOLIQUES DU CENTRE-EST !**

Lorsque l'on arrive dans un nouveau pays, on cherche ses repères. On cherche à s'adapter. On ne comprend pas encore tous les codes de notre société d'accueil. Le Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE), conseil 100% francophone dans la ville bilingue d'Ottawa, tient à cœur de personnaliser son accueil et d'accompagner les parents et leurs enfants, en français, dans cette étape clé de leur intégration au Canada.



## **« LE CECCE, UN CONSEIL 100% FRANCOPHONE DANS LA VILLE BILINGUE D'OTTAWA. »**

bienveillance et des valeurs chrétiennes. Les écoles du CECCE préparent aussi les élèves à être bilingues à la fin du secondaire. Les nombreux programmes spécialisés permettent aux élèves de découvrir et de cultiver leurs passions, et de les orienter concrètement dans leurs choix d'études et de carrières.

### **Des programmes sur mesure**

Le Centre d'accueil et d'admission du CECCE est un guichet unique qui vise à accompagner les familles dans le processus d'inscription. Le programme A3 (accueil, aide, avenir) est un programme du CECCE qui offre un soutien académique à distance aux élèves nouveaux arrivants pour leur permettre d'atteindre leur plein potentiel scolaire et assurer une meilleure intégration. D'autres programmes sont proposés dans les écoles du CECCE pour accompagner les nouveaux arrivants et leurs familles : programme d'appui aux nouveaux arrivants, programme des travailleurs d'établissement dans les écoles, etc. Le programme de l'Éducation Internationale du CECCE s'adapte quant à lui au profil et à la situation d'élèves internationaux. Enfin, le CECCE propose des cours de langues pour adultes au sein de l'Éducation permanente. Un apprentissage de l'anglais peut faciliter l'intégration !

### **LE CECCE C'EST :**

- Le conseil scolaire catholique et francophone au cœur d'Ottawa, capitale du Canada et ville bilingue comptant plus de 160 000 francophones\*
- Le plus important réseau canadien d'écoles de langue française à l'extérieur du Québec, avec des écoles à Ottawa, Kingston, Petawawa, Trenton, Merrickville, Kemptville, Carleton Place et Brockville
- 45 écoles élémentaires et 14 écoles secondaires
- Plus de 26 000 élèves originaires de 115 nationalités différentes
- Des accords internationaux avec la France, la Belgique, la Tunisie, etc.
- Une académie d'apprentissage virtuel
- Plus de 3 100 membres du personnel
- Un taux de diplomation de 96% en 2022

\*Source : statistique Canada, recensement de 2016

### **L'accompagnement des nouveaux arrivants : la clé de l'intégration dans les écoles du CECCE**

L'une des premières préoccupations lorsque l'on arrive dans un nouveau pays concerne l'éducation de ses enfants. Le CECCE est une source sûre pour l'intégration des nouveaux arrivants au système scolaire ontarien. Les écoles étant francophones, c'est forcément un facilitateur pour les enfants. Avec des élèves originaires de près de 115 pays, le CECCE a acquis une riche expérience dans l'accueil de familles internationales. Rayonnant au sein de la communauté francophone, il sait guider les parents vers les partenaires communautaires détenant toutes les ressources pour leur intégration.

### **Le choix de l'excellence pédagogique**

Les écoles catholiques ne sont pas des écoles privées. En Ontario, quatre systèmes scolaires sont financés par les fonds publics: le système catholique de langue française, le système public de langue française, le système catholique de langue anglaise et le système public de langue anglaise. Les écoles du CECCE sont reconnues pour l'excellence et l'engagement de tous les membres du personnel. Le climat scolaire et les activités sont imprégnées de

### **POUR EN SAVOIR PLUS, VISITEZ NOS PAGES DÉDIÉES :**

- Centre d'accueil et d'admission : [bienvenue.ecolecatholique.ca](http://bienvenue.ecolecatholique.ca)
  - Programmes pour les nouveaux arrivants : [ecolecatholique.ca/accompagnement](http://ecolecatholique.ca/accompagnement)
  - Programme de l'Éducation Internationale : [international.ecolecatholique.ca](http://international.ecolecatholique.ca)
  - Programmes de langues de l'Éducation permanente : [educationpermanente.ca](http://educationpermanente.ca)
- Ou composez le +1 888 230-5131.

**LE SAVIEZ-VOUS ?** Le français est parlé dans la province de l'Ontario depuis 400 ans. Chaque année le 25 septembre, les Franco-Ontariens célèbrent leur fierté de parler la langue de Molière.

# Une éducation de premier choix, **EN FRANÇAIS!**



Découvrez  
nos services!



Pour en savoir plus, visitez le  
[ecolecatholique.ca/accompagnement](http://ecolecatholique.ca/accompagnement)







Victoria

© Marc Bruvelier / Shutterstock.com

**REPÈRES****Superficie** : 944 735 km<sup>2</sup>**Population** : 5,2 millions habitants**Capitale provinciale** : Victoria

# Colombie-Britannique

La Colombie-Britannique est la province la plus à l'ouest du Canada et sa superficie représente près de 10% de celle du pays. Elle abrite 13,9% de la population canadienne et bénéficie d'un fort dynamisme économique et culturel, notamment dans la ville de Vancouver (située sur le continent, et non pas sur l'île de Vancouver) et à Victoria, la capitale provinciale.

La langue officielle de la Colombie-Britannique est l'anglais.

Les francophones y sont peu nombreux et le français est rarement employé, même si les services du gouvernement fédéral sont généralement accessibles dans les deux langues. Quant aux langues autochtones (200 peuples sont recensés dans la province), elles ne sont plus utilisées que par 2% de la population. La Colombie-Britannique est aussi une porte d'entrée pour le commerce avec l'Asie et une terre d'accueil pour les immigrants japonais, chinois et originaires d'Asie du Sud. Le coût de la vie locale est élevé, notamment à cause du prix des logements, mais le salaire minimum est aussi le plus haut de toutes les provinces canadiennes. Vancouver est d'ailleurs considérée comme l'une des villes les plus agréables à vivre et à travailler. Les études post-secondaires peuvent s'effectuer dans vingt-six établissements publics, dont six universités de grande renommée. Le brassage culturel est un facteur déterminant de la vitalité de cette province. La présence de

diverses communautés européennes jointes aux populations asiatiques et indiennes stimule les échanges d'idées et attire de nombreux artistes.

**ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE**

L'économie de la Colombie-Britannique, longtemps concentrée sur l'exploitation de ses ressources naturelles, s'est ouverte aux secteurs des services et des technologies. Près de la moitié de son territoire est recouverte de forêts où l'on trouve les arbres les plus grands du Canada, 40% de l'exploitation forestière canadienne en est issue. Elle représente le secteur économique le plus important avec plus de 30% de son PIB. Au plan agricole, bien que seuls 3% des terres soient cultivables, on observe au sud de la province une grande diversité dans la production fruitière. La pêche, en déclin depuis le début des années 1990, reste cependant un secteur important particulièrement dans le commerce du saumon. La Colombie-Britannique dispose aussi de ressources hydroélectriques. Elle vend son énergie à d'autres provinces du Canada ainsi qu'aux États-Unis.

La province attire également de nombreux touristes (6,4 millions en 2019) pour la beauté de ses paysages, son immense littoral et la présence des montagnes Rocheuses.

Plus insolite : surnommée « Hollywood du Nord », la ville de Vancouver est sollicitée par l'industrie cinématographique de tout le continent nord-américain, notamment pour ses studios qui offrent une grande qualité technique. De nombreux films et séries télévisées y sont tournés. C'est, après New York et Los Angeles, le plus grand centre de production en Amérique du Nord. Par ailleurs, quantité d'industries de technologies de pointe s'y sont installées (télécommunications et conception de jeux vidéo).

**EMPLOI ET CRÉATION D'ENTREPRISE**

La Colombie-Britannique aspire à attirer de nouvelles entreprises en les incitant à s'installer en dehors de la région de Vancouver, déjà largement pourvue. Ainsi, le centre de la province cherche des producteurs agricoles agroalimentaire et des services technologiques. Au nord-est, de nouveaux services de proximité (commerces, restaurants) sont à envisager comme autant de projets entrepreneuriaux potentiels. Le gouvernement provincial a annoncé en février 2022, qu'il prévoyait un million d'emplois disponibles d'ici à 2031. La moitié sera réservée aux secteurs de la santé, des services sociaux, des services techniques et scientifiques, au commerce du détail, à la construction et au secteur alimentaire.

Pour en savoir plus : [www.vivreencb.ca](http://www.vivreencb.ca)



© Gaetan Nerinx

# ÉTUDIER, TRAVAILLER ET VIVRE EN FRANÇAIS EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

## **Le Conseil scolaire francophone : une éducation de qualité, innovante et inclusive**

Saviez-vous que le Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique (CSF) offre une éducation publique innovante et de qualité, entièrement en français, dans près de 50 écoles situées à travers la province ? Si vous cherchez à vous installer au Canada, que vous souhaitez inscrire votre enfant dans une école francophone ou que vous êtes à la recherche d'un emploi en français, vous êtes au bon endroit !

### **DANS QUELLE RÉGION VOUS INSTALLER ?**

Accueillant près de 6 500 élèves inscrits de la maternelle à la 12<sup>ème</sup> année et près de 1 200 membres du personnel, les écoles du CSF sont des lieux d'apprentissage et de partage incontournables. Chaque école du CSF offre un cadre de vie très différent aux membres de sa communauté.

#### **Le Grand Vancouver et la vallée du Fraser**

Avec un environnement principalement urbain caractérisé par une concentration de grandes villes, ces régions comptent un grand nombre d'écoles, dans lesquelles le personnel, les élèves et leur famille s'épanouissent en français. Si vous aimez les régions où se côtoient la mer, les montagnes, la nature et l'ambiance de ville : vous aimerez aussi nos écoles à Delta, Vancouver, Langley ou encore Chilliwack.

#### **L'Okanagan**

Située au centre-sud de la province, cette région est riche en domaines agricoles principalement destinés à la production de fruits. La région est très vallonnée et offre de parfaits terrains d'exploration pour les amoureux de plein air. Le CSF y compte plusieurs écoles comme l'école de l'Anse-au-sable ou l'école Entre-lacs.

#### **L'île de Vancouver et la côte-sud**

Si vous aimez les paysages côtiers, ces régions vous plairont forcément ! Les villes côtières de Campbell River, Victoria, Powell River ou encore Sechelt œuvrent

pour l'éducation en français de leurs enfants depuis plusieurs années. Les programmes scolaires proposent des milieux inclusifs, bienveillants et épanouissants.

#### **Le Nord de la C.-B.**

Situées à environ 1 000 km de Vancouver, les écoles des villes de Smithers, Prince George ou encore Terrace offrent des cadres de vie exceptionnels. Vous ne serez pas déçu.e par l'étendue du territoire, une faune très diversifiée et des montagnes couvertes de neiges éternelles ou de glaciers !

#### **Au pied des Rocheuses**

Si vous aimez les montagnes et les sports d'hiver, cette région vous enchantera ! Les écoles de Revelstoke, Rossland, Nelson, ou encore de Fernie sont prêtes à accueillir de nouvelles familles.

Vivre en français en Colombie-Britannique, c'est intégrer une communauté unifiée dans ses valeurs, dans sa diversité. C'est faire vivre la francophonie et sa culture à travers la province. C'est aussi profiter d'un cadre unique, reposant et entouré par la nature. Avec l'aide du CSF, vous serez accompagné.e dès votre arrivée : qu'il s'agisse de l'inscription de votre enfant dans une école ou dans vos recherches d'un emploi en français.

**Pour toute question au sujet du CSF ou des écoles publiques francophones de la province, rendez-vous sur [www.csf.bc.ca](http://www.csf.bc.ca) !**

### **ÉTUDIER AU CSF**

En tant que nouvel arrivant en Colombie-Britannique, vous et votre enfant pouvez compter sur l'aide des équipes du CSF pour vous accompagner dans votre intégration à l'école. Inscrivez votre enfant dans une école du CSF !



Il suffira de vérifier que vous répondez aux critères d'admissibilité, de trouver l'école la plus proche de votre lieu de résidence dans la province, puis de contacter l'administration de l'école pour soumettre votre demande d'inscription.

### **TRAVAILLER AU CSF**

Chaque année, le CSF compte sur le précieux travail de son personnel enseignant et de soutien afin d'assurer une éducation innovante pour les élèves francophones de la province !

Alors si vous souhaitez occuper un emploi stimulant en français, qui contribue au rayonnement de l'éducation, rendez-vous ici pour consulter les offres disponibles :







Edmonton

© JZK Photography

## Alberta

À l'ouest du Canada, entourée par la Colombie-Britannique, la Saskatchewan et les Territoires du Nord-Ouest, l'Alberta fait partie des trois provinces dite des Prairies. Sa partie occidentale borde les montagnes Rocheuses. C'est la sixième plus grande province du Canada en superficie et la quatrième plus peuplée. Ses très importantes ressources naturelles et son dynamique marché du travail en font l'une des provinces les plus ciblées par les immigrants.

L'Alberta est largement anglophone, seuls 2,2% de ses résidents sont francophones. Son système d'éducation jouit d'une excellente réputation, notamment ses universités. En matière de santé, les Albertains ont un accès universel aux hôpitaux et aux services médicaux. L'Alberta possède un climat continental, mais en raison de la large étendue de la province, il varie selon les différentes régions. La capitale provinciale est Edmonton, troisième ville la plus importante du Canada, Calgary en est la capitale économique. La plupart des compagnies pétrolières et gazières y possèdent leur siège social, la création de nombreuses entreprises de services financiers en a découlé. On trouve par ailleurs plus de 400 entreprises technologiques à Calgary. Ces deux villes dépassent chacune le million d'habitants et plus de la moitié des Albertains y résident. Fort McMurray est aussi une ville notable qui doit son expansion aux grandes entreprises pétrolières multinationales. Le taux de chômage en Alberta est bas, dépassant rarement les 5%, c'est l'une

des raisons de son attractivité. Si le coût de la vie demeure assez élevé, la province a les plus bas impôts sur le revenu des particuliers au Canada, en partie grâce à sa richesse due aux ressources naturelles. C'est la province canadienne la plus riche par habitant.

### ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

L'Alberta, connue comme « la province de l'énergie canadienne », fournit 70% du pétrole et du gaz naturel exploité. Depuis le début des années 2000, le Canada est ainsi devenu l'un des leaders mondiaux de l'industrie pétrolière, le pays possédant la troisième plus grande réserve prouvée de la planète (dont la plus grande partie se trouve dans les sables bitumineux) derrière le Venezuela et l'Arabie saoudite.

L'Alberta du Sud, spécifiquement les environs de Calgary, est connu pour son élevage de bétail qui tient un rôle notable dans l'économie provinciale. Plusieurs industries de pointe ont aussi trouvé naissance en Alberta, notamment l'invention et le per-



### REPÈRES

Superficie : 661 868 km<sup>2</sup>

Population : 4 502 858 habitants

Capitale provinciale : Edmonton

fectionnement des systèmes d'affichage à cristaux liquides. Le secteur secondaire a doublé de taille au cours des dix dernières années. La province compte des dizaines de rivières et de lacs, dont l'Athabasca, et renferme cinq grands parcs nationaux (Jasper, Banff, pour les plus visités) attirant de nombreux touristes et contribuant à ses ressources économiques.

### EMPLOI ET CRÉATION D'ENTREPRISE

À la suite de la pandémie de Covid-19, le gouvernement canadien a fait un état des lieux pour connaître les répercussions économiques et les besoins selon les secteurs d'emplois. Des professionnels sont particulièrement recherchés en Alberta : pharmaciens en officines ou dans des sociétés pharmaceutiques, directeurs des services informatiques et d'information, ingénieurs et concepteurs de logiciels informatiques, analystes et administrateurs de données informatiques, agents de l'assurance-emploi, de l'immigration, des services frontaliers et du revenu, techniciens en travail social. La pandémie ayant provoqué une augmentation des cas d'addictions diverses, de violences domestiques ou d'errance, la province a également besoin de travailleurs sociaux pour y faire face, ainsi que de conseillers familiaux ou matrimoniaux. Le secteur du bâtiment, en particulier pour le secteur résidentiel, recrute des entrepreneurs, contremaîtres, inspecteurs en construction, maçons, ainsi que des installateurs, réparateurs et préposés à l'entretien.

Pour en savoir plus : [alberta.ca](http://alberta.ca)



Texte : Corinne Bras



© Russ Henti



### REPÈRES

Superficie : 72 908 km<sup>2</sup>

Population : 812 861 habitants

Capitale provinciale : Fredericton

# Nouveau-Brunswick

Situé sur la côte Est du Canada, le Nouveau-Brunswick fait partie des quatre provinces de l'Atlantique. Moins connu que d'autres provinces canadiennes, il bénéficie pourtant de sérieux atouts, notamment par sa position géographique, et attire de plus en plus de francophones venus du monde entier qui souhaitent s'établir au Canada.

Le Nouveau-Brunswick est la seule province officiellement bilingue du Canada et 32,4% de ses résidents ont le français comme langue maternelle. La région de l'Acadie, partie intégrante du Nouveau-Brunswick, représente le patrimoine canadien-français. De nombreux organismes francophones accueillent et accompagnent les nouveaux arrivants. On constate notamment une nette augmentation de l'immigration de francophones provenant d'Afrique depuis quelques années. Tous les services provinciaux et gouvernementaux sont accessibles en français, y compris le système d'éducation. La province est réputée pour être l'une de celles qui facilitent le plus l'immigration, que ce soit pour quelque temps ou pour obtenir la résidence permanente. C'est aussi la province la plus chaude du pays, dotée d'un climat continental avec

une température moyenne annuelle de 11,2°C. Elle bénéficie en outre de la présence de nombreuses forêts et plages. Sa capitale est Fredericton mais la ville la plus connue est Moncton, suivie de Saint-Jean et Dieppe.

### ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

L'économie diversifiée du Nouveau-Brunswick repose essentiellement sur les industries des ressources traditionnelles et des produits à valeur ajoutée, ainsi que sur le secteur du savoir et de la technologie.

### EMPLOI ET CRÉATION D'ENTREPRISE

Le Nouveau-Brunswick fait face à des pénuries de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs. Parmi les professionnels les plus recherchés, on retrouve les infirmiers et infir-

miers auxiliaires, les ambulanciers, les enseignants du primaire au secondaire, les assistants d'éducation, les conseillers en information scolaire. Les technologies de l'information nécessitent des programmeurs, des designers graphiques, des techniciens de réseau informatique et des agents de soutien aux utilisateurs. La foresterie recrute des conducteurs de machines d'abattage d'arbres, des opérateurs de machines à scier, des opérateurs du contrôle des pâtes et papier, des manœuvres dans le traitement des pâtes et papiers et la transformation du bois. La production alimentaire a besoin d'ouvriers agricoles, de manœuvres de l'aquaculture et de la mariculture et de personnel compétent pour la transformation du poisson, des aliments et des boissons. Enfin, la province recherche des électriciens, des charpentiers-menuisiers, des mécaniciens de chantier, et des conducteurs d'équipements lourds. Le Programme d'immigration au Canada Atlantique (Pica) a remplacé le Programme pilote d'immigration au Canada Atlantique. Ce dispositif est une voie d'accès à la résidence permanente pour les travailleurs étrangers qualifiés et les diplômés étrangers d'un établissement canadien qui veulent travailler et vivre dans l'une des quatre provinces de l'Atlantique (Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve-et-Labrador, Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard). Le Pica aide les employeurs à embaucher des candidats qualifiés pour occuper des postes qu'ils n'ont pas pu pourvoir à l'échelle locale.

Pour en savoir plus :

[www2.gnb.ca/content/gnb/fr.html](http://www2.gnb.ca/content/gnb/fr.html)





FÊTE NATIONALE ACADIENNE

# La francophonie à l'honneur

Dans le Grand Est canadien, tel le village gaulois d'Astérix, l'Acadie entretient et défend ses liens avec la francophonie, avec les fêtes acadiennes qui ont lieu tous les ans le 15 août.

On l'ignore parfois, mais les Acadiens sont les premiers Français à avoir pris pied sur le sol canadien, bien avant les Québécois. Comme le précise Mélaïne Ricard Boulieu, attaché culturel au consulat de France de Moncton, les fêtes acadiennes sont un rendez-vous populaire «qui se retrouve dans toute l'Acadie, beaucoup dans la péninsule acadienne, dans la partie nord-est du Nouveau-Brunswick, à Caraquet (capitale autoproclamée de l'Acadie, ndlr) et dans le village historique de Memramcook où il y a beaucoup d'événements culturels: concerts, cérémonies ou balades.» C'est aussi le jour du «Tintamarre», tous les Acadiens sont invités à descendre dans la rue et à marcher en faisant du bruit avec n'importe quel instrument ou ustensile. Oreilles fragiles s'abstenir! On compte environ 4 000 Français installés dans les quatre provinces atlantiques du Canada. C'est peu au regard du Québec mais la région est, de toute façon, peu peuplée. Au-delà de l'aspect festif de ces célébrations du 15-août, les échanges sont nombreux à l'année, comme la bourse France-Acadie qui permet à des étudiants acadiens de venir étudier dans les universités françaises, et vice versa. ♦



© GIBAN

## DÉCOUVREZ LA VIE EN FRANÇAIS AU NOUVEAU-BRUNSWICK

SEULE PROVINCE OFFICIELLEMENT BILINGUE AU CANADA

### ÉQUILIBRE

Allier vie personnelle et professionnelle  
Avoir du temps pour la famille

### NATURE

Diversité des activités à chaque saison  
Être proche de vos activités plein air favorites

### QUALITÉ DE VIE

Au N.-B., on passe moins de temps sur la route  
Vivre dans une communauté à échelle humaine

### OPPORTUNITÉS

D'emploi  
D'entrepreneuriat  
D'être propriétaire d'une maison





# LE NOUVEAU-BRUNSWICK AU CARREFOUR DE DEUX CULTURES

C'est la seule province canadienne officiellement bilingue, anglais/français. Plus confidentiel que le Québec ou l'Ontario, le Nouveau-Brunswick fait partie des provinces maritimes dans l'est du Canada, au bord de l'océan Atlantique. Ici, on accueille à bras ouverts la main-d'œuvre immigrante francophone dans de nombreux secteurs, notamment la santé, les finances, l'industrie, la petite enfance et les technologies de l'information.

**A**u Nouveau-Brunswick, le français est la langue maternelle de plus de 30% de la population, donnant la possibilité aux futurs immigrants de bénéficier de services en français dans les secteurs publics et gouvernementaux tels que l'éducation, les soins de santé, etc. 51% de la population habite en milieu rural et 49% en milieu urbain. « *Le Nouveau-Brunswick connaît une décroissance démographique et un vieillissement de la population depuis les dernières années et ceci se fait particulièrement sentir au niveau du marché de l'emploi, reconnaît Marie-Josée Landry, coordonnatrice du réseau en immigration francophone du Nouveau-Brunswick (RIFNB). Les employeurs sont à la recherche de main-d'œuvre qualifiée. Le gouvernement provincial est également à la recherche d'entrepreneurs pour soutenir une croissance économique durable.* » Au-delà des grands espaces, la province possède une incroyable richesse en terme de ressources naturelles. Le Nouveau-Brunswick est aujourd'hui reconnu pour son économie diversifiée, son sens de l'innovation et son dynamisme, également caractérisé par des générations d'entrepreneurs francophones. De nombreuses entreprises choisissent d'y installer leurs centres de services à

la clientèle et de soutien technique en raison de la disponibilité d'une main-d'œuvre locale bilingue. Les secteurs forts de l'économie de la province sont notamment l'industrie forestière, le tourisme, la pêche et l'agroalimentaire. Le secteur manufacturier, le transport et la logistique comptent aussi plusieurs acteurs importants. Enfin, l'industrie du savoir, les technologies de l'information et les communications occupent une part grandissante de l'économie.

## Une situation stratégique

« *Selon la stratégie provinciale de croissance démographique pour 2019-2024, la province souhaite accueillir 7 500 nouveaux arrivants annuellement jusqu'à 2024, poursuit Mme Landry, soit 1% d'augmentation de la population en provenance de l'immigration économique. Ceci inclut tous les nouveaux arrivants, mais des objectifs en matière d'immigration francophone sont également listés dans cette stratégie, le but étant d'atteindre 33% d'immigration francophone afin de maintenir le taux global de francophonie dans la province.* »

Le Nouveau-Brunswick est aussi un portail vers le centre du Canada, les États-Unis et l'Europe. La province est située de façon stratégique près des marchés nord-américains, notamment

Toronto, Montréal, Boston et New York. Aux quatre coins de la province, les institutions d'enseignement supérieur offrent des formations complètes en français qui mènent à une variété de carrières sur tout le territoire, comme l'Université de Moncton, et ses trois campus, ou le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick, établissement d'enseignement général et technique, et ses cinq campus francophones. Le Nouveau-Brunswick compte par ailleurs huit centres urbains principaux : Fredericton (la capitale), Moncton, Saint Jean, Dieppe, Edmundston, Campbellton, Bathurst et Miramichi et un grand nombre de localités et villages attrayants qui offrent tous une qualité de vie inégalée. Les régions à très haut taux de francophones sont principalement situées en zones rurales alors qu'en milieu urbain, le bilinguisme est souvent nécessaire. La communauté francophone est répartie dans l'ensemble de la province avec cependant une concentration dans le nord-ouest, le nord-est, la péninsule acadienne et le sud-est.

**Aller plus loin :**  
Réseau en immigration francophone  
du Nouveau-Brunswick (RIFNB)  
<https://rifnb.ca>





Halifax

© Photohenth Bala

## Nouvelle-Écosse

Sur la côte Est du Canada, la Nouvelle-Écosse est l'une des provinces maritimes du pays. C'est la deuxième plus petite après l'île-du-Prince-Édouard. Ses principaux centres urbains sont la région métropolitaine de Halifax et les municipalités de Cap-Breton, Sydney et Truro. Près de 5% de la population a le français pour langue maternelle. Les Acadiens et les francophones sont très actifs au sein de la vie culturelle, politique et économique de cette province réputée pour être l'un des endroits les plus agréables à vivre au Canada.

La Nouvelle-Écosse, essentiellement composée d'une péninsule entourée par l'océan Atlantique, possède près de 7 400 km de littoral. Son climat est modéré avec une température annuelle de 6,9°C. C'est ainsi la troisième province la plus chaude du Canada. Le coût de la vie est l'un des plus bas du pays. Elle offre un accès universel aux services médicaux nécessaires, fournis par les hôpitaux. La langue anglaise est la plus couramment utilisée dans le milieu professionnel mais le bilinguisme anglais-français est une compétence très recherchée dans plusieurs secteurs et régions de la province. La Nouvelle-Écosse possède certains des établissements d'enseignement parmi les mieux cotés du Canada. On compte aussi dix universités pour moins d'un million d'habitants.

### ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

L'agriculture, l'exploitation forestière, la pêche, l'exploration du gaz et la proximité des marchés des États-

Unis sont des atouts pour l'économie de la province. L'aérospatiale, l'éducation, la finance et l'assurance, l'océanographie, la santé et les sciences de la vie font également partie de sa force économique. La province est composée de cinq régions comportant des petites villes et des centres urbains en pleine croissance avec une variété d'industries et d'entreprises. Chacune a sa spécificité. Halifax est la capitale provinciale, 45% de la population y réside. La majorité des emplois de cette région se trouvent dans le secteur des services. On observe aussi une forte croissance dans celui des soins de santé. Dans la vallée d'Annapolis, l'économie a surtout trait à l'agriculture et à la construction. C'est une région qui se développe beaucoup. Dans le nord de la Nouvelle-Écosse, le marché du travail est dominé par le secteur des services et l'industrie des biens. L'économie du sud de la province concerne particulièrement les domaines de la pêche, des mines et des industries pétrolières et gazières qui

fournissent de nombreux emplois. À l'île du Cap-Breton, les secteurs économiques en expansion sont ceux de la santé, des services sociaux et de l'administration publique.

### EMPLOI ET CRÉATION D'ENTREPRISE

La province fait preuve d'une grande croissance dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication, et offre des perspectives d'emploi pour les immigrants qualifiés. Mais on trouve aussi de nombreuses propositions dans des secteurs ne nécessitant pas forcément de diplôme ou de longue formation. Ainsi, parmi les métiers les plus demandés, on trouve les serveurs, les préposés à l'entretien et les manœuvres en construction. Par ailleurs, comme dans d'autres provinces, les infirmiers et aides-soignants sont aussi des professionnels très recherchés.

Le Programme d'immigration au Canada Atlantique (Pica) a remplacé le Programme pilote d'immigration au Canada Atlantique. Ce dispositif est une voie d'accès à la résidence permanente pour les travailleurs étrangers qualifiés et les diplômés étrangers d'un établissement canadien qui veulent travailler et vivre dans l'une des quatre provinces de l'Atlantique (Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve-et-Labrador, Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard). Le Pica aide les employeurs à embaucher des candidats qualifiés pour occuper des postes qu'ils n'ont pas pu pourvoir à l'échelle locale.

**Pour en savoir plus :**  
<https://novascotiaimmigration.com>



### REPÈRES

**Superficie :** 55 284 km<sup>2</sup>  
**Population :** 1 007 360 habitants  
**Capitale provinciale :** Halifax



Réseau en immigration francophone de la Nouvelle-Écosse



# LA NOUVELLE-ÉCOSSE SE MET EN QUATRE POUR ATTIRER LES TRAVAILLEURS FRANÇAIS

C'est l'une des provinces les moins peuplées du Canada. La Nouvelle-Écosse reprend vie grâce à l'immigration. Son gouvernement a désormais comme objectif de doubler sa population d'ici quarante ans.

En tant que centre de services d'aide à l'emploi, le **YMCA / Nouvelle-Écosse au travail** sert entre 250 et 300 immigrants par an dont 49% s'identifient comme francophones. « Nous estimons que le quart d'entre eux sont originaires de la France, détaille Nancy Hayes, gestionnaire des services en français chez YMCA / Nouvelle-Écosse au travail. Comme la plupart sont bilingues et instruits, ils trouvent assez facilement un emploi, même si leur diplôme n'est pas toujours reconnu par les associations professionnelles. » La Nouvelle-Écosse compte en effet sur l'immigration depuis plusieurs années, alors qu'elle est aux prises avec une crise démographique causée par une population vieillissante et un faible taux de natalité. La province est officiellement anglophone mais les différents paliers de gouvernements (fédéral, provincial et municipal) ont de grands besoins en candidats bilingues afin d'améliorer l'offre de services en français. Plusieurs grandes corporations ont aussi des besoins en personnel bilingue car ils desservent les communautés francophones des provinces de l'Atlantique (dont fait partie la Nouvelle-Écosse) et du Québec. D'à peine 1500 immigrants en 2013, la Nouvelle-Écosse en a accueilli près de 7000 l'an dernier. Halifax, la capitale, est ainsi passée d'une ville relativement calme de la côte est à un centre urbain

de plus en plus diversifié et dynamique d'un demi-million d'habitants. « L'immigration de francophones dans la province est cruciale afin de répondre aux besoins grandissants des employeurs qui recrutent des candidats bilingues, poursuit Nancy Hayes. Dans certains programmes d'immigration, les candidats reçoivent des points supplémentaires pour leur bilinguisme. » Le gouvernement provincial a l'intention de doubler la population de la Nouvelle-Écosse, pour la faire passer à deux millions d'habitants en 2060.

## Une liste d'emplois élargie

Traditionnellement, l'économie de la province est basée sur l'exploitation des ressources naturelles, mais elle est désormais également soutenue par le commerce, les nouvelles technologies et le tourisme. Afin d'accélérer la reprise économique post-pandémique, le ministère du Travail, des Compétences et de l'Immigration néo-écossais a élargi sa liste d'emplois en forte demande pour permettre aux gens d'accélérer leur immigration. La liste des professions comprend les préposés au comptoir, les aide cuisiniers, les employés de soutien connexes, de restauration et de nettoyage. Le **YMCA / Nouvelle-Écosse au travail** vient récemment de rejoindre le **RIFNÉ** (Réseau en immigration francophone de la Nouvelle-Écosse) et offre plusieurs services d'aide aux chercheurs d'emploi comme la

préparation à la recherche d'emploi canadienne (CV, lettre de présentation, entretien, etc.), l'accompagnement individuel, l'aide au développement des compétences, la planification de carrière, le maintien à l'emploi, des ateliers de recherche d'emploi et d'informatique. « Grâce à notre partenariat avec l'Immigration francophone de la Nouvelle-Écosse, nous pouvons offrir nos services dans leur bureau situé au centre professionnel Mumford, ajoute Nancy Hayes, et ainsi faciliter l'accès à nos services pour les nouveaux immigrants. Je travaille particulièrement en étroite collaboration avec plusieurs employeurs intéressés à recruter des candidats bilingues ce qui nous permet de mieux connaître leurs besoins en main-d'œuvre et d'identifier plus rapidement des candidats qui répondent à leurs besoins à travers un soutien au recrutement et à la planification, l'aide à la création de descriptions de tâches basées sur les compétences, l'accès à des candidats prêts à l'emploi, le soutien à la rétention et au maintien des employés, des sessions d'information et/ou des foires à l'emploi. Notre but ultime est de placer les gens à l'emploi et de combler les postes disponibles chez nos employeurs. »

Aller plus loin :

**YMCA / Nouvelle-Écosse au travail**  
<https://fr.ymcansworks.ca>  
**RIFNÉ (Réseau en immigration francophone de la Nouvelle-Écosse)**  
[www.rifne.com](http://www.rifne.com)





Charlottetown

© Darryl Brooks

## Île-du-Prince-Édouard

Située dans l'Est du Canada, l'Île-du-Prince-Édouard, en est la plus petite province. Surnommée le « jardin du Golfe », elle a rejoint la Confédération canadienne en 1873. Réputée pour sa tranquillité, elle fait preuve d'une économie croissante et dynamique, mélangeant la traditionnelle exploitation des ressources naturelles aux nouveaux secteurs de l'industrie.

La langue officielle est ici l'anglais. On estime cependant qu'un peu plus de 20% de la population locale parle le français. Les communautés acadiennes, historiquement présentes dans les quatre provinces maritimes du Canada, assurent un peu partout sur l'île une transmission de la langue. Six centres scolaires des six régions de la province proposent des activités en français et facilitent l'intégration des nouveaux arrivants. Le Collège Acadie dispense des formations d'enseignement supérieur en français. La province jouit d'un climat continental humide sans saison sèche, avec une température annuelle moyenne de 6°C. En dehors de la capitale, Charlottetown, les deux autres villes importantes sont Summerside et Stratford. L'île n'est pas complètement isolée du continent puisqu'elle dispose d'un aéroport à Charlottetown et du pont de la Confédération, (13 km de long) qui la relie au Nouveau-Brunswick.

### ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

L'économie s'articule autour de plusieurs domaines : l'exploitation des ressources naturelles, comme l'agriculture, en particulier l'importante culture de pommes de terre (l'île exportant les trois quarts de sa récolte vers une vingtaine de pays chaque année) et la pêche, spécifiquement celle des mollusques et des crustacés. Ces deux activités ont été fortement modernisées. Les exportations participent de l'enrichissement de la province. Selon une étude récente, la valeur totale des biens exportés est passée de 1,5 milliard de dollars en 2020 à 1,7 milliard de dollars en 2021. L'Île-du-Prince-Édouard a aussi su faire la part belle aux nouveaux secteurs de l'économie tels que les techniques de l'information, l'aérospatial et les sciences biologiques. Pour ces dernières, on dénombre plus de 60 entreprises

et plusieurs établissements de recherche sur l'île. Par ailleurs, la province ayant beaucoup investi dans l'énergie renouvelable, elle est de plus en plus mondialement reconnue pour son exportation d'énergie verte.

### EMPLOI ET CRÉATION D'ENTREPRISE

La province recherche des travailleurs spécialisés dans l'aérospatial, les biosciences, le travail social, les métiers de bouche, les métiers de la vente et de la restauration, les directeurs de marketing (selon le gouvernement du Canada d'ici à 2028, il y aura 19 000 postes à pourvoir pour ce secteur), ainsi que des informaticiens et des développeurs. La crise du Covid-19 ayant accéléré le recours à de nouvelles applications, un personnel compétent pour les mettre en place est attendu. La province vise aussi le recrutement d'infirmières, de médecins et de professionnels paramédicaux, notamment en ce qui concerne la santé mentale et la prise en charge des addictions. Le Programme d'immigration au Canada Atlantique (Pica) a remplacé le Programme pilote d'immigration au Canada Atlantique. Ce dispositif est une voie d'accès à la résidence permanente pour les travailleurs étrangers qualifiés et les diplômés étrangers d'un établissement canadien qui veulent travailler et vivre dans l'une des quatre provinces de l'Atlantique (Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve-et-Labrador, Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard). Le Pica aide les employeurs à embaucher des candidats qualifiés pour occuper des postes qu'ils n'ont pas pu pourvoir à l'échelle locale.

**Pour en savoir plus :**  
[www.princeedwardisland.ca/fr](http://www.princeedwardisland.ca/fr)



### REPÈRES

**Superficie :** 5 684 km<sup>2</sup>  
**Population :** 168 358 habitants  
**Capitale provinciale :** Charlottetown



# L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD : L'APPEL DU LARGE

© Jane Pix

**Ce petit bout de territoire fait partie des provinces atlantiques dans l'Est du Canada, proches de l'Océan. Au-delà de son intérêt touristique évident, l'Île-du-Prince-Édouard offre de nombreuses possibilités d'emploi pour les étrangers, en particulier les francophones.**

On dénombre environ 11 000 Acadiens dans la province et le français est la deuxième langue la plus parlée (21,4% en 2021) même si l'anglais reste fortement majoritaire. Les communautés acadiennes sont implantées sur l'ensemble du territoire et continuent à transmettre les valeurs de cette population. Traditionnellement, le tourisme et l'agriculture sont les piliers de l'économie. Alors que la pêche connaît un certain déclin, d'autres secteurs, comme l'aérospatiale (quatrième plus importante industrie de l'île), les biosciences et les technologies de l'information et du multimédia sont devenus d'importants moteurs de la croissance de la province. D'autres secteurs porteurs sont l'industrie agroalimentaire, la recherche et développement dans les domaines de la médecine vétérinaire, de l'aquaculture ou de la santé. Autre élément important : les opportunités sont aussi nombreuses en termes d'entrepreneuriat. En effet, la démographie des entrepreneurs sur l'Île-du-Prince-Édouard est vieillissante, à l'instar de l'ensemble du pays, ce qui ouvre de nombreuses perspectives pour celles et ceux qui ont des idées, un savoir-faire et l'envie d'embrasser une vie nouvelle. Côté qualité de vie, l'omniprésence de l'eau y réchauffe le climat,

les étés y sont frais et humides et les hivers assez doux, bien que parfois très enneigés. L'intérieur des terres, plutôt agricole, renferme lui d'immenses étendues forestières. Côté urbanisation, les capitales ressemblent plus à des cités moyennes qu'à des métropoles. Charlottetown, capitale de la province, compte seulement 39 000 habitants. Sur le plan économique, l'Île-du-Prince-Édouard est une réelle puissance exportatrice avec une progression de près de 30% sur les cinq dernières années. C'est aussi un marché ouvert sur les États-Unis. L'innovation et l'esprit d'entreprise y sont également fortement encouragés avec une constante recherche d'entrepreneurs pour reprendre des sociétés existantes ou en créer de nouvelles.

## Technologie et innovation

Plusieurs types d'aides existent pour les créateurs d'entreprises comme le PARI (programme d'aide à la recherche industrielle) qui soutient les petites et moyennes entreprises en vue de développer leur capacité en technologie et d'innovation. La communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard fournit des programmes et des services qui aident les nouveaux arrivants francophones à s'établir et à s'impliquer. « Nous proposons des services d'expertise

et d'accompagnement aux employeurs qui cherchent à embaucher des travailleurs internationaux qualifiés, détaille Mathilde Sinnasse, coordinatrice de la communauté francophone accueillante Bienvenue Évangéline. La CIF (coopérative d'intégration francophone) collabore avec ses partenaires dont l'ambassade du Canada, RDÉE Canada (réseau de développement économique et d'employabilité) et le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard pour rencontrer des candidats internationaux et faciliter les processus d'embauche et d'immigration. Nous comptons aussi, au sein de notre équipe, une travailleuse d'établissement dans les écoles francophones dont la mission est de faciliter l'intégration et la réussite scolaire des élèves nouveaux arrivants dans les écoles de langue française. » Son but est aussi de sensibiliser la population d'accueil aux bienfaits et à l'importance de la diversité culturelle et de l'immigration francophone. L'APECA (Agence de promotion économique du Canada atlantique) permet, elle, d'obtenir des prêts remboursables sans intérêt pour créer ou développer son entreprise. Enfin, le Centre de services aux entreprises et la Chambre de commerce de Charlottetown vous apporteront aussi un précieux soutien.

**Aller plus loin : [tonile.ca/fr](http://tonile.ca/fr)**





© Henryk Sasulka

## Terre-Neuve-et-Labrador

La province est située à l'extrémité est de l'Amérique du Nord, au point le plus près de l'Europe. Entourée par l'océan Atlantique et couverte de vastes forêts, elle a su rebondir face aux changements économiques et offre un cadre de vie qui peut séduire bon nombre de candidats à l'expatriation.

D'une superficie plus grande que l'Allemagne et les Pays-Bas réunis, la province est historiquement une île de pêcheurs et une terre de grands espaces. Traversée par un double climat continental chaud et subarctique, sa température annuelle moyenne est de 5,3°C. C'est la province la moins francophone du Canada. La langue officielle est l'anglais, moins de 2% de la population ayant pour langue maternelle le français. Le Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador est responsable de la prestation des programmes de français langue première dans six écoles publiques francophones. La capitale provinciale est Saint-Jean, qui compte environ 150 000 habitants, représentant près de 40% de la population. Les autres grandes villes sont Mount Pearl et Conception Bay South. Le territoire abrite des sites touristiques remarquables : deux parcs nationaux,

Gros-Morne et Terra-Nova, et plus d'une quarantaine de parcs provinciaux et réserves écologiques où l'on peut observer des baleines et la dérive des icebergs.

### ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Le 2 juillet 1992, le gouvernement fédéral a interdit la pêche à la morue le long de la côte est du Canada en raison de la surpêche. Ce moratoire a mis fin à près de cinq siècles de cette activité qui tenait un rôle central dans l'économie provinciale. Cette décision a également provoqué des pertes d'emploi pour quelque 30 000 personnes. Depuis, la pêche de crevettes, de crabes et de homards a pris le relais. De nombreux individus se sont aussi tournés vers l'industrie pétrolière, secteur plus lucratif. L'économie de la province est aujourd'hui centrée sur le secteur

minier, l'énergie hydroélectrique, le pétrole et le gaz, la foresterie l'agriculture et l'aquaculture. On observe aussi le développement des technologies océaniques et du tourisme.

### EMPLOI ET CRÉATION D'ENTREPRISE

La population de Terre-Neuve-et-Labrador est constituée pour 2,5% de nouveaux arrivants selon l'agence gouvernementale Statistique Canada. C'est dix fois moins qu'en Alberta. Les opportunités de travail, comme dans beaucoup d'autres provinces du pays, sont ici assez nombreuses. « Il y aura 65 000 nouveaux emplois disponibles d'ici à 2025 », précise à cet effet un récent rapport du gouvernement. Face à une population vieillissante, la province a besoin de personnel de restauration et de transport ainsi que d'ingénieurs pétroliers, d'ingénieurs de génie civil, d'ingénieurs des mines, d'analystes en informatique et de comptables. Le Programme d'Immigration au Canada Atlantique (Pica) a remplacé le Programme pilote d'immigration au Canada Atlantique. Ce dispositif est une voie d'accès à la résidence permanente pour les travailleurs étrangers qualifiés et les diplômés étrangers d'un établissement canadien qui veulent travailler et vivre dans l'une des quatre provinces de l'Atlantique (Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve-et-Labrador, Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard). Le Pica aide les employeurs à embaucher des candidats qualifiés pour occuper des postes qu'ils n'ont pas pu pourvoir à l'échelle locale.

Pour en savoir plus : [Canada.ca](http://Canada.ca)



### REPÈRES

Superficie : 108 860 km<sup>2</sup>  
Population : 525 972 habitants  
Capitale provinciale : Saint-Jean



# TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR : LES FRANCOPHONES SONT LES BIENVENUS

Les provinces maritimes enregistrent toutes une baisse de la population francophone, sauf à Terre-Neuve-et-Labrador, où cette donnée est restée inchangée en 2021 par rapport à 2016. A cause notamment d'une vague massive de départs en retraite, la province fait face toutefois à une pénurie de main-d'œuvre qu'elle souhaite enrayer grâce à l'immigration, notamment francophone.



▲ Régis Guyot.

C'est une province peu peuplée, dont la majorité vit dans la capitale, Saint-Jean. Les francophones représentent 2% de la population totale et 30 000 personnes ont une connaissance de la langue française. « Comme partout au Canada, nous sommes en manque de main-d'œuvre dans tous les domaines », constate Régis Guyot, directeur du département d'employabilité, recrutement et immigration économique à Horizon TNL (organisme non lucratif offrant des services de développement économique). « Depuis trois ans, nous observons une montée en puissance des demandes de candidats bilingues (français-anglais). La demande de candidats bilingues (nous utilisons très peu le terme francophone car les employeurs de la province pensent qu'un francophone ne parle pas anglais) se fait de plus en plus ressentir, surtout au niveau des ministères. » Les entreprises privées

sont, elles, très majoritairement anglophones, et le fait qu'une personne soit bilingue est un avantage mais l'important réside dans le fait qu'elle puisse travailler en anglais. Depuis le mois de mars 2022, sept ministères ont demandé à Horizon TNL de leur trouver une centaine de candidats à différents emplois sur la province, c'est dire l'importance croissante de l'intérêt porté aux candidats bilingues et à l'immigration francophone.

## Une demande urgente

Un organisme qui aide à recruter ces employés évoque une vague de départs à la retraite chez les fonctionnaires. « Vous avez certains ministères où 30 % des employés sont partis à la retraite et qui n'ont pas été remplacés. Il y a vraiment une demande urgente », explique Régis Guyot. « La difficulté est que nous n'avons pas assez de candidats, Bien que certains candidats nous rejoignent d'autres provinces, il est évident que l'immigration francophone est la solution d'avenir. Le besoin en main-d'œuvre bilingue se fera de toute manière de plus en plus ressentir. » Plusieurs agences et ministères fédéraux ont des dizaines, voire des centaines, de travailleurs basés à Terre-Neuve-et-Labrador, dont l'Agence du revenu du Canada (ARC) et Emploi et Développement social Canada (EDSC). Le recrutement de nouveaux médecins est la priorité du gouvernement, à tel point que le Premier ministre de Terre-Neuve-et-Labrador, est allé jusqu'à demander aux candidats de lui téléphoner personnellement et directement !

## Vers une intégration réussie

Les candidats peuvent se tourner vers le Compas, le service provincial d'accueil et de soutien en immigration francophone de Terre-Neuve-et-Labrador. Fondé en 2018, c'est l'unique service d'établissement francophone dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador. Compas fournit des services variés aux nouveaux arrivants francophones, peu importe leur statut d'immigration. L'organisme accueille, informe et oriente chaque nouveau candidat tout au long de son parcours pour une intégration réussie dans la province. Le service organise des sessions d'informations sur différentes thématiques et des activités multiculturelles afin de favoriser l'inclusion des nouveaux arrivants francophones. Basée à Saint-Jean, l'équipe du Compas fournit également des services virtuels et itinérants dans d'autres villes de la province. Accessoirement, Compas, à travers le RIF-TNL (réseau d'immigration francophone) et d'autres plateformes sensibilise les parties prenantes aux défis rencontrés par les nouveaux arrivants francophones. Enfin, Terre-Neuve-et-Labrador fait partie des six provinces canadiennes (avec l'Ontario, le Manitoba ou encore la Nouvelle-Écosse) à avoir augmenté leur salaire minimum le 1<sup>er</sup> octobre dernier pour faire face à l'inflation.

Aller plus loin : [horizontnl.ca/francotnl.ca/Immigration](http://horizontnl.ca/francotnl.ca/Immigration)





Winnipeg



**REPÈRES**

Superficie : 647 801 km<sup>2</sup>

Population : 1 401 967 habitants

Capitale provinciale : Winnipeg

**EMPLOI ET CRÉATION D'ENTREPRISE**

L'activité économique de la province nécessite un gros renfort de main-d'œuvre. On prévoit un total de 141 700 offres d'emploi entre 2021 et 2025. Or, seulement 112 000 nouveaux travailleurs rentreront dans la vie active, laissant un grand nombre d'offres vacantes. De nombreux secteurs sont concernés : santé, transport, administration, sciences appliquées, art et culture, loisirs, informatique, enseignement, service à la personne. Le programme Candidats du Manitoba (PCM) est un dispositif d'immigration économique ayant pour objectif de choisir des travailleurs qualifiés souhaitant s'installer en tant que résidents permanents. Il est axé sur les besoins locaux et répond à la demande des employeurs du Manitoba. Contrairement à d'autres provinces, les métiers en forte demande au Manitoba ne nécessitent pas forcément des diplômes ou une longue formation. Parmi les postes les plus recherchés, on trouve des adjoints administratifs, des travailleurs du courrier des postes, des analystes et consultants en systèmes d'information, des programmeurs informatiques et développeurs de médias interactifs, des aides à domicile et personnels assimilés (pour les personnes âgées, malades ou handicapées), des designers graphiques et illustrateurs, des superviseurs du nettoyage, des plombiers, des manutentionnaires pour des entreprises de transport ou de déménagement, des distributeurs de journaux, des livreurs pour les restaurants.

Pour en savoir plus : [accueilfrancophone.ca/fr](http://accueilfrancophone.ca/fr)

# Manitoba

Le Manitoba, terme qui provient vraisemblablement des Indiens cris, l'un des peuples autochtones de la province, et qui signifie « le passage du Grand Esprit », se situe dans l'Ouest canadien. C'est l'une des trois provinces des Prairies avec l'Alberta et la Saskatchewan. Huitième plus grande province du Canada et cinquième par sa population, elle offre la possibilité de mener une vie paisible par son ambiance qui reste assez rurale. Le taux de chômage y est faible et le coût de la vie abordable.

Le Manitoba est bordé par l'Ontario à l'est, la Saskatchewan à l'ouest et les territoires du Nunavut au nord. Il partage aussi des frontières avec les États-Unis. La capitale provinciale Winnipeg est la plus grande ville du territoire, plus de la moitié de la population y réside. Au nord-est, se trouve la célèbre baie d'Hudson. Le fondateur de la province est Louis Riel, chef du peuple métis dans les Prairies canadiennes, qui se révolta contre le gouvernement fédéral à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Personnage historique controversé, sa mémoire n'en est pas moins célébrée chaque mois de février par un jour férié. La langue officielle est l'anglais. La communauté francophone ne représente que 3,7% de la population mais elle est soudée et se retrouve autour d'activités diverses. Il existe un quartier français à Winnipeg, Saint-Boniface, qui est le foyer principal de la communauté franco-manitobaine. Le climat est

de type subarctique, c'est l'une des provinces les plus froides du pays. Le système éducatif correspond au modèle classique canadien, tout comme le système de santé. Le Manitoba fait partie des provinces les plus jeunes du Canada. Afin d'encourager l'immigration, la province a décidé de simplifier les démarches pour les immigrants en tenant compte notamment de liens familiaux ou amicaux sur place.

**ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE**

Le Manitoba est riche en ressources naturelles et en terres agricoles. Il présente une économie diversifiée. C'est la troisième province la plus riche en eau du Canada. De nombreuses industries y prospèrent dans différents secteurs : agriculture, fabrication de pointe, produits pharmaceutiques, aérospatiale, véhicules et équipement lourds, exploitation minière.



Texte : Corinne Bras



© Richard Cavalleri / Shutterstock.com



### REPÈRES

Superficie : 651 036 km<sup>2</sup>

Population : 1 188 338 habitants

Capitale provinciale : Regina

# Saskatchewan

Voisine des provinces du Manitoba à l'est, de l'Alberta à l'ouest et des Territoires du Nord-Ouest au nord, la Saskatchewan est aussi frontalière avec les États américains du Montana et du Dakota du Nord. Longtemps liée à une image de ruralité, elle a su, à l'instar de l'Alberta, se moderniser et s'adapter aux nouveaux besoins économiques.

Autrefois terre indienne comme les autres provinces canadiennes, l'identité de la Saskatchewan en reste profondément marquée. De nombreux endroits portent encore des noms autochtones. Le souvenir de Louis Riel (*lire aussi p. 48*) le démontre aussi. Cet homme politique de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, leader de la Nation métisse (composée principalement du mélange de Canadiens français et d'Amérindiens cris), a mené une rébellion contre le gouvernement canadien pour défendre les droits des Métis et des peuples autochtones. Cet épisode historique peu connu mondialement garde une signification très importante pour tout l'Ouest canadien. Le lieu historique national de Batoche, qui relate la bataille éponyme, est d'ailleurs une destination touristique fréquente dans cette province, devenue canadienne en 1905. Les deux tiers du nord étant constitués de la forêt boréale et de très nombreux lacs, la plus importante partie de la population se trouve dans la moitié sud de la province,

recouverte par de grandes prairies. Le coût de la vie en Saskatchewan est en dessous de la moyenne nationale. Les ressources naturelles contribuent à diminuer les coûts en énergie. Le coût moyen d'une maison dans la capitale, Regina, est le plus bas de toutes les villes canadiennes. L'anglais est la langue officielle, c'est la langue maternelle de plus de 85% de la population. Les langues maternelles minoritaires sont par ordre décroissant : l'allemand, le cri, l'ukrainien et le français. La population de la Saskatchewan, relativement jeune, devient de plus en plus urbaine. Le climat est continental avec des hivers très rudes et des étés très chauds, surtout dans le sud de la province.

### ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

L'agriculture est un secteur majeur de l'économie de la province qui possède 40% des terres agricoles du Canada. La Saskatchewan produit ainsi près des deux tiers du blé du pays. La transformation des aliments

est aussi un pôle économique majeur. Viennent ensuite la machinerie et l'équipement de transport, les secteurs pétroliers (la Saskatchewan est le plus grand producteur de pétrole au Canada après l'Alberta) ainsi que la production de gaz naturel. L'exploitation et le traitement des minéraux (la province occupant la troisième place dans la production mondiale d'uranium), et l'industrie forestière procurent aussi à la province des revenus considérables. Par ailleurs, d'autres secteurs économiques comme la recherche scientifique et technologique sont en plein essor. À titre d'exemple, un synchrotron (type d'accélérateur de particules) a été bâti à l'université de Saskatoon, la plus grande ville de la province, située dans le centre de la Saskatchewan. La capitale, Regina, est la quatrième ville la plus riche du Canada et le lieu d'implantation de plusieurs industries importantes en rapport avec les services financiers, les télécommunications, la fabrication et la transformation.

### EMPLOI ET CRÉATION D'ENTREPRISE

Les emplois en forte demande dans la province sont : programmeur et développeur en médias interactifs, technicien en architecture, animateur en loisirs sports et conditionnement physique, boulanger, tailleur, couturier, fourreur et modiste, vitrier réparateur d'appareils électroménager. À noter que la Saskatchewan offre de nombreuses possibilités pour les immigrés qui souhaitent démarrer ou acheter une entreprise.

Pour en savoir plus : [saskatchewan.ca/bonjour](http://saskatchewan.ca/bonjour)



**ENTRETIEN AVEC MICHÈLE BOISVERT****«La France et le Québec partagent une histoire, une langue et des valeurs»**

Entretien avec, la déléguée générale du Québec à Paris, dont le but est de représenter les intérêts du Québec auprès de la France et de faire connaître la culture québécoise en France et en Europe.

**Les Français sont-ils recherchés au Québec ?**

Les entreprises québécoises vivent en ce moment une rareté de main-d'œuvre et ont de la difficulté à recruter. Elles sont confrontées au départ à la retraite de toute une cohorte de baby-boomers et à un dynamisme économique auquel elles peinent à répondre. Certaines études évaluent que 1,4 million de postes seront à pourvoir entre 2019 et 2028. Dans ce contexte, l'accueil de travailleurs qualifiés est incontournable. Actuellement, le Québec recherche de la main-d'œuvre dans des secteurs jugés prioritaires : éducation, génie (civil, mécanique, électrique et automatisation), santé et services sociaux, services de garde éducatifs à l'enfance et technologies de l'information. Le Québec a aussi la responsabilité de protéger et promouvoir la langue française, toujours fragile en Amérique du Nord. Dès lors, les Françaises et les Français sont les bienvenus au Québec. Ils contribuent à la vitalité de notre langue commune, valeur fondamentale de la société québécoise.

**Comment le Québec s'organise-t-il pour recruter ?**

Au Canada, le Québec a la particularité de sélectionner les travailleurs étrangers qu'il accueille sur son territoire. Notre direction des services de l'immigration fait la promotion du Québec, de ses avantages, mais également des réalités qui lui sont spécifiques. Le Québec organise des séances d'information, ainsi que des missions de recrutement ciblées pour combler les besoins en main-d'œuvre : les Journées Québec, dont la prochaine édition se tiendra les 10 et 11 décembre prochains à Paris. Elle accueillera plus de 100 entreprises québécoises qui offriront plus de 1 000 postes aux travailleuses et travailleurs français qui souhaitent acquérir une expérience de travail au Québec, et éventuellement s'y installer sur une base permanente.

**Y a-t-il des nouveautés en matière d'immigration au Québec ?**

Parmi ces nouveautés, quelques éléments peuvent être soulignés, notamment le fait que tous les permis de travail temporaires sont désormais d'une durée minimale de deux ans, ce qui n'était pas le cas avant. En effet, lorsque les travailleurs étaient recrutés

Pour les étudiants, la nouveauté est que les étudiants internationaux ne sont plus limités à travailler seulement 20 heures par semaine parallèlement à leurs études.

**Où en sont les échanges entre la France et le Québec ?**

Vous le savez, la France et le Québec, seul État fédéré francophone en Amérique du Nord, partagent une histoire, une langue et des valeurs. Les plus hautes autorités de la République française et du Québec entretiennent une relation directe et privilégiée depuis plus de 60 ans. Dans le contexte de l'urgence climatique et des conséquences de la guerre menée par la Russie en Ukraine, les deux gouvernements travaillent conjointement à la relance de leurs économies en accélérant la transition énergétique et la décarbonation des modes de production et de consommation. Ces enjeux nécessitent plus que jamais que nous innovions. Les Premiers ministres ont ainsi décidé de faire de 2023 l'Année de l'innovation franco-québécoise, qui mettra à contribution l'expertise française et québécoise pour développer de nouveaux partenariats dans des secteurs de pointe. ♦

**« LA PROCHAINE ÉDITION  
DES JOURNÉES QUÉBEC  
FRANCE SE TIENDRA  
LES 10 ET 11 DÉCEMBRE  
PROCHAINS À PARIS. »  
MICHÈLE BOISVERT**

pour des postes à bas salaire, leur permis de travail n'était que d'une année seulement.

Autre élément à mentionner, la liste des professions admissibles au traitement simplifié (c'est-à-dire les emplois pour lesquels les employeurs n'ont pas à prouver qu'ils ne peuvent pas recruter au Québec) a été élargie, ce qui facilite le recrutement pour un plus grand nombre de professions.



# Les cinq secteurs prioritaires au Québec L'EMPLOI À LA LOUPE

La pénurie de main-d'œuvre au Québec n'est pas un phénomène récent. On observe aujourd'hui une inadéquation entre le dynamisme économique de la province, qui se traduit par de nombreuses offres d'emploi et la difficulté de les pourvoir. Parmi les secteurs en tension, le ministère du travail et de l'immigration en a identifié cinq prioritaires et déploie un ambitieux dispositif « Opération main d'œuvre ». Le recours à une immigration plus massive en est l'une des pistes.

Plusieurs facteurs expliquent le manque de personnel : le vieillissement de la population active, un faible taux de natalité et plus récemment les conséquences de la pandémie. La crise sanitaire a provoqué des pertes d'emploi en 2020, mais le Québec s'est relevé et a retrouvé ses taux d'emploi et d'activité pré-pandémiques en 2021.

« Il comptait plus de 34 000 emplois de plus en décembre 2021, par rapport à décembre 2019 », explique Emna Braham, directrice adjointe de l'Institut du Québec (IDQ). En parallèle, le manque de recrues est un frein à la croissance et impacte les entreprises. Ce n'est plus majoritairement aux candidats de séduire mais plutôt aux employeurs. Ces derniers ont dû réévaluer les salaires (l'IDQ indique que les salaires ont progressé en moyenne de 2,1% en 2021, avec une pointe à 3,4% en fin d'année), et s'adapter aux demandes en faisant valoir des avantages sociaux. Le ministère du Travail,

de l'Emploi et de la Solidarité sociale anticipe d'ici 2030 1,4 million de postes vacants à combler et à ciblé cinq secteurs prioritaires à traiter de toute urgence par le biais de l'Opération main-d'œuvre.

**Plus de 60 000 travailleurs sont attendus d'ici cinq ans parmi les secteurs essentiels**

- **27 000 travailleurs de la santé et des services sociaux** pour la réalisation de grands chantiers : Maisons des aînés, augmentation des services à domicile, réforme de la protection de la jeunesse et un plan d'action en santé mentale. Les professionnels recherchés sont principalement : des infirmiers, auxiliaires de santé, ambulanciers, travailleurs sociaux, psychologues, préposés aux bénéficiaires qui assistent les personnes âgées et les patients. Tous ces besoins sont accrus depuis la pandémie.
- **25 000 éducatrices et la petite enfance** regroupant la profession d'éducatrice en

service de garde en milieu scolaire et les éducatrices et aide-éducatrices en préscolaire. Le gouvernement reconnaît le rôle essentiel de ces professions pour le développement des jeunes enfants et une bonification salariale importante leur a été accordée.

- **8 000 professionnels de l'éducation**: enseignants du préscolaire au secondaire, personnel en appui aux enseignants.
- **3 000 agents administratifs dans le réseau de la santé** afin de soulager le personnel soignant.

**Concernant les secteurs stratégiques**

Le Québec veut recruter 110 000 travailleurs qualifiés :

- **55 000 dans l'industrie de la construction**, notamment pour bâtir des logements abordables pour les immigrants à accueillir.
- **50 000 travailleurs qualifiés en technologie de l'information**, secteur prospère et à la pointe du progrès de l'économie du Québec. De

nombreuses et importantes sociétés y sont implantées et offrent de grandes opportunités professionnelles.

- **5 000 travailleurs qualifiés en génie civil**, que ce soit dans le domaine mécanique, électrique ou automatisation. Plusieurs axes vont être déployés au sein de l'Opération main-d'œuvre pour valoriser et encourager les formations à ces métiers en forte demande grâce à des bourses incitatives au niveau collégial et universitaire, allant jusqu'à un montant de 9 000 \$ pour un programme de trois ans en études collégiales et une bourse totale maximale de 15 000 \$ pour trois ans d'études universitaires. Le Ministre a par ailleurs, mis l'accent sur l'immigration comme l'une des solutions majeures pour remédier à la situation et à insisté sur la nécessité d'en faciliter les processus pour en augmenter le nombre. Trois mille travailleurs, le double de l'an passé, est désormais le but à atteindre. ♦





## COMPÉTENCES RECHERCHÉES

# Un plan d'action contre la pénurie de main-d'œuvre

Du commerce à la santé en passant par l'enseignement ou l'industrie, le manque de bras touche tous les secteurs professionnels dans la province de l'Est canadien. Face à cette hémorragie de personnel, le gouvernement du Québec met en avant plusieurs initiatives pour attirer des travailleurs venus de France.

Les chiffres sont têtus. Sur la période 2016-2019, le nombre de Français admis approchait les 4 000, soit le quart des immigrants de tous les pays. En 2020, année de la pandémie, ce chiffre a baissé d'un millier et le taux des Français est passé de 25% à 11,7%. L'année dernière, ils étaient près de 10 000 (18,9%). Le rythme s'est maintenu en 2022 avec un peu moins de 5 000 Français autorisés à s'installer au Québec entre janvier et juin (15,2%). Selon les dernières données disponibles de Statistique Canada, soit mai 2022, il y a 253 825 postes vacants au Québec. La rareté de la main-d'œuvre touche tous les secteurs de l'économie. Face à la remarque régulièrement entendue à propos des délais et des lourdeurs administratives pour obtenir un visa, le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration du Québec rappelle que « la gestion des frontières ainsi que l'octroi des visas et de la résidence permanente, de même que les délais qui en découlent, relèvent de la responsabilité du gouvernement fédéral. De façon générale, le ministère travaille de concert avec ses homologues fédéraux afin de simplifier et accélérer les processus en vigueur. »

### Reconnaissance de compétences

Depuis plusieurs années, le ministère recrute à l'international des candidates et des candidats en provenance de la France dans le cadre de l'Entente France-Québec pour laquelle un processus simplifié est permis par l'arrangement de reconnaissance mutuelle. « La mise en œuvre l'an dernier du Plan d'action en reconnaissance de compétences permet d'accroître les possibilités de recrutement international de personnes exerçant des professions et métiers réglementés, en diversifiant les bassins francophones », explique le ministère. Ce plan contient des mesures pour encourager les organismes de réglementation et les ordres professionnels à

améliorer l'évaluation des compétences des personnes formées à l'étranger, à élaborer des formations d'appoint, et lorsque c'est pertinent, à délivrer des permis restrictifs temporaires autorisant les travailleuses et travailleurs d'exercer leur profession, sous certaines conditions. Des mesures d'accompagnement pour faciliter la reconnaissance des compétences sont également déployées à chaque étape du parcours et une aide financière peut être octroyée aux personnes formées à l'étranger qui suivent une formation d'appoint pour obtenir la reconnaissance de leurs compétences par un organisme de réglementation.

### Davantage d'admissions ?

Plusieurs représentants du patronat et du monde des affaires ont récemment réclamé une augmentation de 50 000 à 80 000 admissions par an, ce qui viendrait répondre, en partie selon eux, au problème de manque de main-d'œuvre. Le Ministère explique qu'il se basera sur les orientations présentées dans l'exercice de planification pluriannuelle 2020-2022 pour établir le Plan d'immigration 2023. « Bien que ces orientations, qui ont été soumises à une consultation publique, aient été approuvées en 2019, elles demeurent toujours pertinentes dans le contexte actuel, détaille-t-on. Les seuils d'immigration à partir de 2024 seront établis dans le cadre de la prochaine planification pluriannuelle qui sera prévue à l'issue de la période électorale à venir. » Rappelons que les orientations de la planification ont notamment pour objets la composition de l'immigration et le nombre prévu de personnes admises, mais également les différentes priorités gouvernementales en termes d'immigration. Elles visent, entre autres, à répondre aux besoins du Québec tout en tenant compte de sa capacité d'accueil et d'intégration. ♦

TENDANCE

# Des portes grandes ouvertes dans la restauration

La situation de rareté de main-d'œuvre à laquelle fait face actuellement le Québec est inédite. Le secteur de la restauration et des débits de boisson en fait partie et cette tendance mettra du temps à s'inverser, selon le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec.



Selon l'enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS) de Statistique Canada, au premier trimestre 2022, on comptait 224 370 postes non pourvus au Québec, soit 110 155 postes de plus comparativement au premier trimestre 2019. Dans le secteur des services de restauration, le nombre de postes vacants a presque triplé comparativement au premier trimestre 2019, passant de 9 505 à 24 900 au premier trimestre 2022. « Ce secteur a été grandement affecté par les différentes restrictions mises en place par le gouvernement dans l'objectif de contrer la pandémie de Covid-19, relève Émilie Savard, à la direction générale des communications au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. De plus, il était parmi les derniers secteurs à reprendre ses activités et plusieurs travailleurs se sont requalifiés au cours de la période pandémique vers d'autres secteurs. » Cette requalification peut s'expliquer entre autres par le fait que les offres salariales de

ce secteur (14,85 \$/heure) sont bien inférieures à la moyenne au Québec (23,15 \$/heure). La relance simultanée de plusieurs secteurs d'activité à partir de l'été 2020 a par ailleurs généré une augmentation de la demande de main-d'œuvre que le marché du travail n'a pas pu absorber entièrement. « Ceci explique également les problé-

matiques de main-d'œuvre auxquelles fait face ce secteur qui connaissait déjà avant l'urgence sanitaire certains enjeux liés au taux de roulement important de sa main-d'œuvre », note Mme Savard. Cependant, l'enjeu de la rareté de la main-d'œuvre demeure une réalité touchant la plupart des secteurs d'activité au Québec. ♦

**POSTES VACANTS SELON CINQ PRINCIPALES PROFESSIONS DU SOUS-SECTEUR DES SERVICES DE RESTAURATION ET DÉBITS DE BOISSONS AU QUÉBEC**

	T1 2019	T1 2020	T1 2021	T1 2022
Directeurs/directrices de la restauration et des services alimentaires	240	295	250	915
Chefs	115	N/D	370	565
Cuisiniers/cuisinières	2 240	2 475	1 990	5 525
Serveurs/serveuses d'aliments et de boissons	980	1 525	1 115	3 950
Serveurs/serveuses au comptoir, aides de cuisine et personnel de soutien assimilé	6 495	7 090	7 055	15 155

Source : Statistique Canada, Enquête sur les postes vacants et les salaires, données trimestrielles non désaisonnalisées.





© Alex Papp

## PLACEMENT

# L'immobilier canadien a la côte chez les investisseurs français

Fondé en 1983 par l'actuel président Jean-Jacques Laurans, le groupe Alfid est présent sur les marchés immobiliers du Québec depuis bientôt quarante ans. Le groupe est spécialisé dans la gestion immobilière pour le compte de tiers, et offre une gamme variée de services de gestion d'immeubles de bureaux et immeubles à logements multiples. Une partie de ses clients sont des Français désireux d'investir notamment à Montréal.



▲ Joël Chareyron.

« Nos clients sont les propriétaires des bâtisses que nous gérons et sont de plusieurs ordres : privés, Québécois et internationaux, publics et institutionnels, détaille Joël Chareyron, vice-président stratégies et affaires chez Alfid. La clientèle publique telle la ville de Montréal ou la société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) nous délègue la gestion de bâtiments d'habitation ou de bureaux. La clientèle institutionnelle regroupe les propriétaires occupants telles les institutions bancaires, les sociétés assurances, les cabinets d'avocats et autres

entreprises de grande envergure. » Au fil des années, le groupe Alfid a internalisé les métiers essentiels à la bonne gestion d'une propriété : entretien ménager, maintenance, sécurité, construction, et courtage. Le groupe gère aujourd'hui plus de 2 700 appartements ainsi que plus de 500 000 m<sup>2</sup> de bureaux, à Montréal et dans sa proche banlieue. Alfid emploie plus de 400 personnes. « Nos locataires résidentiels sont de toute provenance, avec une propension marquée pour les étudiants internationaux qui profitent de l'offre d'écoles supérieures de qualité telles Mc Gill, Concordia et HEC Montréal », précise M. Chareyron.

## Un territoire à privilégier

L'histoire du groupe Alfid le place comme un interlocuteur privilégié pour la clientèle européenne, notamment française. Une partie de sa clientèle, propriétaires d'édifices sous gestion, est en Europe. « Nous les rencontrons plusieurs fois dans l'année pour faire un point sur leur patrimoine immobilier, comme pour évoquer les sujets d'investissements à venir », assure M. Chareyron. L'Amérique du Nord, le Québec, et plus précisément Montréal constituent des territoires à privilégier pour l'investissement immobilier. Montréal, ville majeure au Ca-

nada, n'a pas encore atteint les niveaux de prix de Vancouver ou de Toronto. Les opportunités d'investissements y sont nombreuses tant dans l'immobilier à bureaux que dans le multi-résidentiel. Chaque territoire à ses particularités. « Ce qui a toujours rassuré les investisseurs Français qui souhaitent investir au Québec, c'est la langue que nous partageons, mais aussi le fonctionnement commun des notaires qui jouent un rôle dans les transactions immobilières », témoigne M. Chareyron.

## Des bureaux clé en main

Quant au marché immobilier commercial à Montréal, il a poursuivi sa croissance au deuxième trimestre de cette année constate Alfid : les pôles de l'immobilier de bureaux de banlieue se sont particulièrement bien tirés d'affaire dans la plupart des villes. « Le taux d'inoccupation national de l'immobilier de bureaux de banlieue s'inscrit aujourd'hui à 90 points de base de moins que le taux d'inoccupation national des centres-villes, soit 16,9% », avance M. Chareyron. La superficie totale offerte en sous-location atteint désormais son plus bas depuis le quatrième trimestre de 2020, ce qui veut dire que la confiance augmente parmi les entreprises qui occupent des



bureaux. Le taux d'inoccupation est resté stable depuis le dernier trimestre à 16,1%. C'est la première fois en deux ans qu'il n'accuse pas de hausse trimestrielle. Bien que l'inoccupation ne montre aucun signe de fléchissement, les occupants demeurent confiants et cherchent des bureaux clés en main qui présentent peu de risques et un calendrier plus court. « D'une manière générale, nous pensons que le bureau physique ne peut être complètement remplacé. Il y aura toujours des employés, des équipes, des départements qui travaillent mieux ensemble dans le même bureau. Le bureau restera pour les entretiens face à face avec les collègues de travail et les clients », conclut M. Chareyron.

### Un marché en faveur des locataires

Sur le marché immobilier résidentiel, le taux d'inoccupation sur l'île de Montréal est passé de 1,6 % en 2019, à 3,2 % en 2020 puis à 3,7 % à l'automne 2021. Mais en avril 2022, à peine six mois plus tard, le taux d'inoccupation atteignait 4,67%, une hausse qui s'explique par la quantité phénoménale de ménages qui quittent Montréal. Les

locataires qui ne renouvellent pas leurs baux sont nombreux, 5,85 % du marché, c'est-à-dire qui seront libres à la fin du bail, majoritairement le 1<sup>er</sup> juillet. « Ceci porte à plus de 10% les logements disponibles pour la location, un chiffre qui démontre bien que le marché tourne en faveur des locataires et

### L'HISTOIRE DU GROUPE ALFID LE PLACE COMME UN INTERLOCUTEUR PRIVILÉGIÉ POUR LA CLIENTÈLE EUROPÉENNE, NOTAMMENT FRANÇAISE.

que les prix n'ont plus la vigueur d'il y a un an ou deux », ajoute M. Chareyron. La situation est propre à Montréal, car du côté de Québec le taux d'inoccupation demeure assez bas, à 2,11% (semblable à l'automne dernier) et lorsque l'on considère la disponibilité, les logements potentiels pour ceux qui veulent louer à Québec représentent 4,44%, soit deux fois moins qu'à Montréal.

### Un marché de la dette

L'inflation au Canada a atteint son plus haut niveau en près de quarante ans, ce qui a incité la Banque du Canada à augmenter son taux directeur. L'incertitude qui affecte les perspectives économiques et la hausse matérielle du coût du financement ont ralenti l'investissement dans l'immobilier commercial au deuxième trimestre 2022; les entreprises ont fait preuve de la même prudence que pendant la Covid19. « Le marché immobilier nord-américain est avant tout un marché de la dette qui ne ressemble pas au marché français. Une hypothèque, terme utilisé pour caractériser le prêt immobilier, se transige sur une durée d'amortissement comparable à celle d'un prêt immobilier en France (vingt-cinq ans en moyenne). Ce qui diffère réside dans le fait que l'hypothèque se renégocie tous les cinq ans », précise M. Chareyron. En d'autres termes, tous les cinq ans, votre établissement bancaire est en mesure de vous refinancer sur les cinq années suivantes à un taux qui sera ou non différent, mais aussi de vous demander le paiement de l'intégralité de la dette restante. ♦



L'expérience de l'immobilier DEPUIS 1983

-  **Gestion Immobilière**
-  **Construction**
-  **Entretien Ménager**
-  **Sécurité**
-  **Courtage**

# ALFID LE GROUPE

RÉUSSIR EN  
BONNE COMPAGNIE





## PARTENARIAT

# La belle santé de l'Office franco-québécois pour la jeunesse

L'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) est un organisme bi-gouvernemental implanté en France et au Québec. Il propose aux jeunes français et canadiens des programmes de mobilité ayant pour buts le développement et le perfectionnement professionnel, ainsi que les échanges interculturels. Fort d'une expérience de plus de cinquante ans, il illustre à merveille la relation privilégiée entre la France et la Belle Province.

**Q**u'il soit à l'origine d'un projet ou simplement partenaire, l'OFQJ apporte son expérience et son expertise pour son élaboration et sa concrétisation. Ses services s'adressent aux jeunes de 18 à 35 ans. Ainsi, chaque année, ce sont ainsi près de 10 000 jeunes adultes qui partent à l'aventure de la mobilité professionnelle outre-Atlantique lors d'un stage, d'une formation, de la participation à un événement, d'une information sur l'emploi temporaire ou dans le cadre d'une délégation thématique (droits de l'homme, enjeux environnementaux, sujets sociétaux, etc.). L'un des objectifs de l'expérience est de développer l'autonomie et l'adaptabilité à un nouvel environnement. Il enrichit les participants par la découverte de cultures différentes, la prise en compte d'autres façons de penser et de travailler, en constatant notamment que les habitudes et les codes professionnels ne sont pas les mêmes au Canada et en France.

### Un parcours vers l'autonomie

L'OFQJ a à cœur de renforcer l'employabilité des jeunes de tout niveau de formation, notamment ceux qui sont les plus éloignés du marché du travail ou qui possèdent peu d'expérience de mobilité, comme par exemple les personnes issues de quartiers défavorisés. Le jeune doit faire preuve d'un engagement sérieux dans le projet. Ce séjour à l'étranger ne doit pas être vécu comme « une colonie de vacances » mais va lui permettre d'acquérir une expérience, d'apprendre les règles de vie en communauté, de s'émanciper un sortant un temps du cocon familial et amical et d'y gagner en autonomie et en confiance en soi. Il pourra réfléchir à un avenir professionnel, éventuellement se découvrir un intérêt pour un domaine particulier. Plusieurs profils peuvent prétendre à cette mobilité :

- Les étudiants qui peuvent obtenir une aide financière pour un stage, participer à un événement international, effectuer une formation professionnelle ou trouver un stage en hôtellerie restauration.

- Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, partenaire de l'OFQJ, peuvent bénéficier d'une première expérience de travail grâce à des stages de perfectionnement permettant de réaliser une mission en entreprise de deux à douze mois au Québec ou dans d'autres provinces canadiennes et ce, dans tous les secteurs. L'OFQJ a un partenariat avec des employeurs partenaires proposant de nombreux stages avec gratification. Les indemnités chômage (ARE) sont conservées pendant la durée du stage. Si le jeune n'est pas indemnisé par Pôle emploi, des aides financières de mobilité peuvent être attribuées dans le cadre de conventions régionales.

- Les professionnels et entrepreneurs ont aussi la possibilité d'obtenir une aide financière pour un projet de mobilité en entrepreneuriat, en culture (dans le but d'une co-création, entre autres), ou en engagement citoyen.

Les missions locales font partie des structures vers lesquelles on peut se tourner pour être accompagné à travers l'élaboration d'un projet personnalisé, mais elles n'assurent leur rôle que jusqu'à l'âge de 25 ans. Les carrefours jeunesse-emploi sont l'équivalent des missions locales au Québec mais offrent leurs services jusqu'à l'âge de 35 ans. Ce sont des partenaires actifs de l'OFQJ. Il est aussi conseillé d'envisager la piste des jumelages de villes franco-québécoises, quand cela est possible, en guise de ressources internes.

Enfin, pour pouvoir prétendre à ces différents programmes de mobilité, il faut posséder un casier judiciaire vierge et n'avoir aucun problème d'addiction. ♦



# ÉDUCATION : L'EXCELLENCE À LA FRANÇAISE AU COLLÈGE STANISLAS DE QUÉBEC

Depuis plus de trente ans, le Collège Stanislas propose sur son campus de Québec une formule unique en son genre. En plus de cultiver l'engagement citoyen et l'excellence académique chez les élèves de la Petite Section à la Seconde, il contribue à former des citoyens de demain autonomes et responsables qui ont un impact concret au sein de leur communauté.

Le Collège Stanislas est un établissement scolaire reconnu. Il met en avant le bien-être de ses élèves, leur épanouissement et leur développement global tout en assurant leur réussite avec un enseignement de qualité. Si ses programmes s'appuient sur ceux de la France, ils sont enrichis par des compléments qui permettent d'aligner les acquis des élèves aux prérequis des universités canadiennes. Il fait le lien entre deux piliers fondamentaux qui illustre son agilité et sa capacité à s'intégrer au contexte local :

- Des programmes riches, profonds et rigoureux hérités d'une histoire européenne et française, nourrie des humanités et de l'esprit des lumières permettant à chaque élève de développer sa propre pensée et son esprit critique ;
- Le dynamisme d'une école canadienne qui donne toute sa place au développement global de l'élève, l'engage dans son parcours et lui permet de développer son sens du leadership.

Avec la possibilité d'apprendre jusqu'à trois langues au cours de son cursus (deux langues vivantes étrangères et une langue ancienne), l'établissement propose un programme d'anglais renforcé dès la maternelle offert par des spécialistes de la langue. En plus d'être entouré d'espaces verts pour les activités extérieures, les salles de classe sont vastes et des locaux supplémentaires sont mis à disposition pour les ateliers, les activités artistiques et certains temps de motricité. Les élèves bénéficient en plus de laboratoires de sciences entièrement rénovés, de salles connectées et d'équipement numérique interactif en appui aux apprentissages. Forts de la richesse de leur parcours, de nombreux anciens élèves se sont illustrés et sont aujourd'hui reconnus localement et internationalement pour leurs réalisations professionnelles, notamment sur la scène politique, scientifique et culturelle.

## Une dimension internationale essentielle

Le Collège Stanislas a été fondé en 1938, de l'initiative de familles

montréalaises souhaitant pouvoir offrir une éducation française à leurs enfants. Il a pu voir le jour grâce au soutien de personnalités montréalaises de renom et à leur collaboration avec des dignitaires du Collège Stanislas de Paris en mettant l'accent sur la tradition, l'histoire, sa notoriété et la richesse du réseau de ses anciens élèves.

Aujourd'hui encore, il participe au rayonnement culturel, linguistique et éducatif de la France au Canada. Le campus de Québec, fondé en 1989, accueille plus de 420 élèves issus de près de 30 nationalités différentes. Son appartenance au réseau AEFÉ, qui compte plus de 540 lycées français à travers le monde, lui permet de proposer des échanges et des perspectives uniques de mobilité internationale. Il prépare des générations de futurs adultes qui sauront créer des liens bien au-delà des frontières et se montrer des ambassadeurs de toutes les cultures qui les auront façonnés.

*Aller plus loin :*

<https://stanislas.qc.ca/quebec>





## Vivre, travailler, étudier LES 17 RÉGIONS DU QUÉBEC À LA LOUPE

Toujours proche de la France en raison d'une langue en partage et de liens historiques et culturels entretenus de part et d'autre, le Québec reste une destination privilégiée pour la plupart des Français. Pour autant, cette province mérite d'être appréhendée à l'aune de ses régions, au nombre de dix-sept. Chacune d'entre elles a ses particularités géographiques, culturelles, économiques. Des informations à prendre en compte, notamment pour définir plus précisément son projet d'immigration au Québec.

Le Québec, qui possède une superficie équivalente à trois fois celle de la France, est la plus grande province du Canada. Son territoire, composé à la fois de grands espaces, d'immenses forêts, de plus d'un million de lacs et de cours d'eau, s'étend sur près de 1,7 million de kilomètres carrés. La majorité de la population provinciale, estimée à un peu plus de 8,6 millions d'habitants, vit à Montréal. En effet, si la ville accueille près de 1,7 million d'habitants, la région métropolitaine

de Montréal compte, elle, près de 4,3 millions de résidents, soit environ la moitié de la population québécoise. Quant à la capitale provinciale, la ville de Québec, quelque 540 000 habitants y sont recensés. Pour ses laudateurs, le Québec fait partie des endroits au monde où il est le plus agréable de vivre, nonobstant ses contraintes climatiques que tout le monde connaît. Au-delà de l'environnement naturel, la couverture des soins de santé est universelle et les frais

d'éducation sont parmi les moins élevés en Amérique du Nord. Tout ceci explique sûrement que près de 80% des Français souhaitant s'établir au Canada choisissent le Québec, seul province majoritairement francophone en Amérique du Nord. Avec plus de 6,5 millions de personnes, les Francophones du Québec représentent ainsi près de 20% de la population canadienne et plus de 80% de la population québécoise.

## EMPLOI

D'ici 2028, près de 1,5 million d'emplois devraient être à pourvoir dans cette province canadienne d'après les projections d'Emploi-Québec, organisme qui dépend du gouvernement québécois. Une chose est sûre, nombreux sont celles et ceux qui ont rêvé, rêvent et rêveront d'immigrer dans la Belle Province pour y faire carrière. Toutefois, nous sommes ici en Amérique du Nord et, comme dans les autres provinces canadiennes, c'est le modèle anglo-saxon qui prédomine. Autrement dit, le marché du travail québécois se distingue par sa flexibilité, avec des opportunités pour trouver un emploi, mais sans la sécurité de celui-ci telle qu'on peut l'envisager en France.

Le nouvel arrivant aura souvent l'occasion de commencer par des «petits jobs», un préalable qui participe de cette fameuse «expérience québécoise» et qui rassurera votre futur employeur, celui qui vous proposera ensuite le job de vos rêves. Aujourd'hui comme hier, les opportunités d'emploi demeurent réelles. Mais ne nous y trompons pas, le Québec recherche avant tout des profils précis et bien formés professionnellement. Il est délicat de définir de manière globale les professions en recherche de compétences au Québec. Les besoins ne sont pas les mêmes dans la région de Montréal, celle de Capitale-Nationale (qui comprend la ville de Québec), ou encore dans celle du Nord-du-Québec ou de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Pour les salariés, reste la question du permis de travail dont l'obtention nécessite d'avoir trouvé un emploi avant son départ. C'est à son futur employeur d'en faire la demande, ce dernier devant prouver qu'aucun travailleur canadien n'est en mesure de remplir le poste. Pour un emploi au Québec, il est nécessaire d'obtenir un Certificat d'acceptation du Québec, délivré par les autorités provinciales. Pour autant, il existe des solutions alternatives, notamment pour les plus jeunes qui envisagent d'abord de passer par des séjours temporaires.

## CRÉATION D'ENTREPRISE

Le programme d'immigration pour les gens d'affaires est la voie privilégiée pour concrétiser un projet entrepreneurial au Québec. Plus précisément, il s'agit de trois programmes destinés à celles et ceux qui sont déjà dotés d'une expérience en tant qu'entrepreneur, travailleur autonome ou investisseur (*toutefois, ce dernier programme est actuellement suspendu, en attente de refonte*).

D'une manière générale, tous les candidats au programme «gens d'affaires» doivent démontrer qu'ils ont les moyens de s'établir économiquement dans la province, avec l'intention de s'y installer.

*Pour en savoir plus :*  
[www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/](http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/)

## IMMIGRATION

Point très important, le Québec définit ses propres critères d'immigration. Aussi, le Bureau d'immigration du Québec ([www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/accueil.html](http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/accueil.html)) est le plus indiqué pour obtenir des renseignements sur sa future immigration, plutôt que les organismes fédéraux. Il existe plusieurs possibilités pour s'installer au Québec, que ce soit à titre temporaire ou à plus long terme :

• **Résident temporaire :** Il y a différentes manières d'obtenir ce statut. Citons notamment le Permis-Vacances-Travail (PVT). Pour les Français, il concerne les jeunes âgés de 18 à 35 ans. Il permet de vivre et de travailler pendant deux ans sur tout le territoire canadien. Important: le Canada impose des quotas (variables selon les nationalités) et il est nécessaire d'avoir des économies pour subvenir à ses besoins en début de séjour (au minimum 2 500 \$CA ou son équivalent dans une autre devise). Le Volontariat en entreprise (V.I.E) est une autre option intéressante. Il permet, sous certaines conditions, d'exercer une mission (scientifique, technique, commercial, humanitaire...) dans une entreprise française à l'étranger. Il faut avoir entre 18 et 28 ans pour s'inscrire. Autre solution avec le programme Mobilité des jeunes

travailleurs. Il permet aux jeunes entre 18 et 35 ans d'occuper un CDD de six mois à douze mois au Québec. Ce programme bénéficie d'un accord de mobilité spécifique France-Québec, accordé exclusivement par l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ).

• **Le programme régulier des travailleurs qualifiés du Québec (PRTQ) :** Ce programme constitue le plus important volet de l'immigration économique du Québec. La sélection se fait à partir d'une grille constituée de facteurs et de critères auxquels un pointage est associé. Les critères pris en compte sont le niveau et le domaine de formation, l'expérience professionnelle, l'âge, les connaissances en français et en anglais, les précédents séjours au Québec, les liens de parenté avec un citoyen canadien ou un résident permanent au Québec, la possession d'une offre d'emploi permanent validée par le ministère québécois, les caractéristiques liées au conjoint, le nombre d'enfants et la capacité d'autonomie financière.

• **Le Programme de l'expérience québécoise (PEQ) :** Il s'adresse en particulier aux étudiants étrangers qui ont obtenu un diplôme admissible d'un établissement universitaire du Québec et aux travailleurs qualifiés avec une expérience de travail au Québec. Depuis le 26 janvier 2021, les candidats au PEQ doivent présenter leur demande de sélection permanente, transmettre les documents à l'appui de leur demande et payer les droits exigibles exclusivement via le système électronique Arrima.

• **Le portail Arrima :** Toutes les personnes qui souhaitent immigrer au Québec dans le cadre du Programme régulier des travailleurs qualifiés (PRTQ), du Programme des étudiants étrangers (transmission des documents seulement), du Programme de l'expérience québécoise (PEQ) doivent obligatoirement passer par ce portail Arrima. L'accès à cette plateforme est entièrement gratuit.

*Pour en savoir plus :*  
[www.quebec.ca/immigration/services-en-ligne](http://www.quebec.ca/immigration/services-en-ligne)





Québec  
métiers d'avenir

# LA FORMATION PROFESSIONNELLE : VOTRE PASSEPORT POUR LE QUÉBEC

**Vous souhaitez changer de métier, acquérir de nouvelles compétences ? Le Québec vous ouvre ses portes !**

Québec métiers d'avenir est un service d'accompagnement clé en main d'élèves internationaux créé par Éducation internationale<sup>1</sup>, la représentante officielle des centres de formation professionnelle du Québec. Chaque année, nous accompagnons des centaines de personnes de tout âge et de tous horizons qui souhaitent étudier en formation professionnelle et vivre une expérience unique au Québec. Que vous soyez seul-e, en couple ou en famille, nos conseiller-ère-s sont en mesure de vous accompagner à chaque étape de votre projet : le choix de la formation, la région d'études, l'inscription, les démarches d'immigration, la préparation de l'arrivée, etc.

## Plus de 100 formations professionnelles

Québec métiers d'avenir propose plus de **100 formations professionnelles**, dispensées dans **95 centres de formation** à travers tout le Québec. Ces formations de **courte durée** offrent de très bonnes perspectives d'emploi et des salaires intéressants dans des secteurs en forte demande,

dont le bâtiment, l'industrie, l'alimentation, la santé et le tourisme. Elles sont accessibles à toutes personnes âgées de 17 ans et plus, sans limite d'âge. Ces formations s'adressent à tous types de public: jeunes adultes en réorientation à la suite d'études supérieures, personnes en recherche de compétences additionnelles, adultes en réorientation de carrière, en poste ou en recherche d'emploi, etc.

## Les avantages de la formation professionnelle au Québec

D'une durée de 9 mois à 2 ans, ces formations offrent de nombreux avantages aux élèves internationaux: exemption des droits de scolarité pour les Français-e-s, accès à un permis de travail pendant et après les études, possibilité de venir avec des membres de la famille, formations en entrée continue ou en entrée régulière, permis de travail pour le ou la conjoint-e, école gratuite pour les enfants de 5 à 16 ans et bien plus encore.

**Aller plus loin :**  
[www.quebecmetiersdavenir.com](http://www.quebecmetiersdavenir.com)

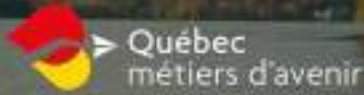
## LE TÉMOIGNAGE DE FLEUR LEMOINE, DIPLÔMÉE DE LA FORMATION EN SANTÉ, ASSISTANCE ET SOINS INFIRMIERS

Fleur Lemoine est infirmière auxiliaire. Pour cette Française de 26 ans, la formation professionnelle a été une porte d'entrée pour le Québec, et vers un emploi essentiel, gratifiant et payant. C'est par le service de Québec métiers d'avenir (QMA) que le souhait de Fleur, d'immigrer au Québec, s'est réalisé : « Les conseiller-ère-s de QMA m'ont rassurée et guidée pendant la période de préparation et d'organisation de mon projet d'études. Ils m'ont aussi fait part de nombreux conseils. » La jeune femme s'est inscrite au Centre de formation professionnelle des métiers de la santé, situé à Kirkland sur l'île de Montréal, l'un des nombreux centres offrant la formation en soins infirmiers au Québec. « Le système éducatif est génial ici ! Il n'y a pas de hiérarchie entre l'enseignant-e et l'élève, mais plutôt une saine communication, de l'entraide et un accompagnement constant. Les enseignant-e-s s'investissent pour notre réussite. » Pour elle, il ne fait pas de doute que son aventure en vaut la peine :

**« Partir étudier pour l'étranger, c'est apprendre à vivre seule, à apprivoiser la solitude et s'autosuffire. Pour moi, cela a été l'occasion de me confronter à ma peur de l'abandon et à me dépasser, à grandir ! »**

*La réalisation de ce témoignage est le fruit d'une collaboration entre Compétences Québec et Québec métiers d'avenir. Ce portrait fait partie de la série Diversité FPT, une initiative soutenue par la Fondation RBC et réalisée par Compétences Québec. Cette série vise à proposer une diversité des points de vue sur la formation professionnelle et technique et les métiers spécialisés au Québec.*

## APPRENDRE UN MÉTIER DÉCOUVRIR LE QUÉBEC



“

Québec métiers d'avenir m'a guidé pas à pas pour bien faire les choses, dans le bon ordre. Ce sont aussi eux qui m'ont mis en relation avec les écoles et les bons répondants, ce qui peut être compliqué lorsqu'on essaie de communiquer de l'étranger.

”

**Gaétan Receveur, 29 ans, étudiant en soutien informatique, Centre de formation professionnelle Léonard-De-Vinci, Verdun**

“

En cherchant un métier qui relie mes intérêts, j'ai découvert une formation qui était offerte au Québec, ainsi que Québec métiers d'avenir. Cet organisme aide les personnes comme moi à venir étudier au Canada. Mon conjoint, militaire à la retraite et chauffeur de poids lourd, était prêt à me suivre dans cette aventure, alors nous nous sommes lancés.

”

**Nathalie Boujard, 36 ans, étudiante en conduite des procédés de traitement de l'eau, Centre de formation professionnelle Paul-Gérin Lajoie, Vaudreuil - Dorion**



“

Nous avons une belle qualité de vie, et les enfants ont accès à des opportunités qu'ils n'auraient pas eues en France. Je suis fière d'avoir réussi ma réorientation ainsi que d'avoir offert à mes enfants cet avenir. Aucun membre de la famille ne le regrette.

”

**Stéphanie Cliché, 44 ans, diplômée adjointe administrative, Centre de formation professionnelle de Memphrémagog, Magog**

### VENEZ NOUS RENCONTRER !

**Vous souhaitez en savoir davantage sur notre offre de plus de 80 formations et nos services ?**

- Participez en ligne à l'une de nos **séances d'information mensuelles**
- Pour vous inscrire, ou pour toute autre information, visitez notre site web [quebecmetiersdavenir.com](http://quebecmetiersdavenir.com) ou **scannez le Code QR.**







# Montréal

La région métropolitaine de Montréal est particulièrement dynamique, urbanisée et très cosmopolite. Elle accueille plus de la moitié de la population du Québec et 23% d'entre elle est née à l'extérieur du Canada. C'est aussi un pôle économique, scientifique et technologique de premier plan en Amérique du Nord.

Un mélange de charme européen et d'effervescence nord-américaine... Avec ses festivals, ses musées, salles de spectacles, studios de cinéma et de jeux vidéo, Montréal regorge de créativité. C'est aussi un pôle important de la culture francophone. La métropole est connue pour sa douceur de vivre en été, avec ses nombreux parcs dont le Mont-Royal, et pour la qualité de ses infrastructures et activités qui permettent de profiter pleinement des hivers québécois (d'aucuns diront de les supporter !). Le Grand Montréal compte 82 municipalités locales dont les villes de Montréal, de Laval et de Longueuil, ainsi que les villes des banlieues de la Rive-Sud et de la Rive-Nord. Son agence de promotion économique,

Montréal International, donne accès à de très larges informations sur la métropole. Elle accueille et guide les investisseurs, les organisations internationales, les travailleurs et les étudiants du monde entier. Il s'agit-là d'une ressource incontournable. Autre point appréciable, la métropole fait partie de ces rares grandes villes où le coût de la vie demeure encore abordable. Montréal a aussi beaucoup à offrir aux familles qui s'y installent avec des aménagements adaptés à leur intention. Néanmoins, comme partout ailleurs, les démarches liées à une nouvelle domiciliation peuvent être nombreuses : le logement, l'école pour les enfants, l'emploi, l'obtention d'un permis de conduire, d'un numéro d'assurance sociale, de la carte

d'assurance-maladie, l'inscription auprès d'un médecin de famille, etc. La clé du succès, c'est de s'informer !

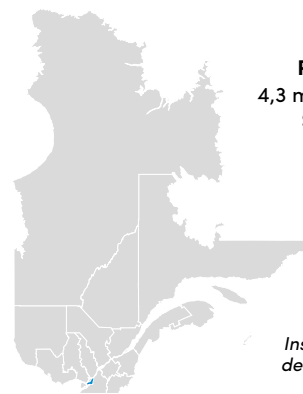
## ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

La vigueur économique du Grand Montréal s'incarne dans bon nombre de secteurs d'activité. C'est le cas notamment de l'industrie du jeu vidéo qui connaît une croissance exponentielle. Montréal fait partie des cinq plus grands centres mondiaux de production avec la présence d'entreprises de grande renommée telles qu'Ubisoft, EA, Gameloft, Eidos-Montréal, WB Games, 2K... Les poids lourds de l'industrie des effets visuels y sont aussi bien présents, avec un

écosystème qui englobe la création de solutions techniques et l'animation au sein de 35 studios de production et postproduction. Montréal est aussi un acteur de premier plan dans le domaine de l'intelligence artificielle. Des géants tels que Google, IBM, Microsoft, DeepMind et Facebook Research ont choisi Montréal pour y implanter des centres de recherche ou d'innovation. Ces groupes peuvent, entre autres, s'appuyer sur un maillage de plus de 600 chercheurs et étudiants en maîtrise, doctorat et postdoctorat au Mila, le plus grand laboratoire de recherche universitaire au monde en apprentissage profond. Globalement, les programmes spécialisés proposés par les universités du Grand Montréal sont parmi les plus convoités au monde. Parmi les autres secteurs porteurs dans le Grand Montréal, on retrouve l'aérospatiale. Ce domaine d'activité est porté par la présence de géants internationaux tels que Bombardier, Bell Helicopter Textron, CAE, ou encore Pratt & Whitney. Illustration de son poids économique, on estime qu'une personne sur cinquante travaille dans ce secteur dans la communauté métropolitaine. Les sciences de la vie et technologies de la santé ne sont pas en reste. La métropole possède des forces complémentaires dans les domaines de la biopharmaceutique, du diagnostic, des appareils médicaux, des technologies de la santé et de l'intelligence artificielle. Une telle synergie favorise les collaborations d'affaires et de recherche.

## PERSPECTIVES D'EMPLOI

L'activité économique de la région de Montréal représente plus du tiers du volume d'ensemble de la province du Québec, avec une part prépondérante (plus de 80%) consacrée aux services. Les secteurs précédemment cités offrent de belles opportunités aux travailleurs et étudiants francophones, auxquels on peut aisément ajouter ceux de la santé et des services sociaux, ou encore les professions en lien avec le domaine de l'éducation. D'autres secteurs sont pourvoyeurs d'emplois, comme les sciences de la vie et les technologies de la santé (dont la biopharmaceutique, les appareils médicaux et toutes les technologies de la santé), les technologies propres ou encore la finance. Par ailleurs, la



### REPÈRES

**Population :**  
4,3 millions hab.

**Superficie :**  
4 360 km<sup>2</sup>

Sources :  
Institut national  
de la statistique  
du Québec.

région est un carrefour du transport des marchandises et des exportations québécoises, avec près des deux tiers des entreprises exportatrices. Dans un secteur proche de celui des transports, le domaine de la logistique est aussi régulièrement en demande de compétences et en pleine expansion. Des emplois sont aussi à pourvoir dans l'industrie chimique, textile et agroalimentaire. De nombreux guides professionnels sont disponibles sur place, et divers organismes communautaires offrent gratuitement des services d'accès à l'emploi. C'est le cas du site web de Talent Montréal (<https://talentmontreal.com>) qui propose des informations sur la vie et le travail à Montréal. Par ailleurs, son service de recrutement permet aux travailleurs internationaux de postuler à partir de leur pays pour des emplois au sein du Grand Montréal. De son côté, Montréal International (<https://www.montrealinternational.com/fr/>) propose des séances d'information virtuelles sur le marché de l'emploi local, et accompagne les entreprises montréalaises au niveau des procédures d'immigration de leurs recrues internationales.

## ENTREPRENEURIAT

La création d'entreprise est fortement encouragée par le gouvernement québécois. Cet objectif est soutenu par différents partenaires, comme l'agence de développement économique régionale Québec International (QI) qui contribue au rayonnement international des régions de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches. Organisme sans but lucratif dont le financement est public (paliers

fédéral, provincial et municipal) et privé, sa clientèle se compose notamment d'entreprises québécoises et étrangères qui souhaitent s'implanter au Québec. D'autre part, dix pôles de compétitivité (appelés localement « grappes industrielles ») ont été définis, soutenus par des investissements conjoints du gouvernement du Québec, du gouvernement du Canada et du secteur privé. L'objectif : faire grimper, d'ici 2030, le Grand Montréal parmi les dix régions métropolitaines d'Amérique du Nord affichant la plus grande croissance du PIB par habitant. Parmi leurs avantages, ces grappes industrielles facilitent les interactions et les complémentarités entre les entreprises qui les composent, notamment au niveau des start-up. On peut ainsi relever le rôle de Bonjour Start-up Montréal, organisme à but non lucratif dont la mission est d'accélérer la création, la croissance et le rayonnement des start-up de Montréal. Plusieurs d'entre elles, fondées à Montréal, ont connu une croissance impressionnante depuis ces dernières années.

## ENVIRONNEMENT ÉTUDIANT

Montréal s'est illustré au classement QS Best Student Cities 2019. La région métropolitaine occupant le premier rang des meilleures villes étudiantes des Amériques et la deuxième place dans le monde pour l'expérience étudiante. Les étudiants choisissent Montréal pour bénéficier de programmes uniques au monde, d'une opportunité d'étudier en français et en anglais, mais aussi pour profiter du dynamisme culturel de la ville et de son marché du travail porteur. Dans la métropole, on compte plus de 50 000 étudiants internationaux dans les 11 universités, 60 collèges d'enseignement général et professionnel (Cégep) et 50 centres de formation professionnelle. Environ le quart d'entre eux sont des Français. Avec le plus grand bassin de chercheurs universitaires, le pôle de recherche du Grand Montréal est l'un des plus financés au Canada.



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :  
[WWW.FRANCAISALETRANGER.FR](http://WWW.FRANCAISALETRANGER.FR)  
MOT CLÉ : MONTRÉAL





## Capitale-Nationale

Cette région est le pôle administratif du Québec. Elle associe patrimoine historique, vie culturelle, attraits touristiques et dynamisme économique, particulièrement dans le secteur tertiaire.

Deuxième pôle d'attraction des immigrants au Québec, la ville de Québec offre une réelle qualité de vie. Au plan touristique, elle est la seule en Amérique du Nord dont les fortifications – joyau du patrimoine mondial de l'Unesco – sont encore pratiquement toutes intactes. En leur sein se trouvent notamment le superbe château Frontenac et le parc des Champs-de-Bataille, lieu de mémoire des épisodes militaires marquants de l'histoire de l'Amérique. Non loin du centre-ville de Québec, la chute Montmorency et ses 86 mètres de hauteur, à l'embouchure de la rivière éponyme et partagée administrativement entre la ville de Québec et la commune de Boischatel, fait aussi partie des visites incontournables. La plus grande partie du territoire

de la Capitale-Nationale est forestière. À une centaine de kilomètres de la capitale provinciale, la sous-région de Charlevoix, au relief impressionnant entre fleuve et montagne, illustre la beauté de la nature environnante.

### ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

L'agroalimentaire occupe une part importante de l'activité économique régionale, ceci à tous les niveaux de la chaîne : production, transformation, jusqu'aux lieux de vente. La politique régionale vise d'ailleurs à la remise en production des terres agricoles inexploitées, au développement des marchés, au soutien à l'entrepreneuriat et à l'emploi dans ce secteur. Les hautes technologies présentent un

potentiel de croissance très important, la région se distinguant dans plusieurs secteurs de pointe, notamment les techniques biomédicales, l'optique-photonique, la géomatique et, d'une manière plus générale, les technologies de l'information et de la communication. Par ailleurs, la région de la Capitale-Nationale présente des disparités dans l'accès au numérique (internet et réseau cellulaire). Par conséquent, cette activité présente une importante marge de développement.

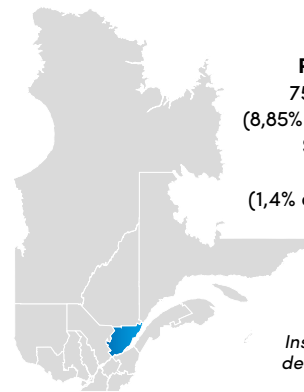
L'activité forestière fait également l'objet de projets de valorisation, particulièrement dans le domaine de la biomasse, largement disponible compte tenu des superficies disponibles. Le tourisme, ancré dans les propositions de découverte de la

nature et une offre culturelle très diversifiée, est un autre axe important de l'activité régionale. C'est le cas également au niveau des transports, notamment publics, compte tenu de l'évolution démographique attendue et de la concentration des services dans les pôles urbains.

## PERSPECTIVES D'EMPLOI

L'attractivité de cette région sur ce plan est considérable, avec un taux de chômage sous la barre des 3,5% à l'été 2022, soit une situation de plein-emploi. Un état de fait qui devrait perdurer, même si les incertitudes géopolitiques actuelles, avec notamment les conséquences du conflit en Ukraine, inclinent à la prudence en termes de prévisions. Par ailleurs, il est bon de rappeler que cet accès à l'emploi en tant qu'immigrant, dans cette région comme dans l'ensemble de la province, suppose un bon niveau de qualification, universitaire, et plus encore, professionnel.

Le manque de main-d'œuvre concerne un nombre croissant d'entreprises. En cause, la conjonction de la baisse de la population active, le vieillissement de la population et le dynamisme économique de ces dernières années. Les emplois à pourvoir se trouvent dans de multiples domaines, mais certains secteurs présentent un potentiel évident. C'est le cas de l'agroalimentaire, du bioalimentaire, de l'hébergement et de la restauration, du commerce de gros et de détail, des technologies liées à la problématique du développement durable, mais aussi des soins de santé et de l'assistance sociale compte tenu du vieillissement de la population. Par ailleurs, le secteur des assurances et des services financiers connaît un essor particulier dans la ville de Québec qui accueille quelque dix sièges sociaux de sociétés pour un ensemble de 17 000 postes. Il en va de même pour les différents segments d'emploi qui constituent le secteur des technologies de l'information et de la communication. L'électronique occupe aussi une part importante, avec quelque 540 entreprises présentes, à la source de 19 500 emplois. Des compétences dans le service à la clientèle et les métiers de la montagne sont aussi recherchés, boostés notamment par le dévelop-



pement du massif de Charlevoix, un projet récréotouristique majeur. Très active en recherche et développement, la région de la Capitale-Nationale compte de nombreux centres de recherche qui emploient du personnel spécialisé dans les hautes technologies telles les techniques biomédicales, l'optique-photonique, la géomatique et les technologies de l'information.

## ENTREPRENEURIAT

Les raisons sont nombreuses pour concevoir ou investir dans un projet entrepreneurial dans cette région. D'une part, l'emplacement géographique de la province offre une proximité avec les marchés porteurs d'Amérique du Nord. Ajoutons les infrastructures de transports de qualité, une main-d'œuvre locale très qualifiée, la souplesse administrative et une fiscalité qui fait partie des plus intéressantes en Amérique du Nord. Quelle que soit la pertinence du projet porté et après avoir vérifié ses possibilités de réalisation, il est important de noter que le gouvernement du Québec a défini des créneaux d'excellence pour chaque région de la province. En ce qui concerne la région de la Capitale-Nationale, ils sont au nombre de quatre.

En pleine croissance, le créneau « Aliments Santé » vise à développer les offres alimentaires les plus respectueuses de la santé humaine, dans un contexte où l'industrie bioalimentaire génère près de 9% des emplois de l'ensemble du secteur agroalimentaire québécois. Le créneau « Québec BVI » regroupe quant à lui les acteurs du domaine du bâtiment vert et intelligent (concepteurs, manufacturiers...) autour d'un objectif com-

mun : imaginer et façonner le futur de l'industrie du bâtiment. Troisième créneau, « Québec Epix » est un grand regroupement d'entreprises et d'acteurs technocratifs en jeu vidéo, en animation et en expériences immersives de la région de Québec. Enfin, « Québec Vitae » est un regroupement voué à l'essor et à la croissance de l'écosystème des sciences de la vie et des technologies de la santé (SVTS) de la région de Québec.

## ENVIRONNEMENT ÉTUDIANT

La région de la Capitale-Nationale compte quatre universités. L'Université Laval, à la réputation internationale, accueille 48 000 étudiants et plus de 1000 professeurs répartis dans 17 facultés. Elle propose 500 programmes tous cycles confondus, 6 formules d'enseignement flexibles, plus de 1 000 cours à distance, mais aussi une importante offre de formation continue.

L'Université TÉLUQ a la particularité d'être une université d'enseignement à distance affiliée au réseau de l'Université du Québec. Elle propose des cursus du premier au troisième cycle et comprend quatre départements : sciences de l'administration ; éducation ; sciences et technologies ; sciences humaines, lettres et communication.

L'Institut national de la recherche scientifique (INRS) accueille quant à lui environ 700 étudiants par an, dont 60% sont internationaux. Il offre des programmes multidisciplinaires de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles visant à former la relève scientifique dans des secteurs stratégiques comme les sciences de l'eau, de la terre, de la santé, des matériaux ou encore dans les télécommunications.

L'École nationale d'administration publique (Enap) offre des programmes d'études en 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles en administration publique. Elle accueille plus de 1 700 étudiants et forme les futurs hauts fonctionnaires au Québec et au Canada : gestion municipale et régionale, diplomatie, administration publique, gestion de la santé et des services sociaux, etc.



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :  
[WWW.FRANCAISALETRANGER.FR](http://WWW.FRANCAISALETRANGER.FR)  
MOT CLÉ : CAPITALE-NATIONALE





Laval

© Mirena Costina

## Laval

C'est l'une des régions du Québec où les créations d'entreprises sont les plus nombreuses. Laval fait partie de la Communauté métropolitaine de Montréal (avec Longueuil et les banlieues de la Rive-Sud et de la Rive-Nord).

Née en 1965 de la fusion de 14 communes, la ville de Laval est très attachée à sa qualité de vie et de nombreux facteurs concourent à cette ambition, notamment le sentiment de sécurité qui y règne ainsi qu'un bon équilibre entre les espaces verts, commerciaux et les quartiers résidentiels. La ville, dont près du quart de la population est issu de l'immigration, dispose en outre d'excellentes infrastructures en termes d'éducation, de loisirs, de transport et de santé. Au-delà de la seule ville de Laval, la région administrative présente une vaste zone agricole qui constitue 30% du territoire, dont 10% est consacrée à l'horticulture.

### ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

La présence de la région administrative de Laval au sein de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) lui confère une place de choix au cœur de l'activité économique du Québec. La CMM a défini dix « grappes métropolitaines » qui regroupent des entreprises ou institutions qui évoluent dans des secteurs très porteurs. Elles concernent les secteurs de l'aérospatial, de l'aluminium, du cinéma et de la télévision, de la logistique et du transport, de la mode, des sciences de la vie, des services financiers, des

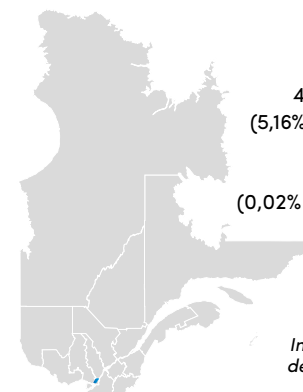
technologies de l'information (TIC), des technologies propres, et enfin des transports électriques et intelligents.

### PERSPECTIVES D'EMPLOI

Dans le primaire, la production horticole occupe une place importante. La région est d'ailleurs reconnue comme le berceau de la production florale en serre au Québec. Le secteur secondaire est dynamisé par son secteur manufacturier, notamment dans la transformation alimentaire, la fabrication de produits métalliques pour l'industrie aérospatiale et globalement les professions en lien avec la biotechnologie. L'activité est aussi importante dans le secteur de la construction résidentielle. Mais c'est bien le secteur tertiaire qui recèle la majorité des opportunités d'emploi : soins de santé et assistance sociale, laboratoires pharmaceutiques, finance, assurance, comptabilité-gestion, immobilier, hébergement et services de restauration.

### ENTREPRENEURIAT

Si vous avez un projet entrepreneurial dans un domaine innovant tel que l'intelligence artificielle, les jeux vidéo, les sciences de la vie, la cybersécurité, les « deep tech » ou encore les FinTech, votre interlocuteur idéal est Montréal



International, l'agence de promotion économique qui, depuis plus de vingt ans, est impliquée dans le rayonnement international du Grand Montréal dont fait partie la région de Laval. Incontournable également, Bonjour Start-up Montréal, organisme à but non lucratif dont la mission est d'accélérer la création, la croissance et le rayonnement des start-up dans le Grand Montréal. Pour un projet dans le domaine scientifique, il convient de se rapprocher de la Cité de la Biotech de Laval, un pôle de biotechnologie et de sciences de la vie. Par ailleurs, le Service du développement économique de la Ville de Laval est dédié à la recherche, à l'accueil de nouveaux entrepreneurs et/ou investisseurs.

### ENVIRONNEMENT ÉTUDIANT

Laval dispose de centres universitaires de renom. C'est le cas du campus de l'Université de Montréal qui propose 16 programmes, du certificat au doctorat, dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'intervention psychosociale. Le campus accueille près de 5 000 étudiants. Le Centre Armand-Frappier Santé Biotechnologie (AFSB), qui est l'un des quatre centres de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), est quant à lui dédié essentiellement à la recherche et à la formation en santé humaine, animale et environnementale. Par ailleurs, l'Université du Québec à Montréal (UQAM) compte également un campus à Laval avec des programmes de premier et deuxième cycle dont un MBA en administration des affaires et deux DESS en gestion et marketing.

ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :  
[WWW.FRANCAISALETRANGER.FR](http://WWW.FRANCAISALETRANGER.FR)  
 MOT CLÉ : LAVAL



Texte : Didier Bras



© Pierre LeBlanc

# Montérégie

Depuis ces trente dernières années, la Montérégie présente globalement un taux de chômage inférieur à l'ensemble du Québec. Son marché de l'emploi est soutenu par un secteur secondaire dynamique.

Au sud-ouest du Québec, la Montérégie est un axe d'échanges stratégique en raison de sa proximité avec Montréal à une quarantaine de kilomètres plus au nord, sa frontière avec la province canadienne de l'Ontario à l'ouest et celle des États-Unis (États de New York et du Vermont) au sud. Elle est rattachée par une partie de son territoire (la Rive-Sud) à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). La Montérégie présente plusieurs zones urbanisées, avec une quinzaine de villes de plus de 25 000 habitants, dont la plus importante, Longueuil et ses près de 250 000 habitants. Mais c'est aussi la région la plus agricole du Québec, ses surfaces cultivées représentant le quart des espaces agricoles de l'ensemble de la province.

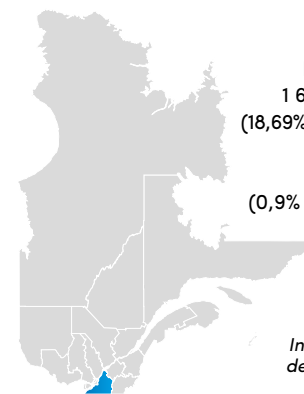
## ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

La Montérégie fait partie des régions concernées par le créneau d'excellence en technologies propres (CETP). Celui-ci vise à promouvoir toutes les initiatives créatrices d'une nouvelle économie verte dans une multiplicité de filières (air, eau, efficacité énergétique, énergies renouvelables, matières résiduelles, gestion environnementale, etc.). Le pôle textile fait aussi l'objet d'une attention particulière,

précisément le secteur des Matériaux souples avancés (textiles à usage technique, géosynthétiques, membranes et autres matériaux souples à valeur ajoutée). Autre créneau d'excellence avec le pôle Transformation métallique qui va de la première transformation du métal jusqu'à la production de produits finis. Enfin, le créneau d'excellence TransformAction est lié au secteur bioalimentaire.

## PERSPECTIVES D'EMPLOI

Le bioalimentaire occupe une place très importante, boosté par un nombre important d'entreprises de production agricole et de transformation alimentaire. La Montérégie compte aussi de nombreux établissements manufacturiers (alimentation, fabrication de matériel de transport, etc.), d'autres spécialisés en logistique, et peut se targuer d'être un pôle technologique très important au Québec. Ces activités de pointe se déclinent notamment à travers les micro et nanotechnologies pour l'électronique, mais aussi la présence d'entreprises d'envergure mondiale, particulièrement dans les domaines du transport aérospatial et terrestre. Cette expertise de recherche en haute technologie se retrouve également dans les secteurs de l'énergie et des métaux.



### REPÈRES

**Population :**

1 603 232 hab.

(18,69% du Québec)

**Superficie :**

11 112 km<sup>2</sup>

(0,9% du Québec)

Sources :  
Institut national  
de la statistique  
du Québec.

## ENTREPRENEURIAT

La question de la relève entrepreneuriale se pose dans bon nombre de régions du Québec et la Montérégie n'échappe pas à cette règle. Parmi les organismes dédiés au soutien à l'entrepreneuriat, le Centre d'aide aux entreprises de la Rive-Sud (CAE), organisme à but non lucratif, transmet des informations précieuses, avec notamment des cercles d'entraide qui offrent des accompagnements personnalisés et des informations sur les financements. Le Fonds d'emprunt Montérégie est quant à lui davantage spécialisé dans l'accès au microcrédit.

## ENVIRONNEMENT ÉTUDIANT

La Montérégie compte cinq collèges d'enseignement général et professionnel qui proposent des programmes d'études collégiales pré-universitaires et techniques. La ville de Saint-Hyacinthe accueille aussi un campus de l'Institut de technologie agroalimentaire (ITA). Par ailleurs, Longueuil compte le campus de l'Université de Montréal qui propose des programmes principalement en droit, sciences de la santé et sciences sociales. Longueuil accueille aussi un campus de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). L'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) dispose de centres universitaires (services de formations continues et hors campus) en Montérégie, à Longueuil, Salaberry-de-Valleyfield, Sorel-Tracy et Saint-Hyacinthe. Et enfin, l'université de Sherbrooke dispose aussi d'un campus à Longueuil, avec une offre de plus de 120 programmes.



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :  
[WWW.FRANCAISALETRANGER.FR](http://WWW.FRANCAISALETRANGER.FR)  
MOT CLÉ : MONTÉRÉGIE





Rouyn-Noranda

© Joël Bourgon

## Abitibi-Témiscamingue

Cette région est très peu peuplée en dépit d'une légère augmentation de sa population depuis les dix dernières années. L'économie de l'Abitibi-Témiscamingue est portée par ses abondantes ressources naturelles, mais son secteur minier connaît des pénuries de main-d'œuvre.

À l'ouest du Québec, à la frontière de l'Ontario, l'Abitibi-Témiscamingue est réputée pour ses forêts et ses quelque 20 000 lacs. C'est une région qui reste encore plutôt méconnue et qui accueille peu d'immigrants. Très majoritairement francophone, la région fut annexée au Québec en 1898. Le territoire s'est ouvert tardivement à l'immigration, au début du XX<sup>e</sup> siècle. Son économie est essentiellement tournée vers l'exploitation des ressources naturelles – forêts, mines (la région est la première productrice d'or du Québec) – ainsi que sur l'agriculture et les élevages bovins.

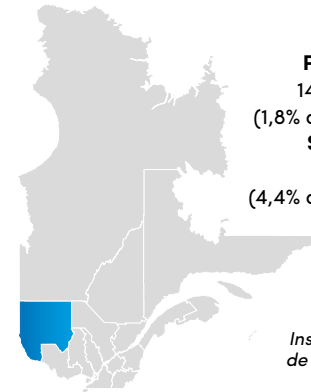
### ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

La région se distingue par la richesse de ses ressources naturelles. C'est le cas notamment avec son potentiel forestier et toutes les activités corrélées à la transformation de cette richesse. Ce secteur forestier et de traitement du bois est très présent dans les municipalités régionales de comté (MRC) d'Abitibi, d'Abitibi-Ouest et de Témiscamingue. Les ressources minières sont aussi très importantes, particulièrement dans la municipalité régionale de comté de la Vallée-de-l'Or et sur le territoire de la ville de Rouyn-Noranda. Ce créneau d'excellence repose sur les importants gisements de cuivre, de

zinc, de nickel et d'or. La région est aussi attractive au niveau de ses services d'enseignement et de recherche, et des services de génie. Les entrepreneurs en construction, et d'une manière plus large ceux du secteur de la fabrication industrielle (métallique, plastique, etc.), bénéficient d'une reconnaissance internationale.

### PERSPECTIVES D'EMPLOI

L'Abitibi-Témiscamingue connaît une pénurie de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs d'activité, notamment dans l'industrie minière. La transformation des matières premières est une importante source d'emplois. Au sein du créneau d'excellence des techno-minessouterraines, le groupe Misa est un grand fleuron régional, provincial, et même national. La région accueille aussi la seule fonderie de cuivre au Canada. Il s'agit de la fonderie Horne, qui est encore aujourd'hui le plus grand producteur de cuivre et de métaux précieux en Amérique du Nord. Les entreprises de bois de sciage, des pâtes et papiers et de la fabrication de produits en bois sont très actives sur les marchés de l'Amérique du Nord. Pour autant, la part du tertiaire gagne en importance : les métiers de la santé et de l'éducation représentent environ 70% des emplois.



### ENTREPRENEURIAT

Les idées neuves sont ici les bienvenues, notamment dans le secteur du numérique et des technologies de communication. Si l'exploitation des ressources naturelles occupe une part importante dans l'économie régionale, l'objectif consiste aussi à développer la deuxième et troisième transformation de ces matières premières en complément de leur pure exploitation. Dans sa note stratégique 2018-2022, le gouvernement provincial insistait sur la nécessité de diversifier l'économie régionale avec l'apport de nouvelles entreprises ou organisations liées soit à la sphère culturelle, à l'environnement ou aux nouvelles technologies.

### ENVIRONNEMENT ÉTUDIANT

La région de l'Abitibi-Témiscamingue compte un très vaste réseau d'enseignement professionnel, collégial et universitaire. Les activités liées à la recherche (avec 10 chaires et réparties dans 11 domaines), lui confèrent une réelle expertise. L'université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) est un établissement de renom qui comprend un campus dans chacune des plus grandes villes de la région – Rouyn-Noranda, Val-d'Or, Amos, Mont-Laurier... Elle dispense des savoirs dans de très nombreuses disciplines : agriculture, ingénierie, éducation, santé, gestion, études autochtones, création et nouveaux médias, développement humain et social, forêts, mines et eaux souterraines...



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :  
[WWW.FRANCAISALETRANGER.FR](http://WWW.FRANCAISALETRANGER.FR)  
 MOT CLÉ : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE



Texte : Didier Bras



Rimouski

© KewVidar / Shutterstock.com

# Bas-Saint-Laurent

Agricole et forestier, le Bas-Saint-Laurent est parcouru par la chaîne des Appalaches. La région peut compter sur un réseau de petites et moyennes entreprises aux activités diversifiées.

La région du Bas-Saint-Laurent longe la rive sud de l'estuaire du fleuve éponyme. Le Bas-Saint-Laurent est réputé pour ses lacs, ses parcs naturels et ses couchers de soleil, autant d'atouts qui entretiennent son succès touristique. La région bénéficie d'une position géographique stratégique, avec la proximité de la mer, des services culturels et administratifs de qualité ainsi que des ressources humaines compétentes.

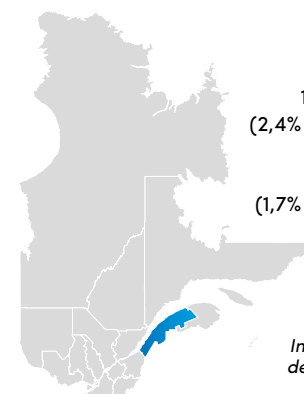
## ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Initié à l'automne 2020, le créneau d'excellence acéricole est intimement associé à l'identité et à la culture québécoise puisqu'il s'agit de la culture et de l'exploitation de l'érable à sucre. Il vise à soutenir les entreprises de ce secteur en favorisant la recherche et le développement, les différents leviers d'exportation, l'innovation, la communication... Le créneau Ressources, sciences et technologies marines (RSTM) repose sur la capture des produits marins, leur transformation, l'aquaculture, ainsi que les biotechnologies et les technologies marines. Par ailleurs, la tourbe est récoltée ici depuis près de quatre-vingt-dix ans. Ce secteur génère quelque 2 000 emplois directs

et indirects dans l'ensemble de la province. Enfin l'écoconstruction est le quatrième créneau d'excellence supporté par le ministère de l'Économie et de l'Innovation québécois, ancré dans les très importantes ressources forestières de la région.

## PERSPECTIVES D'EMPLOI

L'agriculture et l'activité forestière jouent un rôle important dans l'économie locale. Pour autant, la région peut compter sur une économie assez diversifiée, ancrée dans un réseau étoffé de petites et moyennes entreprises. Les secteurs des nouvelles technologies de l'information, des technologies et biotechnologies marines et du traitement de l'eau sont en croissance. Il en va de même pour toutes les activités relatives à la préservation de l'environnement. Le secteur agroalimentaire occupe aussi une place importante. Les services de l'emploi régionaux notent par ailleurs une croissance de l'emploi dans les domaines de l'enseignement, de la santé et des services sociaux, de la finance, des assurances et des services immobiliers. Les activités scientifiques sont aussi florissantes, notamment dans les quatre créneaux d'excellence et dans l'industrie des technologies de l'information.



## REPÈRES

**Population :**  
197 987 hab.  
(2,4% du Québec)  
**Superficie :**  
22 185 km<sup>2</sup>  
(1,7% du Québec)

Sources :  
Institut national  
de la statistique  
du Québec.

## ENTREPRENEURIAT

La transformation numérique et l'automatisation des entreprises peuvent constituer de réelles opportunités entrepreneuriales. Les applications en lien avec l'intelligence artificielle devraient créer de fortes opportunités d'affaires. Le secteur manufacturier offre de son côté plusieurs opportunités de sous-traitance, tout comme les soins et services de santé. La région cherche aussi à soutenir les initiatives relatives à l'économie sociale pour mettre en valeur, entre autres, l'autonomie alimentaire dans une logique de développement territorial durable. L'économie sociale recouvre aussi l'aide aux personnes âgées, les besoins étant criants en la matière compte tenu du vieillissement de la population. Par ailleurs, les sciences et technologies marines sont plus que jamais un secteur clé du développement du Bas-Saint-Laurent.

## ENVIRONNEMENT ÉTUDIANT

Le réseau d'enseignement du Bas-Saint-Laurent est étoffé. Il est composé de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), de quatre Cégep (collèges d'enseignement général et professionnel) situés à Rimouski, Rivière-du-Loup, Matane et La Pocatière, de deux antennes collégiales (Centre Matapédien d'études collégiales et Centre d'études collégiales du Témiscouata) et de deux instituts spécialisés (Institut maritime du Québec à Rimouski et Institut de technologie agroalimentaire à La Pocatière). La région peut également compter sur un important réseau d'instituts scientifiques et centres de recherche.



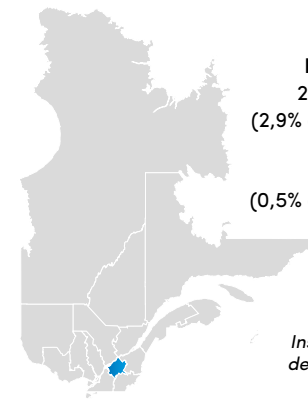
ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :  
[WWW.FRANCAISALETRANGER.FR](http://WWW.FRANCAISALETRANGER.FR)  
MOT CLÉ : BAS-SAINT-LAURENT





Drummondville

© Drummondville / Eric Beaupre



## Centre-du-Québec

La croissance de l'emploi observée dans cette région ces dernières années repose notamment sur son secteur industriel. En outre son implantation géographique, proche de la frontière américaine, favorise les échanges économiques.

La région du Centre-du-Québec est située sur la rive sud du Saint-Laurent, en face de de la ville de Trois-Rivières. À mi-chemin entre la métropole et la capitale, c'est une région administrativement jeune qui n'a été créée qu'en 1997. Sa population, en croissance depuis une dizaine d'années, se concentre surtout à Drummondville et à Victoriaville, municipalité qui a fait l'objet d'importants projets d'aménagements depuis 2016. Ces deux villes accueillent à elles seules environ la moitié de la population régionale, les autres municipalités étant essentiellement rurales. Au titre de l'identité culinaire, Drummondville peut aussi se targuer d'être la ville de naissance de la poutine, la fameuse spécialité québécoise à base de fromage en grains, frites et sauce brune, servie en son lieu fondateur, le restaurant Roy Jucep, depuis 1964 !

### ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Le créneau d'excellence en technologies propres (CETP) vise à promouvoir les initiatives concourant à la réduction de l'empreinte carbone et au déploiement d'une nouvelle économie verte. Le pôle textiles techniques est aussi très prometteur avec un important potentiel d'exportation à l'échelle internationale.

Le créneau d'excellence bois ouvré, qui renvoie à la filière de la transformation du bois et de l'ameublement, est ancré dans un réseau actif de PME. On peut également ajouter le pôle d'excellence québécois en transport terrestre qui concerne quant à lui l'ensemble des régions québécoises.

### PERSPECTIVES D'EMPLOI

Les activités agricoles participent de manière importante aux ressources régionales avec la présence de quelque 900 fermes laitières et des entreprises de production et de transformation alimentaire, mais bon nombre d'emplois – quasiment un emploi sur quatre – se trouvent dans le secteur manufacturier. Des opportunités d'emploi existent aussi dans le secteur industriel, notamment sur le site du parc industriel et portuaire de Bécancour, dans la ville éponyme, qui compte une vingtaine d'entreprises évoluant dans les secteurs de l'électrometallurgie et de l'électrochimie et de l'industrie lourde. La production industrielle se décline également via la construction, la fabrication de machines, de produits métalliques, de matériel de transport et du commerce (gros et détail). Le secteur des services est quant à lui tiré par les communications et le tourisme.

### ENTREPRENEURIAT

La région est très impliquée dans les projets de développement durable et de préservation de l'environnement, notamment dans la récupération et le recyclage des matières résiduelles. Le Centre-du-Québec entend aussi développer ses infrastructures de télécommunication, notamment en direction du secteur manufacturier où la robotisation et l'automatisation représentent des enjeux de compétitivité importants. Par ailleurs, la région ne compte pas moins de 300 entreprises évoluant dans le domaine de l'économie sociale.

### ENVIRONNEMENT ÉTUDIANT

La ville de Drummondville dispose d'un campus de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), avec des cursus dispensés en formations initiale et continue, et des programmes qui vont jusqu'au troisième cycle. La région compte aussi trois collèges d'enseignement général et professionnel (Cégep) situés à Drummondville, Victoriaville, ainsi que l'École nationale du meuble et de l'ébénisterie (affiliée au Cégep de Victoriaville) qui propose des formations techniques et professionnelles dans le domaine de l'ébénisterie. Plus insolite, un secteur boisé du parc industriel du site de Bécancour accueille un laboratoire en plein air conçu par des chercheurs de l'UQTR, et dédié à l'observation de... la décomposition humaine, dans le but de faire progresser les enquêtes policières !



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :  
[WWW.FRANCAISALETRANGER.FR](http://WWW.FRANCAISALETRANGER.FR)  
 MOT CLÉ : CENTRE-DU-QUÉBEC



Texte : Didier Bras



Lévis

© IPIX SHOCK

# Chaudière-Appalaches

Avec une économie très propice à l'essor des PME, la Chaudière-Appalaches est la région qui présente le plus haut taux d'employabilité du Québec.

Très ouverte à l'immigration, la région de la Chaudière-Appalaches a connu une légère croissance de sa population au cours des cinq dernières années. Elle est délimitée au nord-est par le Bas-Saint-Laurent, au nord-ouest par le fleuve Saint-Laurent et la région de la Capitale-Nationale, au sud-ouest par les régions du Centre-du-Québec et de l'Estrie, et au sud-est par la frontière internationale avec les États-Unis. Bien que l'agriculture et l'industrie forestière jouent toujours un rôle important, l'agroalimentaire, la pétrochimie, la métallurgie, les textiles, sans oublier les produits de l'érable, contribuent à la vitalité de la région.

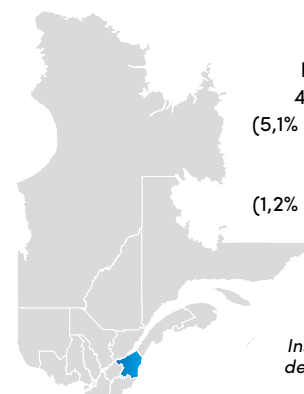
## ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Le créneau d'excellence en technologies propres (CETP) vise à promouvoir les initiatives concourant à la réduction de l'empreinte carbone et au déploiement d'une nouvelle économie verte. Le pôle Matériaux textiles techniques (qui concerne également les régions de la Montérégie et du Centre-du-Québec) est aussi très prometteur avec un important potentiel d'exportation à l'échelle internationale. Le créneau d'excellence Vallée de la plasturgie regroupe les entreprises qui évoluent dans le domaine de la transformation des plastiques, de la mise en forme des

matériaux composites, de la fabrication de moules. Enfin, le créneau Bois Chaudière-Appalaches englobe l'ensemble des activités de conception, de fabrication et de commercialisation liées à l'utilisation du bois dans l'habitation.

## PERSPECTIVES D'EMPLOI

La région peut s'appuyer sur un important secteur agricole et sur sa filière bioalimentaire qui tente d'attirer et retenir la main-d'œuvre nécessaire à sa production. Les zones forestières occupent aussi une part importante de la surface régionale, particulièrement dans les parties est et sud, alimentant une importante industrie de transformation. Au-delà, la région présente une économie diversifiée. De nombreuses professions sont pourvoyeuses d'emploi, notamment dans le domaine du plastique et des matériaux composites, mais aussi dans le tourisme, la recherche et le développement. La métallurgie et l'industrie pétrolière ont également leur place dans l'économie régionale, cette dernière étant présente avec la raffinerie de pétrole Jean-Gaulin située dans la ville de Lévis la plus importante des trois raffineries en exploitation au Québec. Dans le tertiaire, des opportunités existent également dans la finance, les assurances, la santé et l'enseignement.



## REPÈRES

**Population :**  
432 782 hab.  
(5,1% du Québec)  
**Superficie :**  
15 074 km<sup>2</sup>  
(1,2% du Québec)

Sources :  
Institut national  
de la statistique  
du Québec.

## ENTREPRENEURIAT

La culture entrepreneuriale est prégnante en Chaudière-Appalaches, particulièrement dans les trois MRC beauceronnes dont le dynamisme est légendaire au Québec. Le tourisme est un axe pertinent à explorer du fait de la situation géographique enviable de la région et une offre en la matière inégalement répartie sur l'ensemble du territoire. La Chaudière-Appalaches veille aussi à favoriser le développement viable de son territoire et de ses ressources naturelles, avec une attention particulière portée aux initiatives de protection des milieux humides et des ressources en eau.

## ENVIRONNEMENT ÉTUDIANT

La majorité des établissements d'enseignement de Chaudière-Appalaches sont des centres de formation professionnelle (CFP) et des collèges d'enseignement général et professionnel (Cegep). Toutefois, l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) dispose d'un campus à Lévis qui accueille plus de 3 000 étudiants au sein d'infrastructures modernes, avec plusieurs laboratoires, et même une salle des marchés ! De nombreux cursus y sont proposés au sein des trois cycles d'études. La région compte également le Centre universitaire des Appalaches (CUA), situé à Saint-Georges, ville de 32 000 habitants au sud-est de la région et à une quarantaine de kilomètres de l'État américain du Maine.



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :  
[WWW.FRANCAISALETRANGER.FR](http://WWW.FRANCAISALETRANGER.FR)  
MOT CLÉ : CHAUDIÈRE-APPALACHES





Sherbrooke

© Pierre Leclerc

## Estrie

L'Estrie profite de la proximité des marchés nord-américains et de la qualité de ses infrastructures d'affaires. Elle peut également compter sur une population en croissance depuis ces dix dernières années.

L'Estrie est entourée par les régions de la Montérégie au sud-ouest, du Centre-du-Québec au nord-ouest, de la Chaudière-Appalaches au nord et par la frontière américaine au sud. Cette région bénéficie d'une forte attractivité touristique qui s'explique notamment par sa nature resplendissante entre lacs et montagnes, ses parcs régionaux et nationaux, et une offre culturelle foisonnante. L'agglomération de Sherbrooke accueille plus de la moitié de la population régionale. C'est aussi le principal centre économique, culturel et institutionnel de la région.

### ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

L'Estrie fait partie des régions concernées par le créneau d'excellence en technologies propres (CETP) qui vise à promouvoir une nouvelle économie verte dans une multiplicité de filières (air, eau, efficacité énergétique, énergies renouvelables, gestion environnementale, etc.). Autre axe de développement avec le pôle d'excellence de l'industrie des systèmes électroniques du Québec (ISEQ). Le créneau SAGE-Innovation s'appuie quant à lui sur le constat d'une démographie vieillissante. L'objectif est de promouvoir les innovations dans le domaine de la santé, la prévention et le soutien à l'autonomie. Autre levier de croissance avec le créneau Trans-

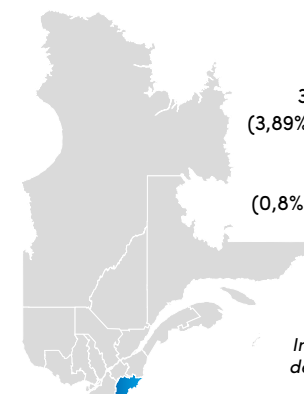
formation du bois d'apparence. Enfin, le créneau Vallée des élastomères valorise l'activité industrielle en lien avec ces polymères aux propriétés élastiques (caoutchouc, thermoplastiques élastomères...).

### PERSPECTIVES D'EMPLOI

L'industrie occupe une place de choix dans l'économie locale. L'activité repose notamment sur les mines (dont amiante et magnésium), la plasturgie, la transformation du caoutchouc et du bois en papier, la fabrication de matériels de transport, de produits en bois ou métalliques. L'industrie textile est aussi bien représentée en Estrie, bastion historique de cette filière. Des emplois sont aussi à dénicher dans la microélectronique et l'informatique. Toutefois, sans surprise, ce sont bien les services qui drainent la majorité des emplois. C'est le cas notamment pour le commerce, la finance, l'assurance, les cabinets comptables et juridiques, l'enseignement, et surtout la santé.

### ENTREPRENEURIAT

Réunis au sein d'un hub (<https://demarrersherbrooke.ca>) dédié au soutien entrepreneurial, de nombreux organismes apportent leurs connaissances des marchés locaux et leurs champs d'expertises pour aider à la réalisation



des projets. C'est le cas notamment d'Espace-Inc, un réseau d'affaires qui peut notamment aider dans la constitution de montages financiers. Sherbrooke Innopole, pour sa part, accompagne gratuitement les entrepreneurs des secteurs industriel et technologique. La Ruche Estrie est l'interlocuteur de choix pour enclencher les processus de financement participatif (ou *crowdfunding*) au service de projets innovants. Un autre organisme, le Fonds Émergence Estrie, est quant à lui spécialisé dans le microcrédit pour soutenir des projets entrepreneuriaux.

### ENVIRONNEMENT ÉTUDIANT

La région compte deux universités de renom. L'université francophone de Sherbrooke est de réputation mondiale avec ses huit facultés et ses trois campus. C'est aussi un pôle de recherche très important dans une multitude de domaines (environnement, nanotechnologies, matériaux du futur, numérique, santé, etc.). L'université anglophone Bishop's, dans l'agglomération de Sherbrooke, jouit aussi d'une excellente réputation. Deux collèges d'enseignement général et professionnel (Cégep) proposent aussi des enseignements de qualité. Celui de Sherbrooke, avec ses plus de 5 000 étudiants, est le plus grand de la province en dehors de Montréal et Québec. À quelque dix minutes de Sherbrooke, le collège Champlain de Lennoxville propose des programmes en arts visuels, histoire et civilisation, sciences humaines, communication, sciences de la nature, technique de comptabilité et gestion.



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :  
[WWW.FRANCAISALETRANGER.FR](http://WWW.FRANCAISALETRANGER.FR)  
 MOT CLÉ : ESTRIE



Texte : Didier Bras



Gaspé

© Kristi Blokhin

# Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

La démographie régionale est plutôt vieillissante et les compétences extérieures qualifiées sont bienvenues. Son tissu entrepreneurial se distingue par un grand nombre de petites et très petites structures.

La péninsule de Gaspésie, à l'extrémité est du Québec, est un territoire essentiellement couvert de forêts. Les Îles-de-la-Madeleine sont quant à elles un archipel constitué d'une douzaine d'îles enclavées au centre du golfe du Saint-Laurent, avec une population concentrée sur l'île centrale où se trouvent les collectivités de Cap-aux-Meules, Fatima et L'Étang-du-Nord. Le littoral gaspésien présente une forte attractivité touristique en été et accueille la plus grande partie de la population régionale, souvent dans des municipalités de moins de 2 000 habitants. La ville de Gaspé, la plus importante de la région, et la municipalité des Îles-de-la-Madeleine représentent ensemble près de 30% de la population régionale.

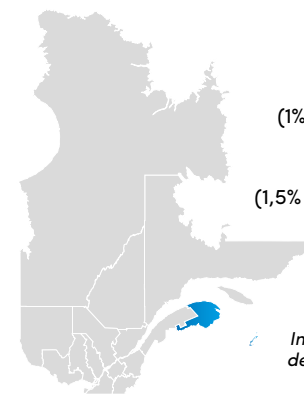
## ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

La Région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est au cœur du créneau d'excellence Ressources, sciences et technologies marines (RSTM) qui repose sur la capture des produits marins, leur transformation, l'aquaculture, ainsi que les biotechnologies et les technologies marines. Autre pôle d'excellence avec le Récrétourisme qui a pour objectif de valoriser les spécificités

touristiques régionales, notamment dans les filières de la mer et de la montagne, mais aussi de la culture et des saveurs. Le troisième créneau d'excellence repose sur l'éolien. Plus de mille emplois sont actuellement en lien avec ce secteur, dans les domaines de la fabrication des éoliennes, de l'installation et de la maintenance des parcs, et bien sûr de la production d'énergie.

## PERSPECTIVES D'EMPLOI

Les secteurs de la pêche, de la forêt et du tourisme occupent une place importante dans l'activité économique locale. La péninsule gaspésienne et les îles-de-la-Madeleine sont réputées pour leur production halieutique, notamment celle du homard. De même l'exploitation forestière est ancrée dans un territoire composé aux trois quarts de massifs forestiers. Néanmoins c'est le secteur des services qui propose les meilleures opportunités d'emploi. C'est le cas dans les centres d'appels, dans les postes en lien avec les technologies de l'information et de la communication, le tourisme (notamment le tourisme santé-nature) et la culture. Enfin, les compétences sont aussi recherchées dans l'hébergement et la restauration, l'enseignement, les services sociaux et les métiers de la santé.



## REPÈRES

**Population :**  
90 697 hab.  
(1% du Québec)  
**Superficie :**  
20 085 km<sup>2</sup>  
(1,5% du Québec)

Sources :  
Institut national  
de la statistique  
du Québec.

## ENTREPRENEURIAT

Les projets entrepreneuriaux sont ici très encouragés. Dans sa stratégie sur l'occupation et la vitalité des territoires, le gouvernement provincial indique vouloir soutenir les projets dans des activités ciblées telles que l'exploitation et l'aménagement forestier, l'agroalimentaire, la pêche et l'aquaculture, l'éolien, le tourisme, les technologies propres, l'enseignement et la recherche.

## ENVIRONNEMENT ÉTUDIANT

Le Cégep (collège d'enseignement général et professionnel) de la Gaspésie-et-des-Îles propose des cursus d'études supérieures, en français et en anglais, y compris en formation continue, essentiellement dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture. Il possède trois campus, à Gaspé, Îles-de-la-Madeleine et Carleton-sur-Mer. Il comprend également l'École nationale des pêches et de l'aquaculture du Québec (à Grande-Rivière, à une trentaine de kilomètres de la ville de Percé, à la pointe de la péninsule gaspésienne). On peut également relever l'existence du Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes, affilié à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), cette même université qui compte installer une station de recherche dans le parc national de la Gaspésie pour étudier l'impact des changements climatiques sur la biodiversité et la géomorphologie.



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :  
[WWW.FRANCAISALETRANGER.FR](http://WWW.FRANCAISALETRANGER.FR)  
MOT CLÉ : GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE





Terrebonne

© Richard Cavallier

## Lanaudière

Située dans le prolongement urbain des villes de Montréal et de Laval, Lanaudière offre aussi de grands espaces vierges et sauvages qui ravissent les amoureux de la nature.

Lanaudière connaît depuis ces dernières années un accroissement de sa population, particulièrement en milieu urbain. Celle-ci se concentre surtout dans la partie sud-ouest de la région. Ses principales villes, dont les deux plus peuplées (Terrebonne et Repentigny) se trouvent dans le prolongement urbain des villes de Montréal et de Laval. Le nord du territoire régional se caractérise par la présence de forêts qui soutiennent l'industrie du bois. Lanaudière est aussi très attractive au plan touristique avec ses espaces vierges, ses quelque 10 000 lacs et rivières, ses chutes, ses cascades, ses plaines et ses montagnes.

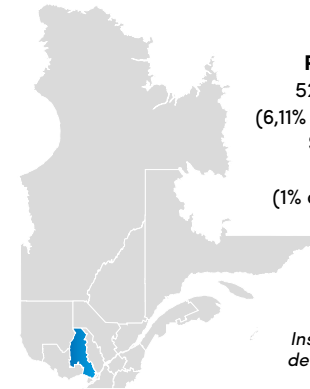
### ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Au titre des priorités régionales définies via les « créneaux d'excellence » par le gouvernement du Québec, on note la place du créneau Alliance Métal Québec, centré sur les entreprises spécialisées dans les ouvrages qui nécessitent une transformation ou un usinage complexe (produits en tôle forte, charpentes métalliques, fer ornemental et architectural, composants métalliques, etc.). Lanaudière est aussi au cœur du créneau Design d'ameublement. Ce pôle

d'excellence concerne les entreprises spécialisées dans la fabrication de meubles résidentiels ou commerciaux, ainsi que les éléments architecturaux (boiseries, escaliers, armoires, etc.).

### PERSPECTIVES D'EMPLOI

Lanaudière occupe le troisième rang des régions agricoles du Québec et se distingue également par son secteur bioalimentaire. Dans le secondaire, le bioalimentaire, la foresterie sont aussi pourvoyeurs d'emploi, tout comme l'industrie manufacturière. D'autres secteurs sont émergents, comme la production de structures complexes, de composants métalliques et de meubles (en lien avec les deux créneaux d'excellence de la région), le caoutchouc, le papier, le vêtement, les produits en matière plastique, mais également la production et transformation agroalimentaire, ou encore les activités relatives à la construction résidentielle et commerciale. Pour autant, le secteur des services reste prédominant économiquement et au niveau de l'employabilité globale avec, comme dans d'autres régions du Québec, les professions de santé qui restent très porteuses en termes d'emplois. Par ailleurs l'industrie du tourisme est aussi en forte progression dans cette région.



### REPÈRES

**Population :**  
524 368 hab.  
(6,11% du Québec)  
**Superficie :**  
12 308 km<sup>2</sup>  
(1% du Québec)

Sources :  
Institut national  
de la statistique  
du Québec.

### ENTREPRENEURIAT

L'organisme Lanaudière Économique est un partenaire intéressant qui propose de nombreux services dont des conseils, mises en contacts, portraits d'entrepreneurs régionaux et différents événements. Un autre organisme régional, Développement économique D'Autray, vise à accompagner les entrepreneurs afin de faciliter le développement de leur entreprise sur le territoire de la Municipalité régionale de comté (MRC) D'Autray. Par ailleurs, trois sociétés régionales d'aide au développement de la collectivité (SADC) proposent des services d'accompagnement à la croissance et des offres de financement. Elles sont présentes dans les MRC d'Achigan-Montcalm, de la Matawinie et de D'Autray-Joliette.

### ENVIRONNEMENT ÉTUDIANT

Lanaudière compte trois Collèges d'enseignement général et professionnel (Cegep). Celui de Terrebonne accueille près de 1 900 étudiants et offre 8 programmes d'études pré-universitaires et techniques (hygiène dentaire, électronique industrielle, travail social, comptabilité et gestion, design industriel). Le Cegep de L'Assomption accueille près de 2 000 étudiants et propose 12 cursus d'études (juridique, éducation à l'enfance, services financiers et d'assurance, intégration multimédia... Enfin, autre Cegep à Joliette avec près de 2 400 étudiants accueillis et 24 programmes d'études déclinés dans une grande variété de cursus (productions agricoles et horticoles, soins infirmiers, électronique, comptabilité, informatique, etc.).



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :  
[WWW.FRANCAISALETRANGER.FR](http://WWW.FRANCAISALETRANGER.FR)  
MOT CLÉ : LANAUDIÈRE



Texte : Didier Bras



Mont-Tremblant

© David Boutin

# Laurentides

L'économie régionale est tirée par les hautes technologie et les services, avec en premier lieu le tourisme. Les Laurentides présentent en effet un environnement naturel d'exception entre lacs et montagnes.

Au nord des régions de Montréal et Laval, les Laurentides tirent leur nom de la large chaîne de montagnes éponyme (autrefois aussi hautes que l'Himalaya) qui court de la région de québécoise de l'Outaouais en direction de la province du Labrador. La démographie régionale a profité de la migration de nombreux habitants des régions de Montréal et de Laval pour augmenter de manière significative. Au plan touristique, la station de ski Mont-Tremblant fait partie des destinations les plus prisées en Amérique du Nord. Plus largement, les attraits naturels des Laurentides sont indéniables, avec un environnement et des sites patrimoniaux remarquables. La région est notamment réputée pour ses parcs régionaux, ses sentiers ou sa route verte.

## ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Le créneau d'excellence Signature Bois Laurentides est orienté vers l'accompagnement et la synergie des entreprises de sylviculture de première, de deuxième et de troisième transformation. Ce créneau peut s'appuyer sur la diversité des espèces présentes dans la région. Le second créneau d'excellence dans les Laurentides est désigné comme « Tourisme de villégiature quatre saisons ». Il repose sur la forte attractivité de ce secteur dans la région, porté notamment par les activités

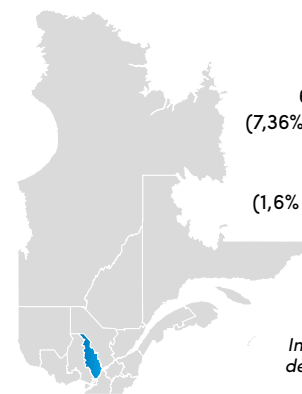
liées aux sports de glisse, aux hôtels de villégiature, aux nombreuses activités de plein air, etc.

## PERSPECTIVES D'EMPLOI

De nombreuses activités bénéficient des retombées de l'industrie touristique. C'est le cas dans les secteurs de la restauration et de nombreux services corrélés. Par ailleurs, les Laurentides accueillent bon nombre d'entreprises de haute technologie. Plusieurs entreprises de fabrication de matériel de transport, notamment pour l'aéronautique, sont également présentes. D'autre part, le regroupement de plusieurs entreprises d'envergure en aéronautique autour du site aéroportuaire de Mirabel constitue un important levier de développement. Reconnue pour ses emplois de moyenne et haute technologie, la région occupe le deuxième rang au Québec sur le plan des exportations manufacturières. On note aussi la présence d'entreprises forestières, notamment dans la transformation du bois, et les activités liées à la construction et au commerce de détail connaissent également un réel essor dans le sud de la région.

## ENTREPRENEURIAT

Plusieurs organismes soutiennent l'entrepreneuriat dans cette région sous des formes diverses. La société régionale



### REPÈRES

**Population :**  
631 592 hab.

(7,36% du Québec)

**Superficie :**  
20 546 km<sup>2</sup>

(1,6% du Québec)

Sources :  
Institut national  
de la statistique  
du Québec.

d'aide au développement de la collectivité (SADC) des Laurentides, organisme à but non lucratif appuyé par Développement économique Canada, propose des services d'accompagnement à la croissance, des actions de mentorat, des offres de financement, ainsi que des conseil en acquisition d'entreprise. La Maison de l'entrepreneur, située à Mont-Laurier, propose aussi d'accompagner les projets de création ou de développement d'entreprise. Même type d'accompagnement avec la Corporation de développement économique (CDE) de la MRC des Laurentides. De son côté, le Fonds d'emprunt des Laurentides propose des aides dans l'évaluation et la bonification des plans d'affaires et délivre des prêts pour le démarrage ou le développement des entreprises.

## ENVIRONNEMENT ÉTUDIANT

Les Laurentides comptent deux Collèges d'enseignement général et professionnel (Cegep). Accueillant pas moins de 6 000 étudiants, le Collège Lionel-Groulx, dans la ville de Sainte-Thérèse, propose des programmes pré-universitaires et une vingtaine de programmes techniques dans des domaines (santé animale, production horticole, électronique, comptabilité/gestion, soins infirmiers, formations artistiques, etc.). Le Cegep de Saint-Jérôme propose quant à lui des formations dans cette ville ainsi qu'à Mont-Tremblant et Mont-Laurier. Les programmes sont répartis selon cinq grandes dominantes: santé et sciences, sciences humaines, art et culture, gestion et droit, technologie et innovation.



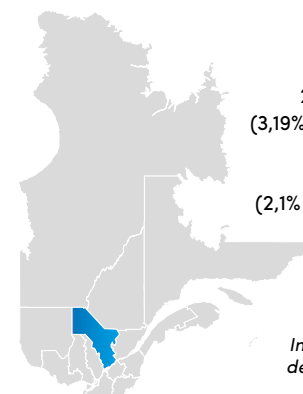
ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :  
[WWW.FRANCAISALETRANGER.FR](http://WWW.FRANCAISALETRANGER.FR)  
MOT CLÉ : LAURENTIDES





Trois-Rivières

© meunier / Shutterstock.com



### REPÈRES

**Population :**  
274 013 hab.  
(3,19% du Québec)  
**Superficie :**  
35 448 km<sup>2</sup>  
(2,1% du Québec)

Sources :  
Institut national  
de la statistique  
du Québec.

## Mauricie

Le secteur industriel est un point fort de la Mauricie, notamment dans la transformation des produits forestiers. La Région s'inscrit aussi dans une tradition agricole, près du quart de sa population vivant en milieu rural.

La Mauricie se caractérise par de vastes espaces et un nombre considérable d'étendues d'eau dont environ 17 000 lacs. Elle est d'ailleurs bordée par le fleuve Saint-Laurent qui marque la frontière avec les États-Unis. On y trouve d'immenses territoires de chasse et de pêche, deux réserves fauniques et le parc national de la Mauricie. Sa capitale, Trois-rivières, est la deuxième ville la plus ancienne du Canada et la plus peuplée de la région avec plus de la moitié de la population mauricienne. Elle se distingue par ses initiatives culturelles, avec notamment le Festival international de la poésie et la manifestation Rythmes et Cultures du monde.

### ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

La Mauricie fait partie des régions concernées par le Créneau d'excellence en technologies propres (CETP) qui tend à promouvoir les initiatives en faveur d'une économie verte dans de nombreuses filières (air, eau, efficacité énergétique, énergies renouvelables, matières résiduelles, gestion environnementale, etc.). Autre axe de développement porteur avec le pôle d'excellence de la Conception et fabrication de machines qui permet aux entreprises du secteur d'avoir un lieu de partage et de mettre en place des actions collaboratives. Enfin, le créneau Design

d'ameublement cherche à coordonner les activités des entreprises de la chaîne logistique du secteur afin de faire face à la concurrence mondiale.

### PERSPECTIVES D'EMPLOI

L'hydroélectricité, l'exploitation forestière et agricole, la métallurgie et les métaux légers sont à la source de nombreux emplois. Le secteur de l'hébergement et du tourisme est aussi un pôle important de l'économie régionale. Le domaine du récréotourisme (néologisme québécois englobant le tourisme et les loisirs) connaît d'ailleurs un essor impressionnant. La Mauricie développe également son secteur des technologies et de l'innovation avec une importante concentration de centres de recherche et développement et de transferts technologiques. Dans ce secteur, le nombre de petites et moyennes entreprises augmente constamment et l'implantation de la Technopole de la vallée de Saint-Maurice stimule cet essor.

### ENTREPRENEURIAT

La Mauricie possède de nombreux organismes et associations permettant de financer la création d'entreprise et de conseiller au mieux les futurs entrepreneurs. À ce titre, le Centre d'aide aux entreprises Laprade à Trois-Rivières

contribue à l'essor des entreprises de la ville, mais également d'autres territoires de la Mauricie par le biais de solutions de financement souples et rapides. Le Fonds de diversification économique du Centre-du-Québec et de la Mauricie est un programme qui permet notamment aux entrepreneurs de financer leurs projets à hauteur de 25% maximum. Pour les entrepreneures, l'organisme Femmessor-Mauricie permet, lui aussi, de proposer des solutions de financement, des modes d'accompagnement, des formations pour des projets d'entreprises détenus majoritairement par des femmes.

### ENVIRONNEMENT ÉTUDIANT

La Mauricie dispose d'une université dans sa capitale Trois-Rivières qui accueille chaque année environ 15 000 étudiants. L'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) dispense près de 300 programmes d'études, notamment dans les domaines des sciences et de l'économie. Deux collèges d'enseignement général et professionnel (Cégep) forment les étudiants entre les études secondaires et l'université. Il s'agit de celui de Trois-Rivières et celui de Shawinigan (cette ville étant surnommée la « Cité de l'énergie » en raison de son histoire hydroélectrique et industrielle). Le Cégep de Trois-Rivières offre 42 filières techniques et pré-universitaires à environ 4 000 étudiants notamment dans le domaine technologique. Le collège de Shawinigan accueille 1 200 étudiants qui peuvent se spécialiser dans de nombreuses formations, en particulier dans le domaine des sciences.



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :  
[WWW.FRANCAISALETRANGER.FR](http://WWW.FRANCAISALETRANGER.FR)  
MOT CLÉ : MAURICIE



Texte : Didier Bras



© Kelli Blakely / Shutterstock.com

## Saguenay-Lac-Saint-Jean

L'industrie agroalimentaire occupe une place importante dans l'économie régionale, tout comme la foresterie. Le tourisme abonde aussi les ressources du Saguenay-Lac-Saint-Jean, la région accueillant chaque année plus d'un million de visiteurs.

Situé entre le nord du lac Saint-Jean et l'embouchure du célèbre fjord de la rivière Saguenay, le Saguenay-Lac-Saint-Jean est souvent décrit comme un pays à part entière en raison de son isolement pendant une longue période hivernale. Ses habitants sont surnommés les «Bleuets» en raison de la forte présence de cette baie qui pousse dans ce territoire, et principalement en Amérique du Nord. Troisième région la plus grande du Québec, elle compte quatre parcs nationaux.

### ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Le créneau AgroBoréal est développé depuis 2013 et doit être prolongé jusqu'en 2024. Derrière cette appellation insolite se trouvent des pratiques qui sont ancrées dans des conditions géographiques et climatiques particulières, associées à des facteurs humains, et qui vont caractériser les différents produits issus de ce terroir, qualifié de boréal. Autre créneau développé : celui du Tourisme d'aventure et d'écotourisme. En effet, la région offre des territoires et des paysages qui recèlent de véritables pépites pour le secteur touristique. Enfin, le Saguenay-Lac-Saint-Jean se focalise également sur le créneau de la Transformation de l'aluminium avec son image de marque protégée au Canada, en Europe et une partie du

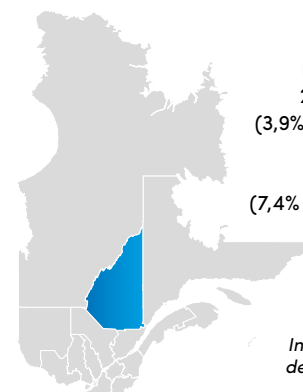
Moyen-Orient : Vallée de l'aluminium<sup>MD</sup>. L'objectif, d'ici 2022, est de faire reconnaître la région comme un pôle attractif et innovant dans le secteur.

### PERSPECTIVES D'EMPLOI

Le secteur de l'hydroélectricité est un des principaux moteurs de la croissance saguenay-jeannoise, et la région envisage la construction barrages hydroélectriques à long terme. Responsable de 35% de la production d'aluminium canadienne, le Saguenay-Lac-Saint-Jean possède de nombreuses alumineries et est même le siège du Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium (CQRDA) et du Centre des technologies de l'aluminium (CNRC-CTA). Autre secteur porteur en termes d'emploi : celui du tourisme d'aventure et de l'écotourisme. Plus de 50 entreprises sont aujourd'hui spécialisées dans le tourisme d'aventure. Enfin, le climat du Saguenay-Lac-Saint-Jean est un atout pour le développement du secteur agroalimentaire. L'activité la plus développée est celle de la production laitière suivie par celle des bleuets et des grandes cultures.

### ENTREPRENEURIAT

Les entrepreneurs de la région se tournent de plus en plus vers l'économie sociale pour monter leurs



#### REPÈRES

**Population :**  
278 791 hab.  
(3,9% du Québec)  
**Superficie :**  
95 761 km<sup>2</sup>  
(7,4% du Québec)

Sources :  
Institut national  
de la statistique  
du Québec.

projets. Plusieurs organismes leur permettent de développer des idées dans ce sens. L'organisme à but non lucratif MicroEntreprendre Saguenay-Lac-Saint-Jean est un des acteurs les plus importants. Ses actions facilitent la création et le développement des entreprises notamment par le biais de micro-crédits. La société de développement économique Promotion Saguenay permet de mobiliser et accompagner les entrepreneurs du territoire, et notamment de soutenir les investisseurs étrangers grâce à des formations et des financements. La Société d'aide au développement des collectivités du fjord (SADCF) accompagne aussi et stimule les entrepreneurs dans une logique de développement économique durable.

### ENVIRONNEMENT ÉTUDIANT

Le tissu éducatif au Saguenay-Lac-Saint-Jean se caractérise par la prédominance des préoccupations environnementales dans les enseignements dispensés. Après l'enseignement secondaire et avant l'enseignement en université, les étudiants ont l'occasion d'étudier dans des collèges d'enseignement général et professionnel (Cégep). Trois sont présents dans la région : à Chicoutimi, Jonquière et Saint-Félicien. La région compte aussi l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) qui accueille chaque année 7 000 étudiants issus de nationalités très diverses. Elle accueille également l'École des arts numériques, de l'animation et du design (UQAC-NAD) qui permet de spécialiser dans l'imagerie de synthèse.



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :  
[WWW.FRANCAISALETRANGER.FR](http://WWW.FRANCAISALETRANGER.FR)  
MOT CLÉ : SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN





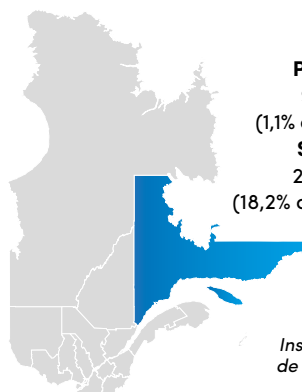
Sept-Îles

© Paulo, Bras

## Côte-Nord

Les ressources de la Côte-Nord sont surtout liées à l'exploitation de ses ressources naturelles.

Au nord-est du Québec, la Côte-Nord longe la rive du Saint-Laurent depuis Tadoussac jusqu'au détroit de Belle Isle, et s'étend au nord autour du Labrador. La région connaît un déclin démographique, le plus important sur l'ensemble de la province, expliqué entre autres par un coût de la vie plus élevé que dans le reste du Québec (notamment en raison des coûts de transport) et l'éloignement des services publics pour les habitants de certains villages éloignés des centres urbains. L'activité économique régionale repose sur la capture des produits marins, leur transformation, l'aquaculture, ainsi que les biotechnologies et les technologies marines.



### REPÈRES

**Population :**  
90 713 hab.  
(1,1% du Québec)  
**Superficie :**  
236 664 km<sup>2</sup>  
(18,2% du Québec)

Sources :  
Institut national  
de la statistique  
du Québec.



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :  
[WWW.FRANCAISALETRANGER.FR](http://WWW.FRANCAISALETRANGER.FR)  
MOT CLÉ : CÔTE-NORD



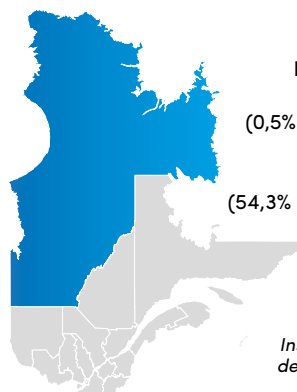
Chibougamau

© Clifton

## Nord-du-Québec

Une faible densité de population, mais de très importantes ressources naturelles.

Cette région, la plus vaste du Québec et la moins densifiée du Québec (0,1 hab./km<sup>2</sup>), est majoritairement peuplée par des francophones et deux populations autochtones : les Cris et les Inuits. Le Nord-du-Québec se positionne sur le créneau du Tourisme nordique, avec l'objectif d'accueillir de petits groupes prônant le respect de la culture et la responsabilité environnementale. L'omniprésence des ressources naturelles telles que le bois et les minéraux dans la région font des industries minières, hydroélectriques et forestières les moteurs de l'économie du Nord-du-Québec qui produit d'ailleurs 49% du potentiel d'électricité total du Québec.



### REPÈRES

**Population :**  
46 178 hab.  
(0,5% du Québec)  
**Superficie :**  
707 164 km<sup>2</sup>  
(54,3% du Québec)

Sources :  
Institut national  
de la statistique  
du Québec.



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :  
[WWW.FRANCAISALETRANGER.FR](http://WWW.FRANCAISALETRANGER.FR)  
MOT CLÉ : NORD-DU-QUÉBEC



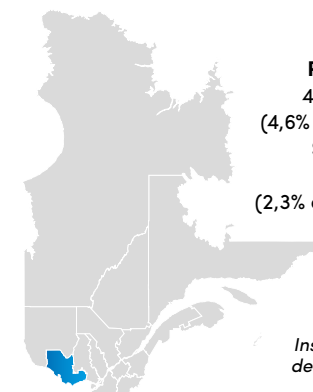
Gatineau

© Henryk Sadura

## Outaouais

Cette région souhaite développer les hautes technologies, 70 entreprises sont déjà présentes dans ce secteur en Outaouais.

À l'extrême sud-ouest du Québec, l'Outaouais présente de vastes territoires de nature et de zones urbaines très développées à proximité. Sa capitale, Gatineau, concentre plus de 70% de la population régionale. Depuis les années 90, l'Outaouais a entamé un processus de diversification économique en développant le secteur des technologies de l'information. Les métiers de la sécurité et de l'identité numérique sont notamment en pleine émergence. Plusieurs projets sont d'ailleurs développés dans ce domaine grâce à l'incubateur Cilex, installé dans l'Université du Québec en Outaouais. L'agroalimentaire occupe aussi une place importante dans l'emploi local. Par ailleurs, le créneau d'excellence Collectif bois regroupe des entreprises de transformation qui sont accompagnées dans leur développement dans une démarche écoresponsable.



### REPÈRES

**Population :**  
401 388 hab.  
(4,6% du Québec)  
**Superficie :**  
30 471 km<sup>2</sup>  
(2,3% du Québec)

Sources :  
Institut national  
de la statistique  
du Québec.



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :  
[WWW.FRANCAISALETRANGER.FR](http://WWW.FRANCAISALETRANGER.FR)  
MOT CLÉ : OUTAOUAIS

# Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER



FRANÇAIS  
À L'ÉTRANGER  
.FR

INVESTISSEMENT  
IMMOBILIER  
PRODUITS FINANCIERS  
ASSURANCE-VIE,  
ACCIDENT, INVALIDITÉ...  
FINANCEMENT  
DE SA RETRAITE  
SUCCESSION  
RÉSEAUX BANCAIRES  
À DISTANCE



DOSSIER SPÉCIAL

## Gestion de patrimoine

Comment protéger son patrimoine à distance ? Comment préparer son éventuel retour en France ? Comment vendre ou acheter un bien depuis l'étranger ? Les réponses sont dans ces pages. Car rien ne doit être laissé au hasard, surtout lorsqu'on est expatrié.





© Army Picca

## DOSSIER SPÉCIAL

# De l'art délicat de la gestion de patrimoine

Ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier ! Voilà la seule règle commune à tout portefeuille d'investissement. Pour le reste, et en particulier depuis l'étranger, gérer son patrimoine suppose de prendre en compte quelques informations importantes. Succession, produits financiers, investissements immobiliers, assurances, banque et bien sûr retraite... Rien ne doit être laissé au hasard avant, pendant et après son expatriation. C'est l'objet de notre dossier.

Tous les conseillers en gestion de patrimoine le diront : une expatriation occasionne de nombreuses formalités, mais surtout une toute nouvelle façon d'appréhender la gestion de patrimoine. Du fait du changement de statut fiscal (non-résident), certains investissements sont fortement déconseillés, tandis que d'autres deviennent particulièrement avantageux. Comment protéger son patrimoine à distance ? Comment préparer son éventuel retour en France ? Comment vendre ou acheter un bien depuis l'étranger ? Le développement et la détention de votre patrimoine s'envisagent de façon inédite, notamment cette année où la situation économique mondiale est instable. Difficile de se projeter sur la façon la plus adéquate de gérer et transmettre ses actifs, d'autant que chaque profil est différent. De par son statut d'abord : selon que l'on sera travailleur détaché à l'étranger par son entreprise ou employé en contrat local.

Pour optimiser son patrimoine, l'expatrié devra prendre en compte la convention fiscale qui s'applique à sa situation et déterminera le lieu d'imposition de ses différents revenus. En pratique, ces éléments peuvent soulever d'énormes

différences juridiques et fiscales selon les États. Si elle s'avère souvent avantageuse sur le plan fiscal, l'expatriation pose aussi de nombreuses questions. En matière d'assurance-vie, faut-il privilégier les contrats luxembourgeois, dont l'avantage est de pouvoir être gérés dans d'autres devises que l'euro, ce qui les rend plus adaptés à une clientèle expatriée ?

## Les Français accros à la pierre

Même à l'étranger, les Français conservent un fort intérêt pour la pierre mais on n'achètera pas le même type de bien s'il est uniquement destiné à rapporter des revenus locatifs ou si l'on s'y voit y finir ses jours le moment venu. Sécuriser un investissement immobilier reste la meilleure façon d'anticiper le retour en France. Là encore, la question du type d'investissement et du montage financier se pose : vaut-il mieux acheter dans le neuf ou dans l'ancien ? Sous quel régime louer ? LMNP, Pinel, Denormandie ? Et les SCPI ? Dans quels cas se tourner vers la nue-propriété pour s'assurer un substantiel complément de retraite ? Un père de famille dans la force de l'âge en Asie n'agira pas non plus de la même manière qu'un jeune trentenaire

parcourant l'Europe de l'Est sac au dos. Le sujet du retour en France est aussi essentiel : on n'investira pas du tout de la même manière dans l'immobilier ou dans un plan d'épargne en actions (PEA) si l'on souhaite ou non un jour rentrer au bercail. Si vous souhaitez investir dans l'immobilier à l'étranger, il est important de se renseigner sur le droit local et de s'assurer que l'opération envisagée est possible. La législation thaïlandaise, par exemple, interdit aux ressortissants étrangers d'être propriétaires d'un terrain en Thaïlande, mais seulement des constructions. De manière générale, les gains tirés de la vente d'un bien immobilier suivent, eux, le même régime que les revenus fonciers : ils sont imposables dans l'État du lieu de situation de l'immeuble et de résidence du vendeur.

On admet en général qu'il convient de s'intéresser à sa retraite à compter de trente-cinq ans. C'est à cet âge-là qu'arriveront les premiers arbitrages. On peut se faire accompagner par un conseiller en gestion de patrimoine, mais le mieux est tout d'abord de se pencher par soi-même sur le sujet. Les pages qui suivent devraient vous aider à vous faire une première idée de votre profil d'investisseur. ♦



# LE GROUPE CRYSTAL ATTEINT SES OBJECTIFS DE CROISSANCE ET LANCE TROIS NOUVELLES MARQUES SPÉCIALISÉES

Entreprise spécialisée dans le conseil et la distribution de solutions patrimoniales, Crystal a récemment acquis le statut d'entreprise de taille intermédiaire. Une évolution qui exhorte le groupe à se fixer de nouveaux objectifs de croissance en France comme à l'étranger.

**A**vec un chiffre d'affaires qui s'élève désormais à 100 millions d'euros – contre 38 millions il y a seulement deux ans – Crystal a dévoilé en septembre ses nouveaux projets pour 2023. L'entreprise de conseil et de solutions pour la gestion de patrimoine a su réaliser des performances de croissance considérables, notamment depuis l'entrée du fonds d'investissement Apax Partners à son capital. Elle a donc annoncé le lancement des marques Laplace, Zenith Group et Kwarxio toutes trois représentées par la société mère Crystal. Depuis 30 ans, l'entreprise se spécialise dans le conseil pour la gestion de patrimoine, mais aussi pour les placements financiers ou les solutions d'investissement. Ses services et produits s'adressent aussi bien aux particuliers qu'aux professionnels. Pour diversifier ses domaines d'expertise, Crystal travaille en partenariat des professionnels du droit et du chiffre. Des collaborations qui permettent à ses clients de recevoir des propositions au plus proche de leurs attentes. C'est précisément ce besoin de diversification des champs de compétences qui a poussé le groupe à accélérer sa croissance de façon exponentielle.

## Un objectif de croissance ambitieux

Il est désormais constitué de 350 collaborateurs et vise une audience française mais aussi internationale, avec 10 de ses 31 bureaux situés

à l'étranger. Europe, Asie Pacifique, Moyen-Orient, Afrique... Cette répartition permet à Crystal de proposer ses services aux Français expatriés, qui représentent plus de 10% de ses clients. Se voulant leader français du marché de la gestion privée indépendante, le groupe avait lancé au cours des 15 derniers mois un total de 17 opérations de croissance externe. Pour atteindre ses objectifs, Crystal a massivement investi dans les ressources humaines, ce qui a permis non seulement d'augmenter les recrutements mais aussi d'en assurer la qualité. Une démarche qui s'inscrit dans sa « politique extensive de croissance externe » motivée par un esprit d'accompagnement et de formation. L'entreprise s'est également attachée au développement des innovations produits ainsi qu'à une intégration accrue du digital dans ses services.

## Trois marques spécialisées : Laplace, Zenith Group et Kwarxio

Autant de changements qui ont permis à Crystal de lancer la création prochainement de trois marques distinctes qui rassemblent chacune de ses collaborateurs et contributeurs. Elle prévoit de réunir ses activités de conseil et de gestion privée, sous la marque unique Laplace. Ces activités sont actuellement administrées par les filiales Crystal Finance, Crystal Sport, Expert & Finance acquis en 2017, mais aussi plusieurs cabinets indépendants de conseil en gestion privée. L'enjeu de cette fusion est également de permettre à la marque de monter

en gamme, dans une volonté de représenter le « luxe à la française ».

Son nouveau cœur de cible sera désormais constitué de « clients fortunés » comme annoncé dans un communiqué de presse. Résidents français comme expatriés, elle espère s'adresser aux particuliers et professionnels qui présentent entre 500 000 et 10 millions d'euros d'actifs financiers. La marque Zenith Group assurera quant à elle les questions de production et de négociation de produits d'investissement. Englobant conception et négociation de solutions et d'investissement et de gestion de patrimoine, elle se veut une marque « qui incarne la technicité ». La mobilisation de ses expertises permettra de proposer des « solutions innovantes » et « spécialement négociées ».

Dans une volonté de digitaliser ses services, Crystal a constitué Kwarxio à partir d'activités reprises à Finassemble. Ses activités seront axées sur la conception et l'édition de logiciels dédiés aux domaines de spécialisation de Crystal dans le but de mettre en place un service de relation client digitalisé. La mise en place de ces trois entités, prévue pour le premier trimestre 2023, illustre la volonté du groupe d'étendre la qualité et la couverture géographique de son activité pour devenir un acteur incontournable du conseil et de la gestion patrimoniale.

Aller plus loin : <https://crystal-finance.com>







## LA PIERRE, VALEUR SÛRE

# Immobilier : pour un expatrié, où investir et grâce à quels dispositifs ?

Investir dans la pierre est un passage incontournable si vous souhaitez constituer et optimiser au mieux votre patrimoine sur le long terme. Immobilier classique neuf ou ancien, locatif ou pied-à-terre, nue-propriété, location meublée LMNP, SCPI internationale, de nombreuses possibilités s'offrent à vous. La localisation du bien est également primordiale. On vous aide à y voir plus clair.

**S**i vous êtes expatrié et que vous souhaitez investir en France pour louer, mieux vaut opter pour un bien ancien. En effet, l'immobilier neuf ne propose pas d'avantages fiscaux pour les non-résidents (hormis en résidence services type Ehpad). De plus, par rapport au neuf, l'ancien sera plus économique (un

bien neuf coûte, en moyenne, 20 à 30% plus cher qu'un bien ancien) et rentable (entre 2 et 5% pour les biens anciens contre 2 à 4% pour l'immobilier neuf). La demande locative est aussi plus élevée car les biens anciens sont souvent situés dans des quartiers animés alors que les biens neufs sont généralement excentrés. Certes, les travaux de réno-

vation d'un bien ancien peuvent parfois décourager certains investisseurs, mais cela permet d'augmenter la valeur du bien. Enfin, pour acquérir un bien immobilier plus patrimonial (pour en faire un pied-à-terre à votre retour, une maison de vacances ou un appartement pour loger un enfant...), l'immobilier ancien dispose d'une plus grande offre

# INVESTIR POUR LEUR RETRAITE EST PLUS QUE JAMAIS D'ACTUALITÉ POUR LES EXPATRIÉS

Lorsque l'on travaille à l'étranger, la question de la retraite est présente dans les esprits. Et c'est une préoccupation partagée aujourd'hui par de nombreux expatriés. Quels que soient leur âge ou leur profil, ils se demandent s'ils bénéficieront de ressources suffisantes pour maintenir leur niveau de vie dans les années futures. Une préoccupation exacerbée par le contexte inflationniste actuel.



Une question pratique se pose pour qui vit parfois à des milliers de kilomètres de la France : qui peut me conseiller et m'aider à m'y retrouver dans une offre pléthorique ? Un grand nombre de produits sont certes disponibles dans l'univers de l'investissement mais tous ne répondent pas forcément aux objectifs espérés pour la retraite. L'enjeu est d'importance et il n'est pas question de le traiter à la légère. L'un de ces produits tire aujourd'hui son épingle du jeu car il coche toutes les cases attendues par celles et ceux qui travaillent à l'étranger, c'est l'investissement en résidence services gérée. Cet investissement locatif, facteur d'une rentabilité très attractive, permet de se constituer un patrimoine pérenne pour préparer l'avenir, et qui plus est, facile à transmettre. L'investissement en résidence services gérée séduit les expatriés car il permet de faire fructifier l'argent gagné à l'étranger afin de se créer des revenus complémentaires pour préparer sa retraite. Celles et ceux qui souhaitent investir en France dans ce type de projet bénéficient d'une fiscalité avantageuse grâce au dispositif du Loueur en Meublé Non Professionnel (LMNP). Ce statut permet en effet de profiter d'une déduction des charges relatives à la loca-

tion meublée (frais de notaire, intérêts d'emprunt, réparations, etc.). Il donne aussi la possibilité de déclarer les loyers perçus comme des revenus commerciaux et non fonciers, via le régime BIC. Chaque année, l'amortissement du bien est déduit des revenus liés à l'investissement et l'investisseur tire parti d'une imposition faible voire nulle sur plusieurs années. Il récupère également, et ce n'est pas le moindre avantage, la TVA de 20 % réglée lors de l'acquisition du bien neuf.<sup>(1)</sup> Si faire ce choix permet d'opter pour un projet immobilier solide et performant, il est encore plus rassurant et confortable de le concrétiser avec un groupe reconnu dans ce domaine comme Réside Études. Expert de l'immobilier locatif géré depuis plus de 30 ans, Réside Études propose un accompagnement personnalisé 100% digital avec un conseiller unique. À votre disposition et en permanence à votre écoute, il vous suit tout au long de votre projet. Ce suivi exclusif constitue un confort appréciable lorsque l'on réside à l'étranger. Ce gestionnaire vous libère des préoccupations habituelles qu'ont les propriétaires. Il se charge de la sélection des locataires, de la gestion des quittances, du paiement des charges, des travaux, ou encore l'entretien.

Réside Études propose toujours des biens scrupuleusement sélectionnés en fonction de caractéristiques qualitatives telles que la forte demande locative ou la proximité des commerces et des transports. Ces critères exigeants sont en effet indispensables pour assurer un placement performant dans la durée avec le meilleur potentiel locatif. Les expatriés étant de plus en plus assujettis à la fiscalité et aux contrats locaux, leur placement retraite devrait être anticipé dès les premières années d'expatriation. Les "détachés", quant à eux, devront réfléchir à placer leur épargne pour pallier la baisse de niveau de vie une fois arrivés à la retraite. Ce produit immobilier en résidences gérées séduit les investisseurs qui souhaitent créer les conditions d'un avenir serein sans jamais se compliquer la vie.

<sup>(1)</sup> Remboursement de la TVA au taux actuel en vigueur, dans le cadre de l'acquisition d'un bien immobilier dans une résidence avec services ou de tourisme gérée par un exploitant professionnel - article 261/D4 du Code Général des Impôts.

Pour plus d'informations sur Réside Études, contactez un conseiller dédié sur [www.reside-etudes-invest.com/contact](http://www.reside-etudes-invest.com/contact) ou par téléphone au +33(0)1 88 88 10 69.



que les dispositifs d'investissement en nue-propriété, LMNP et SCPI.

Globalement et pour simplifier, l'investissement locatif en France se divise en deux grandes catégories fiscales : la location nue et la location meublée. La location nue permet d'abandonner quelques points de rendement locatif en échange d'une simplicité de gestion accrue (les baux durent trois ans et l'effort de gestion locative en est réduit). Surtout, le dispositif permet de réduire son revenu imposable global par le mécanisme du déficit foncier. Notez que l'investissement immobilier dans un pays étranger autre que la France comporte, lui, de nombreuses incertitudes : dynamisme des villes, évolution du marché immobilier local, démarches administratives complexes, attractivité, etc.

### LMNP : une solution avantageuse

La plupart des investisseurs expatriés choisissent le statut de loueur meublé non professionnel (LMNP) : outre des rendements plus élevés que d'autres dispositifs, le système propose en effet d'excellentes possibilités de défiscalisation. Bien mené et optimisé fiscalement grâce aux amortissements, vous pouvez espérer jusqu'à dix ans sans imposition sur vos revenus locatifs, déclarés alors sous le régime des bénéfiques industriels et commerciaux (BIC). La formule est avantageuse grâce à la déduction des amortissements et des frais d'acquisition. Seule condition : le bien doit être meublé. De nombreuses stratégies sont en outre possibles : location longue durée (bail d'un an), location saisonnière Airbnb... Retenez aussi qu'il existe deux types de LMNP : le non-géré et le géré. Le LMNP non géré est une location classique qui permet au propriétaire de conserver la liberté de disposer de son bien comme il l'entend, par exemple le vendre au moment souhaité.

Afin d'être éligible au LMNP non géré, l'investisseur doit respecter la liste minimale de meubles prévus par la loi Alur. Pour le LMNP géré, le bien meublé est situé dans une résidence de services de type Ehpad, résidence étudiante, touristique ou d'affaires et sa gestion est déléguée à un gestionnaire professionnel pour une durée comprise entre neuf et douze ans. Cela permet de bénéficier de la récupération de la TVA (à 20%). Le bail commercial qui lie l'investisseur au

gestionnaire permet dès lors de bénéficier d'une rente régulière sans avoir à se préoccuper de la gestion du bien.

### Nue-propriété : l'immobilier sans peine

La nue-propriété de démembrement est aussi une solution pour éviter les tracasseries de la gestion directe d'un bien. Ce système permet une décote de 40% à l'acquisition du bien par rapport à la pleine propriété, en échange de l'abandon de l'usufruit pendant quinze ans. La nue-propriété de démembrement

## LES GRANDES VILLES FRANÇAISES ATTIRENT LES INVESTISSEURS GRÂCE À LEUR DYNAMISME, LEUR CROISSANCE ET LEUR RENTABILITÉ.

vous permet de n'avoir jamais aucun aléa de gestion car aucun loyer, aucune charge ni aucun impôt n'est exigible jusqu'à la récupération de la pleine propriété. Autre option, les SCPI internationales représentent une solution pour investir de façon mutualisée, en se rendant acquéreur de parts d'un parc d'immeubles professionnels en France et à l'étranger intégralement pris en charge par une société de gestion. Selon le cabinet Calci Patrimoine, c'est même la meilleure solution pour se constituer un patrimoine immobi-

lier diversifié dans le monde entier, sans gestion, hors IFI (impôt sur la fortune immobilière) et aux revenus peu fiscalisés pour un expatrié.

### Investir dans les grandes villes

L'avènement des visites virtuelles depuis quelques années simplifie les choses, mais ne peut remplacer votre présence sur place. Isolation, luminosité, qualité du bâti, ville, quartier sont autant d'éléments pour lesquels vous avez besoin d'être sur place. Néanmoins, si vous ne pouvez vous déplacer, l'idéal est de faire appel à une société de confiance spécialisée dans l'accompagnement des investisseurs immobiliers. Vous pouvez signer avec elle un mandat de recherche qui définit votre budget et votre zone privilégiée pour investir. Votre « chasseur » immobilier effectuera ainsi les visites pour vous et vous enverra régulièrement une sélection de biens correspondant à votre projet. La localisation d'un bien est un élément essentiel dans votre choix. Si vous souhaitez investir en France, il est recommandé de se tourner vers les grandes villes. En effet, elles attirent de nombreux investisseurs grâce à leur dynamisme, leur croissance et la rentabilité des investissements. Paris, Bordeaux, Lyon et Marseille en particulier séduisent de nombreux professionnels, familles et étudiants. La demande dans ces villes est donc très forte. Cela entraîne une vacance locative faible et permet de sécuriser l'investissement réalisé. ♦

### FISCALITÉ : TOUT CE QUI CHANGE POUR LES EXPATRIÉS

L'année 2019 a été un exercice charnière pour la fiscalité des non-résidents. Tout d'abord, le taux minimum d'imposition des expatriés est passé cette année-là de 20 à 30% (à l'exception des revenus inférieurs ou égaux à 27 519 €/an). Le gouvernement a également décidé de supprimer les prélèvements sociaux (CSG-CRDS) sur les revenus du patrimoine immobilier des non-résidents à l'intérieur de l'Union européenne. Toutefois, ils devront s'acquitter du prélèvement de solidarité sur les revenus du patrimoine et des produits de placement qui s'élève à 7,5%. Les Français expatriés en dehors de l'Europe sont, eux, toujours soumis à un prélèvement de CSG-CRDS de 17,2%. Immobilier toujours, depuis 2019, un nouveau dispositif permet par ailleurs à ceux qui s'expatrient de profiter d'une exonération fiscale de la plus-value lorsqu'ils revendent leur résidence principale après le transfert de leur domicile fiscal à l'étranger, mais à condition que la vente intervienne au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit leur départ. Cette mesure ne joue toutefois que pour ceux qui déménagent dans un autre pays de l'Union européenne ou dans un pays qui a signé une convention avec la France en matière de lutte contre la fraude fiscale. Autre spécificité, suite à la nouvelle loi des finances PLFSS 2021, les expatriés basculent quasiment automatiquement dans le dispositif LMP (loueur meublé professionnel) dès lors que leurs revenus locatifs excèdent les 23 000 € annuels ou 50% des revenus globaux du propriétaire, sachant que les salaires perçus à l'étranger ne sont pas pris en compte dans ce calcul. Ce statut de loueur meublé professionnel est moins intéressant puisqu'il prévoit le paiement de cotisations sociales Urssaf sur le bénéfice, soit de 30 à 45% de charges en plus des 20% ou 30% de l'impôt sur le revenu.



## VOUS AUSSI AVEZ DROIT AU MEILLEUR INVESTISSEMENT POUR VOTRE RETRAITE.

Lorsque l'on est expatrié et que l'on envisage d'investir pour sa retraite, il est logique de souhaiter un placement aussi pertinent que si l'on habitait en France. C'est ce que vous propose Réside Études avec un produit immobilier performant et sans contrainte. Cet investissement en résidences gérées présente un cadre fiscal avantageux et génère des revenus complémentaires pour préparer votre retraite. Expert de l'immobilier locatif géré, Réside Études vous accompagne de A à Z, où que vous soyez. Faire un choix d'avenir et être parfaitement conseillé, c'est l'idéal.



**RÉSIDE ÉTUDES**

Pour plus de renseignements  
**01 88 88 10 69**



# INVESTIR DANS L'IMMOBILIER INTERNATIONAL L'EXPERTISE DE CYRIL JARNIAS

C'est à la fois un expert immobilier international mais aussi un homme de terrain : Cyril Jarnias pratique le métier de la gestion de patrimoine depuis plus de vingt ans. Son expertise lui permet aujourd'hui d'aider les particuliers et les chefs d'entreprise à construire, protéger et transmettre leurs patrimoines en toute sérénité. A la recherche de nouvelles opportunités patrimoniales, Cyril Jarnias se déplace à travers le monde et il vous partage son point de vue sur l'immobilier international. Sa démarche consiste à accompagner les français expatriés à s'installer à l'étranger afin qu'ils profitent d'un meilleur cadre de vie dans un environnement où leur pouvoir d'achat et leur fiscalité est généralement favorable.



▲ Cyril Jarnias.

**S**on constat est sans appel : beaucoup de Français sont surexposés au marché immobilier français dans un pays où on compte plus de 60% de propriétaires fonciers, avec des risques notamment locatifs qui sont souvent importants pour le propriétaire français. Les coûts d'entretien des biens ou encore fiscaux pèsent également sur cette rentabilité. La rentabilité locative devient, de fait, faible : on avoisine en moyenne les 2% de rentabilité nette sur Paris et environ 3 à 4% sur des villes de province. Son idée : aider les Français à diversifier leur patrimoine et à investir judicieusement à l'étranger dans des pays offrant un meilleur taux de rendement. Nous allons dévoiler ses meilleures destinations pour investir dans l'immobilier à l'international afin de trouver du rendement et dégager des plus-values.

## COMMENT ET POURQUOI ACHETER À L'INTERNATIONAL ?

### **Le manque de rendement locatif en France :**

Le taux de rendement locatif en France reste particulièrement faible : maximum 4% net dans la plupart des grandes villes de province de France (Lyon, Marseille) et environ 2 à 3% dans la ville de Paris. Il faut savoir chercher le rendement là où il se situe. On peut trouver des rendements supérieurs à l'étranger.

### **Les risques d'une acquisition immobilière internationale :**

Contrairement à une acquisition immobilière traditionnelle, l'international comporte des risques. On devra notamment être attentif aux critères suivants : la fiscalité territoriale, le prix au mètre carré, la stabilité politique et géopolitique, le rendement locatif ou encore les risques propres à la réglementation du pays.

### **La fiscalité à considérer :**

En France, les revenus perçus au titre de la location d'une propriété non meublée supportent notamment les prélèvements sociaux obligatoires de 17,20%. La taxe foncière également augmente et pèse sur la rentabilité. On ne doit pas oublier l'impact dans la taxe sur la plus-value. À côté, certains pays étrangers offrent une fiscalité territoriale particulièrement attractive, comme la Bulgarie avec un taux d'impôt sur le revenu de seulement 10%. La fiscalité internationale est un critère important à prendre dans une stratégie de diversification de son patrimoine. Est-ce que le pays dispose, par exemple, d'une convention fiscale de non double imposition signée avec l'administration fiscale française ? Quelle est la fiscalité applicable sur les revenus locatifs ?

## EXEMPLE DE PAYS OÙ ACHETER DE L'IMMOBILIER À L'INTERNATIONAL

### **USA**

Les Etats-Unis comptent plus de 340 millions d'habitants. C'est non seulement la première puissance économique et financière mondiale, mais c'est également une zone de consommation incroyablement dynamique (60% de son PIB provient de la consommation).

**La situation de l'immobilier :** La Floride par exemple reste une destination incontournable au niveau immobilier. Il faut savoir également qu'il existe aux USA des zones franches dans lesquelles la fiscalité est très légère avec un très fort déficit de logement. Ce déficit s'accroît car on assiste à un phénomène d'exode des populations des grandes villes vers des zones plus rurales où ils pourront s'offrir un magnifique pavillon avec du terrain et la nature en ligne de mire ! Le télétravail et l'accès à la 5G se développent dans tout le pays. L'Amérique intérieure devient de nouveau attractive.

### **Comment achète-t-on aux USA ? :**

Les étrangers ont le droit d'acquiescer une propriété aux Etats-Unis. L'achat d'une propriété via une LLC est généralement recommandé pour des raisons fiscales, de sécurité et de confidentialité. Dans la mesure où votre société va devenir le propriétaire du bien immobilier,



© Blue Planet Studio

les éventuels procès des locataires seront donc au nom de votre LLC. Sauf en cas d'erreur de gestion ou en cas d'hypothèque, si votre LLC est condamné à verser des dommages et intérêts à votre victime, vous n'engagez pas votre patrimoine personnel.

**Rentabilité espérée et types de biens :**

Il n'est pas rare de trouver des taux de rendement de 8% sur de l'immobilier neuf de type maison avec jardin avec minimum deux chambres en Floride par exemple. Là où une maison pourra être proche d'un million dollar par exemple à Tampa, il sera possible de diviser par cinq le prix de l'investissement pour une maison neuve en zone rurale américaine et maintenir son rendement car la demande en biens neufs manque dans cette Amérique intérieure.

**Les taxes aux USA :** En matière de fiscalité, la France a signé avec les États-Unis d'Amérique une convention fiscale en vue d'éviter les doubles impositions. En Floride, la fiscalité sur les revenus peut par exemple être de 10%. On peut trouver également des zones franches aux USA sans imposition sur les revenus fonciers.

## Bulgarie

La Bulgarie reste une destination immobilière à découvrir dans l'Union Européenne. Le pays a rejoint l'Union Européenne le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Il connaît cependant une très forte croissance économique. Le marché immobilier bulgare peut faiblir mais les prix restent encore largement inférieurs à la moyenne européenne.

**La situation de l'immobilier :** Dans la capitale du pays Sofia, les prix dans l'immobilier sont passés en moins de quatre ans de 850 euros par mètre carré dans le neuf à plus de 1 400 euros aujourd'hui.

Cette forte hausse des prix s'explique principalement par un déficit de logement neuf important.

**La procédure d'achat d'un bien immobilier :**

La Bulgarie autorise les citoyens de l'UE à acheter sur son territoire des propriétés immobilières. Il faut compter entre 0,10 et 3% d'impôt foncier et entre 0,10 et 1,50% de frais de notaire.

**La rentabilité espérée :** La Bulgarie reste une destination immobilière privilégiée en Europe pour de nombreux acheteurs internationaux. Le pays offre les meilleurs prix de l'Union Européenne et une offre immobilière très large : les villes animées comme Sofia ou Plovdiv, les stations de ski, les stations de sports d'été ou les campagnes plus reculées. On trouve des logements avec un taux de rendement locatif qui se situe entre 4 et 7% par an. En achat revente, ce sera plus de 20% dans le neuf.

**Des exemples de biens :** On trouve les meilleurs prix à l'achat dans des programmes neufs en cours de construction. Dans la capitale bulgare, un appartement neuf fini composé d'une chambre se négocie à environ 120 000 euros pour 70 mètres carrés, tandis qu'un appartement similaire en cours de construction se commercialise à environ 100 000 euros. On comprend vite qu'en achat revente le gain sera de 20% en moyenne.

**La fiscalité en Bulgarie :** La fiscalité en Bulgarie est particulièrement attractive. Il faut savoir qu'un propriétaire foncier est exonéré de taxe sur la plus-value immobilière à partir de trois ans de détention du bien immobilier. L'impôt sur le revenu est fixé à 10%. Il n'y a pas de taxe d'habitation. La Bulgarie a signé une convention bilatérale tendant à éviter la double imposition des revenus.

## LE RÔLE DU GESTIONNAIRE DE PATRIMOINE ET DU RÉSEAU LOCAL

Le gestionnaire de patrimoine a bien sûr un rôle à jouer dans l'accompagnement de l'expatrié. Il dispose de connaissances approfondies pour se positionner comme un architecte patrimonial. Son expertise lui permet d'accompagner le futur expatrié dans sa démarche d'acquisition immobilière à l'étranger.

## L'EXPÉRIENCE ET LE RÉSEAU LOCAL DU GESTIONNAIRE DE PATRIMOINE

Cyril Jarnias est un expert en gestion de patrimoine avec plus de 20 années d'expérience à son actif. Il est diplômé d'un double Master européen en gestion de patrimoine et en Finance. Il aide les particuliers et les chefs d'entreprise à construire, protéger et transmettre leur patrimoine en toute sécurité. Il se déplace régulièrement à l'étranger pour trouver de nouvelles opportunités pour développer le patrimoine de ses clients. Il alimente régulièrement le blog [cyriljarnias.fr](http://cyriljarnias.fr) dans lequel il fait découvrir à ses lecteurs son point de vue sur la gestion de patrimoine et l'immobilier international.

**Aller plus loin :**  
[www.cyriljarnias.fr](http://www.cyriljarnias.fr)

**Disclaimer :** Nous attirons votre attention sur le fait qu'un investissement comporte un risque de perte de capital. Les performances passées ne préjugent en rien des performances futures. Cet article ne constitue pas une incitation en vue d'acquiescer un quelconque produit financier.



**BON À SAVOIR**

# Zoom sur les réseaux bancaires et banques en ligne dédiés aux expatriés

On dit que l'argent est le nerf de la guerre. C'est encore plus vrai à l'étranger, loin de ses bases. Selon la durée de votre expatriation, mais aussi du pays d'accueil, la question du compte bancaire n'appelle pas les mêmes réponses. Faut-il ouvrir un compte dans son nouveau pays de résidence et/ou conserver son compte français ? Faut-il se tourner vers une banque traditionnelle, en ligne, une néobanque ? Voici quelques éléments de réponse.

**U**ne bonne nouvelle pour commencer. Si vous projetez de résider dans un pays de la zone euro, vos virements, retraits et paiements seront sans frais. Il est donc possible d'utiliser son compte bancaire français. Il suffit simplement de transmettre votre RIB à votre nouvel employeur. Toutefois, à long terme, il sera probablement nécessaire de détenir un compte bancaire dans le pays d'accueil – pour souscrire un crédit immobilier

par exemple. Conserver son compte français peut suffire seulement si l'expatriation est courte (quelques mois) ou temporaire. Si vous avez choisi d'aller vivre dans un pays hors zone euro, en revanche, le plus judicieux sera d'entrée de jeu d'ouvrir un compte bancaire sur place. Car utiliser son compte bancaire français serait trop onéreux. En effet, la moindre opération (virement, retrait, paiement...) effectuée hors de la zone euro pourra entraîner des commis-

sions importantes, sans parler du taux de change interdevises à prendre en compte.

## Législation locale

Pour ouvrir un compte en banque pour expatrié, il y a certaines conditions et subtilités à connaître. Par exemple, si vous pensez ouvrir un compte à l'étranger, il est conseillé de se renseigner sur la législation locale ainsi que sur les prérequis de la banque : quelle est la



langue parlée ? Faut-il avoir la nationalité du pays d'accueil ? La domiciliation des revenus est-elle obligatoire ? Toutefois, en parallèle d'un compte local, vous pourrez conserver un compte bancaire en France. Pour ceux qui n'ont pas de date de retour prévue, faites des simulations sur votre budget afin de déterminer si une clôture de votre compte en France n'est pas plus avantageuse. Quelle que soit l'option choisie, une fois votre convention de compte signée, la banque vous fera parvenir votre RIB ainsi que vos moyens de paiement. Après l'ouverture de votre compte en banque d'expatrié, il conviendra de le déclarer à l'administration fiscale française.

Si l'on souhaite ouvrir un compte bancaire pour expatrié dans son nouveau pays d'accueil, il est recommandé de se renseigner au préalable auprès de sa banque, car généralement les grands groupes ont des partenaires à l'étranger. Les démarches seront ainsi généralement facilitées. Mieux vaut effectuer des paiements par carte bancaire que de retirer du cash à l'étranger, car les banques traditionnelles facturent davantage les retraits en liquide. Si l'on décide d'ouvrir un compte bancaire pour expatrié dans son pays d'accueil, garder son compte bancaire français est tout de même fortement recommandé pour effectuer des achats lors de ses retours, ou bien pour profiter d'une épargne plus attractive.

## Les meilleures banques en ligne

Se tourner vers une banque en ligne pour une expatriation est donc une bonne alternative si vous ne souhaitez pas ouvrir un compte dans votre pays d'accueil. Il suffit désormais de quelques minutes pour ouvrir un compte en ligne et toute la gestion se fait à distance ! Selon le site [www.banque-en-ligne-info.com](http://www.banque-en-ligne-info.com), plusieurs enseignes sortent du lot dans le cas d'une expatriation.

Fortuneo, d'abord, propose trois offres. Fosfo, la première, est gratuite sans condition de revenus. La deuxième inclut une carte MasterCard gratuite à partir de 1200 € de revenus. Enfin, la troisième permet d'obtenir une carte Gold MasterCard gratuite dès 1800 € de revenus. Fosfo et la carte Gold proposent la gratuité des retraits et paiements hors zone euro.

Monabanq commercialise quatre offres à partir de 2 € par mois. Pour obtenir une carte Visa Premier, vous devrez déboursier 3 € de plus chaque mois.

Citons encore N26, une banque en ligne avec une offre gratuite sans condition de revenu, avec paiements hors zone euro sans frais, compte bancaire en multidevises permettant d'effectuer des virements internationaux et carte bancaire gratuite sous condition.

## Se déplacer en agence ?

Boursorama Banque propose de son côté également toute une panoplie de services en ligne avec carte bancaire et frais de tenue de compte gratuits, mais à la condition de justifier d'un revenu minimum de 1000 €. C'est également la seule banque en ligne à autoriser les expatriés à ouvrir un compte bancaire (sauf aux États-Unis). Il est possible pour les expatriés de souscrire à une offre en ligne. Pas besoin de se déplacer en agence ! Il vous sera ainsi possible de souscrire à une offre d'entrée de gamme nommée Welcome. Celle-ci

**AVANT D'OUVRIR UN  
COMPTE À L'ÉTRANGER,  
IL EST CONSEILLÉ DE  
SE RENSEIGNER SUR  
LA LÉGISLATION LOCALE  
ET SUR LES PRÉREQUIS  
DE LA BANQUE.**

permet les paiements sans frais partout dans le monde. Cette offre est pratique pour les expatriés cherchant une carte de paiement internationale dans une banque française. Attention toutefois, des frais sont imposés sur les retraits d'espèces hors zone euro. Citons également Orange Bank.

## Réseau d'agences dédié

Parmi les enseignes traditionnelles, HSBC est considérée comme la banque pour expatriés de référence, avec retraits gratuits à l'étranger, accès aux banques du réseau partout dans le monde, aide à l'expatriation, et toute une gamme de services justifiant des tarifs au-dessus de la moyenne. Il s'agit d'ailleurs de la seule banque physique autorisant les expatriés à ouvrir un compte bancaire en ligne, sans avoir la nécessité de se rendre en agence. Vous aurez ainsi la possibilité de choisir votre carte bancaire ou de souscrire un pack bancaire nommé HSBC Hexagone et disponible dès 8,35 €/mois. Enfin, BNP

Paribas dispose d'un réseau d'agences dédiées à la clientèle internationale et des conseillers bancaires mis à disposition des expatriés. Si vous n'avez pas encore quitté la France, vous pourrez ouvrir sans problème un compte chez l'une ou l'autre. En revanche, si vous êtes déjà à l'étranger et n'êtes donc plus résident fiscal français, les démarches sont plus complexes.

## Droit au compte

Quelle soit physique ou en ligne, une banque française exige en effet de ses nouveaux clients d'être résident fiscal français, ce qui n'est plus le cas d'un expatrié. Les banques traditionnelles demanderont certainement à leurs nouveaux clients de se déplacer en agence pour ouvrir leur compte bancaire, ce qui est difficilement envisageable si on vit en Australie ou en Argentine ! Une dernière solution est le droit au compte. Il s'agit d'une procédure gratuite à laquelle on peut recourir lorsqu'on n'a plus de compte bancaire et qu'on a essayé au moins un refus auprès d'une banque. Cette procédure vaut également pour les expatriés.

## Focus sur les néobanques

Enfin, il existe une dernière solution adaptée les expatriés : les néobanques. Certes, elles ne proposent ni crédit, ni produit d'épargne, ni chéquier, ni découvert autorisé, mais elles offrent d'autres fonctionnalités et sont plus accessibles aux non-résidents français. Cela permet notamment d'accéder à un compte bancaire basique afin de recevoir de l'argent ou de pouvoir effectuer des virements à des personnes ou des organismes en France. Citons par exemple Revolut, qui permet à tout résident d'un pays de l'Espace économique européen (au-delà de la zone euro), ainsi que des États-Unis, du Royaume-Uni, du Japon, de Suisse, de Singapour ou encore d'Australie, d'ouvrir un compte. Vous pourrez donc adhérer même si vous êtes déjà expatrié. L'offre basique est gratuite. Attention à bien vérifier quels pays sont acceptés par la néobanque choisie. Nickel permet de son côté de souscrire directement chez un buraliste, même si vous n'avez pas d'autre compte bancaire en France. À partir de 4,90 €/mois, Lydia propose de son côté une souscription à distance, un service en anglais, une carte bancaire gratuite, l'accompagnement par un conseiller, un RIB français et une application mobile performante. ♦





## ASSURANCE-VIE, ACCIDENT, INVALIDITÉ...

# Tout ce qu'il faut savoir sur les contrats d'assurance

Partir bien assuré ! C'est le maître-mot d'une expatriation réussie, que l'on se lance dans l'aventure en solo ou plus encore en famille. Tous les contrats d'assurance ne se valent pas et couvrent des risques bien différents. Quant à l'assurance-vie, placement préféré des Français, elle est souvent perçue comme un outil d'épargne mais permet surtout d'améliorer sa retraite et de transmettre un patrimoine au moment de son décès.

**A**vant toute chose, dans le cadre d'une mobilité internationale, il convient de définir son statut. Car selon que vous serez travailleur détaché, expatrié, frontalier, etc. (*lire encadré p. 91*), votre protection sociale à l'étranger sera différente. De façon générale, un non-résident peut être affilié soit au régime de sécurité sociale français, soit au régime local,

ou encore aux deux. Il est essentiel de se renseigner avant son départ. Dans tous les cas, l'expatrié doit être obligatoirement affilié au régime de sécurité sociale du pays dans lequel il travaille et où il paie ses cotisations. En cas d'accident du travail, de maladie professionnelle ou d'invalidité, il bénéficiera des prestations prévues dans ce même pays. Mais les mêmes termes revêtent

des réalités parfois différentes en fonction du pays. Aussi, il faut être bien attentif à ce qui est vraiment couvert. Le site Previsima rappelle que tous les pays n'offrent pas de régime de prévoyance décès et que l'assuré expatrié souhaitant tout de même bénéficier d'une couverture peut souscrire une assurance volontaire auprès de la Caisse des Français de l'étranger (CFE), ce qui

lui permet de prétendre aux remboursements de l'assurance-maladie française dans tous les pays du monde (y compris lors de séjours en France).

## Bâtir sa protection sociale

La CFE offre également une prise en charge différenciée en cas d'ALD (affection longue durée, etc.) mais facilite aussi le retour en France. Elle supprime le délai de carence pour s'affilier à la sécurité sociale française. Enfin, elle permet de coordonner invalidité et retraite. Car force est de constater que la protection sociale est faible dans beaucoup de pays. De ce fait, il vous revient de bâtir vous-même votre protection sociale d'expatrié. Surtout, ne faites pas l'impasse sur certains risques plus longs comme la prévoyance, qui peut vous protéger en cas d'invalidité. Enfin, souciez-vous des questions de coordination entre les risques. Décéder ou devenir invalide arrive aussi en expatriation. Et l'enjeu financier reste important pour les familles. En conséquence, compenser ces préjudices par des garanties adaptées reste primordial.

## Assurance-vie : une épargne toujours disponible

A la différence des propositions précédentes, l'assurance-vie est une solution d'épargne. C'est un contrat qui permet de se constituer un capital produisant des intérêts, de quoi à la fois d'améliorer sa retraite et transmettre un patrimoine au bénéficiaire de son choix. C'est le deuxième placement préféré des expatriés après l'immobilier. Si vous avez souscrit une assurance-vie française et que vous quittez le ter-

ritoire français définitivement, vous pourrez la conserver. Vous pourrez aussi continuer à effectuer des virements et des rachats mais, depuis le Brexit, si vous déménagez votre résidence fiscale au Royaume-Uni vous ne pourrez plus faire de versement (ni libre ni programmé). L'ouverture d'un contrat d'assurance-vie permet d'effectuer des retraits réguliers. Vous disposez donc de votre épargne librement, ce qui n'est pas le cas de tous les placements

## L'ASSURANCE-VIE, SOLUTION D'ÉPARGNE, EST LE DEUXIÈME PLACEMENT PRÉFÉRÉ DES EXPATRIÉS FRANÇAIS APRÈS L'IMMOBILIER.

financiers. Souscrire un contrat d'assurance-vie offre également un placement au plafond illimité. Les contrats les plus courants couvrent à la fois le risque vie et le risque de décès.

## Un régime fiscal différent

L'assureur s'engage à verser une rente ou un capital lorsque l'assuré est en vie à la date prévue au contrat, ou à le verser au bénéficiaire désigné en cas de décès de l'assuré avant la date prévue au contrat. En tant que non-résident français, le titulaire d'un contrat d'assurance-vie est soumis à un régime fiscal différent du régime applicable aux contribuables français, généralement plus avantageux en termes de fiscalité. Toutefois, il peut parfois être

compliqué de s'y retrouver. Quand une convention a été signée entre la France et l'État de résidence du souscripteur expatrié, celui-ci a la possibilité de demander l'application de la fiscalité la plus intéressante des deux pays. Mais pour éviter de se voir appliquer les taux de prélèvements prévus par le droit français, le titulaire du contrat d'assurance-vie doit prouver sa non-résidence fiscale française en fournissant une attestation délivrée par son pays de résidence à l'étranger. Dans le cas où il n'existe pas de convention, l'État de résidence est considéré comme non-coopératif et la souscription en France d'un contrat d'assurance-vie n'est plus du tout avantageuse fiscalement (prélèvement forfaitaire sur les intérêts fixé à 75%).

## L'importance du lieu de résidence

De manière générale, les conventions prévoient que tant que le souscripteur ne procède à aucun rachat (retrait d'argent du contrat), les bénéfices annuels ne sont soumis à aucune imposition. La taxation intervient uniquement lors d'un rachat ou au dénouement du contrat (décès). Le non-résident bénéficie par ailleurs d'une exonération des prélèvements sociaux sur les produits de rachat de contrat d'assurance-vie. Également, en cas de décès du souscripteur non-résident, les sommes versées avant l'âge de 70 ans se voient exonérées d'imposition (jusqu'à 152 500 €/bénéficiaire) et non assujettis aux droits de succession en France, et ce, quels que soient la date des versements et l'âge du contrat. Le critère instauré par le législateur est celui du lieu de résidence au moment du décès. Ainsi, si le souscripteur du contrat ou le bénéficiaire est un résident fiscal en France au moment du décès la taxe sera alors due.

A noter que les expatriés ne bénéficient pas de l'abattement annuel auquel ont droit les résidents en cas de rachat ou de dénouement après huit ans (4 600 € pour une personne seule, ou 9 200 € pour un couple imposé en commun). Cas particulier, malheureusement, la citoyenneté américaine ne permet pas l'ouverture d'un contrat d'assurance-vie en raison de la complexité de la réglementation Fatca (*Foreign Account Tax Compliance Act*), visant à lutter contre l'évasion fiscale des citoyens et résidents américains. ♦

## SALARIÉ DÉTACHÉ OU TRAVAILLEUR INDÉPENDANT, QUEL STATUT ?

Un salarié détaché dans un Etat membre de l'Union européenne (UE) de l'Espace économique européen (EEE) ou en Suisse reste affilié au régime de sécurité sociale français pendant toute la durée du détachement et paie ses cotisations sociales en France comme les autres salariés. S'il est envoyé dans un Etat ayant signé une convention avec la France, il reste affilié au système français mais sa protection dépend des modalités prévues dans l'accord. Enfin, s'il est en poste dans un Etat n'ayant pas signé de convention avec la France, il relève alors de l'assurance-maladie française, même si cette affiliation ne le dispense pas du paiement des cotisations de sécurité sociale dans le pays de détachement. En cas d'accident du travail, de maladie professionnelle ou d'invalidité dans le pays où il vit et travaille, l'assuré qui remplit les conditions d'ouverture de droits et qui a effectué les démarches auprès de sa caisse d'assurance-maladie en France peut prétendre au versement de prestations ou à une pension d'invalidité s'il remplit les conditions. Quant au travailleur indépendant en situation de mobilité internationale, il peut bénéficier de la qualité de travailleur détaché et de la sécurité sociale française ou s'affilier obligatoirement au régime local. Sa protection résulte tant des accords internationaux ou de la réglementation européenne liant la France à certains Etats que de la législation de l'Etat d'accueil.



## PRÉVOIR SON AVENIR

# Quels leviers pour financer votre retraite future ?

Les non-résidents fiscaux ne sont pas soumis aux mêmes modalités que les résidents français. Souvent, à l'étranger, on cesse de cotiser aux caisses de retraite françaises et les versements sur des fonds de pension privés donnent peu de visibilité sur le montant réel perçu à terme. Il existe toutefois deux grands types d'actifs pour « booster » sa future retraite : les placements financiers et l'investissement immobilier. Passage en revue de quelques solutions adaptées aux expatriés.

**Q**ue l'on soit travailleur détaché ou employé en contrat local, les cotisations à la retraite seront très souvent moins importantes à l'étranger qu'en France. Par conséquent, il est indispensable d'anticiper cette future baisse de revenus et de commencer à préparer

sa retraite le plus tôt possible. Cela est d'autant plus important dans le contexte actuel, compte tenu de l'essoufflement du système français et du report de l'âge légal du départ à la retraite. La première possibilité pour augmenter ses revenus est de se constituer une épargne financière, en particulier via l'assurance-vie

qui offre la possibilité de faire fructifier un capital. L'instrument d'épargne préféré des Français présente surtout de nombreux atouts et une palette diversifiée d'investissements. Les sommes placées restent par ailleurs disponibles et des retraits peuvent être effectués à n'importe quel moment. On peut aussi



organiser ce type d'investissement en vue de transmettre son capital en choisissant un bénéficiaire. Mais attention ! Ce produit attractif quand on est résident en France peut ne pas l'être dans le pays où vous résidez. Vérifiez en particulier si l'assurance-vie est reconnue là où vous vivez. Dans certains pays, elle peut être considéré comme un simple compte-titres ou livret sur lequel vous touchez des intérêts imposables.

### PEA et assurance-vie luxembourgeoise

L'autre placement auquel on pense moins est le plan d'épargne en actions (PEA). Si vous avez quitté la France depuis 2012, vous êtes autorisé à le conserver, ce qui permet d'avoir des avantages et de retirer des fonds au bout d'un certain temps ou bien de toucher ce capital sous forme d'une rente viagère. Unique exception : si le transfert hors de France est effectué à destination d'un État ou territoire non coopératif (ETNC – sans convention fiscale avec la France), le plan sera définitivement clôturé et les gains nets réalisés seront immédiatement imposés, d'une part, à l'impôt sur le revenu si le plan est ouvert depuis moins de cinq ans, d'autre part, aux prélèvements sociaux quelle que soit la date d'ouverture du plan.

Quant à la fiscalité d'un PEA, une fois à l'étranger, elle dépend notamment de l'imposition française dans l'État d'expatriation et de l'imposition des dividendes issus du PEA, versés par des sociétés cotées et non cotées. Enfin, l'assurance-vie luxembourgeoise fonctionne exactement de la même façon qu'une assurance-vie classique française : contrat de compagnie d'assurance, épargne sur Fonds euros ou Unités de compte, versements libres et programmés, rachat partiel et total à tout moment, transmission par la clause bénéficiaire... mais puisque la compagnie est basée au Luxembourg, le contrat bénéficie de nombreux autres avantages, notamment sécuritaires, par rapport à sa petite sœur qui se trouve dans l'Hexagone, notamment pour les expatriés.

### Immobilier : créer de la valeur

Une deuxième option pour combler une baisse de revenus à l'heure de la retraite est l'investissement immobilier locatif. C'est en effet la seule classe d'actifs avec laquelle on peut immédiatement créer de la valeur patrimoniale par le recours

au crédit. Et cette solution permet aussi de protéger sa famille puisque, en général, le crédit immobilier est assorti d'une assurance décès. C'est un moyen de préparer, à plus ou moins long terme un futur complément de revenu qui aura l'avantage d'être régulier, mensuel ou trimestriel selon les cas, mais également d'être indexé et en cas de retour de forte inflation, comme c'est le cas aujourd'hui, l'atout est peu négligeable. On sécurise aussi une partie de

## IL CONVIENT D'ANTICIPER, POUR TENIR COMPTE DE L'ESOUFFLEMENT DU SYSTÈME FRANÇAIS ET DU REPORT DE L'ÂGE LÉGAL DU DÉPART À LA RETRAITE.

son patrimoine par un actif tangible, on protège le capital dans le meilleur des cas et on peut aussi avoir une plus value importante, par exemple, avec l'immobilier parisien. C'est également une valeur refuge très résiliente face à l'instabilité des marchés financiers et rassurante en période d'incertitudes économiques. Mais gardez à l'esprit que les banques sont assez frileuses pour financer les expatriés (Tracfin, contrôle des changes...) et leur appliquent un taux supérieur à ceux des emprunteurs qui vivent en France.

### Nue-propriété et usufruit

Il y a plusieurs façons pour un expatrié de se constituer un patrimoine locatif : à commencer par l'achat classique, dans le neuf ou l'ancien, ou encore la nue-propriété. En clair, on possède le bien mais on n'en a pas l'usufruit, on ne peut pas utiliser le bien ou en percevoir des revenus sur une durée de quinze à vingt ans. En contrepartie, vous ne paierez que 55 à 69% du prix en pleine propriété. L'usufruitier est en général un bailleur institutionnel qui va acheter et gérer le patrimoine en s'occupant de tout et en payant y compris d'éventuels travaux. Au terme de la période, vous récupérez votre bien sans avoir à ajouter le moindre centime. Avantage, surtout pour un investisseur expatrié : aucun souci de gestion et vous percevez en quelque sorte les loyers, sous forme de réduction de prix, non soumis à l'impôt sur le revenu. Si vous avez des revenus fonciers préexistants ou à venir, la valeur IFI (impôt sur la fortune immobilière) pendant toute la durée du démembrement est égale à zéro.

Autre solution : investir dans des résidences gérées (résidences d'affaires, de tourisme, étudiantes, Ehpad...), via le statut de loueur en meublé non-professionnel. On entre alors dans une fiscalité exclusivement BIC (bénéfices industriels et commerciaux). Même si vous n'avez qu'un bien, c'est une fiscalité plutôt professionnelle. À ce titre, vous bénéficiez de l'amortissement de l'investissement. Avantage : le rendement est en quelque sorte garanti par le bail commercial. ♦

### NE NÉGLIGEZ PAS LA « PIERRE PAPIER » EN NUE-PROPRIÉTÉ

La souscription de parts de SCPI permet d'acquérir pour quelques milliers d'euros seulement des parts de sociétés qui gèrent un patrimoine professionnel à la fois de commerces, de locaux d'activités, mais surtout de bureaux.

On peut également, et c'est de plus en plus privilégié surtout par des clients expatriés, acquérir de la nue-propriété à travers les SCPI, avec des démembrements, non pas de quinze ans comme expliqué précédemment, mais beaucoup plus courts, selon une durée que vous choisissez : cinq, sept ou dix ans. Cette solution est intéressante pour des clients qui veulent acquérir des SCPI en vue d'un complément de revenu à terme et qui ne souhaitent pas pour autant percevoir tout de suite parce qu'ils sont, par exemple, lourdement fiscalisés. Automatiquement, ils retrouveront les revenus au moment de leur retraite. L'avantage de ce procédé encore peu répandu est de proposer une diversification du patrimoine immobilier. Dans la plupart des cas, les clients qui souscrivent ces SCPI en nue-propriété ont déjà de l'immobilier locatif dans leur portefeuille. Autre point positif : aucun souci de gestion et des revenus de bon niveau et nets de frais. La contrainte est que ce placement est soumis à des frais de souscription importants, de l'ordre de 6 à 10%, un peu comme des droits d'enregistrement (frais de notaire) lorsqu'on achète un bien immobilier dans le neuf ou l'ancien. Enfin, vous ne pourrez pas déduire les intérêts d'emprunt d'autres revenus fonciers. Gardez également à l'esprit que tous ces dispositifs, y compris l'assurance-vie et le PEA, ne sont intéressants que dans la mesure où on souhaite garder un lien avec la France. Il est également essentiel, dans la constitution de ce capital retraite, de veiller à l'équilibre entre l'ensemble de ces différentes possibilités dans le financier et l'immobilier. C'est à bien peser dans l'ensemble de votre patrimoine mondial.



## REPÈRES

# Succession : les clés pour transmettre son patrimoine

Que l'on soit installé en Europe, juste de l'autre côté de la frontière, ou au bout du monde, transmettre à distance son patrimoine lorsqu'on est expatrié n'est pas une chose aisée. Comment se passe le règlement des successions ? Quelles lois nationales doivent-elles s'appliquer ? Voici quelques conseils et règles à connaître pour éviter les embûches.

On parle de succession internationale dès lors que la personne (défunte ou vivante) détient au moins un bien dans un pays autre que celui de sa nationalité ou de sa résidence, ou est décédé dans un pays autre que le sien. Mobilité internationale oblige, ces successions à l'étranger sont désormais de plus en plus fréquentes. Depuis août 2015, un nouveau règlement européen s'applique à toutes les successions internationales dans l'Union européenne. Il désigne désormais comme seule loi applicable à l'ensemble des biens la loi du pays dans lequel la personne vit (ou meurt).

Ce texte concerne tous les États membres de l'UE sauf le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark. Il s'applique aussi bien aux Français expatriés qu'à ceux mariés à un étranger, ou encore à ceux qui détiennent un patrimoine hors de l'Hexagone. Cela signifie, par exemple, que la succession d'une Française installée en Espagne sera régie par la loi espagnole pour l'ensemble de ses biens, où qu'ils se trouvent, si elle n'a pas désigné avant sa mort la loi française pour régir sa succession. En effet, d'un pays à l'autre, les règles relatives à la réserve et à la protection du conjoint survivant peuvent être très différentes de ce que nous connaissons habituellement. Attention ! Ce règlement européen ne régit toutefois que les aspects de droit civil des successions. La fiscalité n'est donc pas touchée par ce règlement et les règles habituelles continuent à s'appliquer en fonction des conventions fiscales que la France a signées avec le pays concerné.

## Des taux variables selon les pays

Ainsi, même si vous décidez d'opter pour la fiscalité française, les taxes de votre pays de résidence s'appliquent toujours sur vos biens. De même, les droits de succession ou la protection

du conjoint survivant varient en fonction du pays. Par exemple, dans les pays d'Europe de l'Est, en Suède, en Italie ou au Portugal, les droits de succession sont faibles. En cas d'expatriation dans un de ces pays, il peut être intéressant d'opter pour la fiscalité locale. En revanche, dans d'autres pays comme l'Allemagne, la Belgique, ou encore l'Espagne, les taux sont plus élevés qu'en France, et cela pourrait se montrer désavantageux pour vous et vos héritiers d'adopter les règles de ces pays.

Certains pays ont un critère unique et soumettent toute la succession, quelle que soit la situation des biens, à un seul rattachement : en général la résidence ou la nationalité. D'autres préfèrent soumettre la succession à plusieurs droits. C'est le cas notamment des États qui n'ont pas signé le règlement européen de 2015. Les biens du défunt y sont séparés en deux et n'obéissent pas systématiquement aux mêmes lois. Les biens meubles (mobilier, comptes bancaires, placements boursiers parts de société, etc.) sont régis par les lois successorales du pays de résidence de la personne. Les biens immobiliers dépendent, eux, des lois du pays dans lesquels ils sont situés.

Ainsi, un Français résidant au Danemark et possédant un appartement en France voit sa succession obéir aux lois françaises pour son bien immobilier et aux lois danoises concernant l'argent placé dans le pays scandinave.

## L'effet du renvoi

Cette règle est dite « universelle », dans la mesure où elle s'applique même si la loi désignée est celle d'un pays qui n'est pas membre de l'Union européenne. Elle connaît toutefois deux exceptions. La première, la plus importante, est le « renvoi » : quand la loi de la résidence habituelle est celle d'un pays qui n'a pas le même critère, c'est cette loi, à laquelle la loi étrangère renvoie elle-même, qui s'applique. Si un Français vit au Maroc, dont le critère est celui de la loi de la nationalité, on suivra le droit marocain désigné par le règlement européen, et on appliquera le droit français, loi nationale du défunt, par l'effet du renvoi. La seconde exception concerne les expatriés temporaires : le règlement européen admet que parfois, la loi de la résidence habituelle n'est pas celle avec laquelle le défunt avait les liens les plus étroits, comme un Français en

## RÉSERVE HÉRÉDITAIRE : DE NOUVELLES RÈGLES S'APPLIQUENT

La réserve héréditaire est la part des biens et des droits successoraux dont la loi française garantit la transmission à certains héritiers « réservataires », tels les enfants. Depuis l'an dernier, la loi française instaure un mécanisme de protection de la réserve héréditaire dans un cadre international via un droit de prélèvement. Ainsi, lorsque le défunt ou au moins l'un de ses enfants est, au moment du décès, ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ou y réside habituellement et lorsque la loi étrangère applicable à la succession ne permet aucun mécanisme réservataire protecteur des enfants, chaque enfant ou ses héritiers peut effectuer un prélèvement compensatoire sur les biens existants situés en France au jour du décès, de façon à être rétablis dans les droits que leur octroie la loi française. Cette nouvelle disposition est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2021 et concerne les successions ouvertes à compter de cette même date. Mais cette mesure est doublement limitée. D'une part, elle ne s'applique que si le défunt ou l'un de ses enfants a, au moment du décès, la nationalité ou réside habituellement dans un État membre de l'Union européenne. D'autre part, la réserve héréditaire est protégée par l'instauration d'un prélèvement ne pouvant être exercé que sur des biens situés en France lors du décès.



© J.P. VALLET

mission quelques années à l'étranger, mais qui a laissé ses biens et sa famille en France. Il est envisageable, alors, de lui appliquer la loi française. Si vous êtes expatrié, vous pouvez faire en sorte que votre succession soit régie uniquement par le droit français, peu importe le pays dans lequel vous résidez dans le monde. Pour ce faire, lors de la rédaction de votre testament, précisez votre souhait de voir votre succession placée « sous la loi française ». La loi en principe applicable peut, par ailleurs et dans certaines conditions, être écartée notamment si elle est contraire à l'ordre public. Il s'agirait par exemple d'une loi successorale discriminatoire d'un point de vue sexuel ou racial.

### **Un certificat successoral européen**

Prenez contact avec votre notaire afin de vous faire accompagner dans le meil-

### **SI VOUS ÊTES EXPATRIÉ, VOUS POUVEZ FAIRE EN SORTE QUE VOTRE SUCCESSION SOIT RÉGIE UNIQUEMENT PAR LE DROIT FRANÇAIS.**

leur choix de fiscalité pour vos successions en tant qu'expatrié. Et profitez-en pour faire une demande de certificat successoral européen (CSE). En France, seuls les notaires peuvent vous le fournir. Instauré par le nouveau règlement européen de 2015, ce document a pour but de simplifier les démarches et les recours de vos héritiers afin de faire reconnaître leurs droits à l'étranger et percevoir leur héritage. Des démarches qui, par le passé, étaient souvent lon-

gues et pour le moins fastidieuses. L'intervention du notaire n'est toutefois pas obligatoire lorsque la succession ne comporte pas de biens immobiliers, qu'il n'existe pas de testament ou donation, et que le défunt n'était soumis à aucun contrat de mariage. Attention : si le montant de la succession est égal ou supérieur à 5 000 euros, l'intervention du notaire est obligatoire afin de faire établir l'acte qui permet de prouver la qualité d'héritier.

En présence d'un testament, le notaire doit tout d'abord s'assurer de la conformité de celui-ci à la loi de l'État dans lequel il a été rédigé. Si, par exemple, le signataire a rédigé son testament en France, déshéritant ses enfants à l'étranger, celui-ci sera nul, le droit français ne permettant pas d'exclure ses enfants de la succession. S'il a été rédigé aux États-Unis, ces dispositions seront en principe valables. ♦





© Studio Romantic

## PLACER SON ARGENT

# Éclairages sur les différents types de produits financiers

Quels sont les produits financiers à privilégier lorsque l'on vit à l'étranger pour faire fructifier son épargne ? Quels sont ceux à éviter ? Alors que la grande majorité des épargnants avoue manquer de connaissances en matière de placements, la réponse dépend évidemment de chaque situation. Vous trouverez ci-dessous quelques conseils d'experts vous permettant de tirer le meilleur profit de vos avoirs.

**F**iscalité des revenus du pays d'accueil plus avantageuse, coût de la vie souvent moins cher, mais aussi meilleures rémunérations et plus d'opportunités professionnelles : votre capacité d'épargne à l'étranger sera la plupart du temps bien supérieure à ce qu'elle aurait été si vous étiez resté en France. Mais ces avantages

vont aussi de pair avec des contraintes non négligeables (*lire encadré p. 98*), et qu'il peut coûter cher de contourner ou de tenter d'ignorer : risques de double imposition, cotisations retraite inexistantes ou complexifiées, taux de change interdevises fluctuant, rapatriement de votre épargne dans une banque en France en justifiant son origine, ges-

tion et communication à distance, non-éligibilité des non-résidents à certains placements et investissements financiers...

Bref, épargner à l'étranger n'est pas forcément un long fleuve tranquille et peut même se révéler un parcours du combattant semé d'embûches, sauf à confier ses avoirs à un expert digne de

# **EQUANCE SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN GESTION DE PATRIMOINE PRÉFÉRÉE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER**

Le statut de non-résident implique de modifier l'adresse de son passeport, de demander son inscription sur les listes électorales du consulat à l'étranger, de se désaffilier du régime de sécurité sociale français... Comment construire son patrimoine et le développer dans la perspective d'un retour en France ? Olivier GRENON-ANDRIEU, président du groupe Equance, nous répond.



▲ Olivier GRENON-ANDRIEU.

## **Vous animez régulièrement des conférences sur la thématique de l'optimisation juridique et fiscale des non-résidents français, existe-t-il une convention fiscale entre la France et le pays d'expatriation permettant d'éviter la double imposition?**

Si l'on est non-résident fiscal, seuls les revenus issus de source française sont imposés. En fonction de la durée de l'expatriation et des nouvelles obligations fiscales afférentes aux pays d'expatriation, il est important de définir ses objectifs patrimoniaux pour choisir les supports de placement (français ou locaux) les plus appropriés.

## **Quels supports d'épargne sélectionner aujourd'hui?**

Les supports de placement dépendent évidemment de vos moyens, mais aussi de votre tempérament au risque, de vos objectifs (préparer sa retraite, les études des enfants, protéger son conjoint, valoriser son capital, diversifier ses placements, percevoir des revenus complémentaires, réduire ses impôts...) et de votre horizon de placement. Choisir d'investir dans un bien immobilier en direct, en nue-propriété ou par le biais de SCPI est une excellente opportunité d'anticiper et de préparer son retour en France.

## **Financer son projet immobilier, est-ce le bon moment?**

Les prix des logements en France ont beaucoup progressé ces dernières années sous l'effet d'une demande très soutenue, dans le neuf comme dans l'ancien. Mais parallèlement, les taux de crédits immobiliers se situent toujours à des niveaux bas. Dans le contexte de poussée inflationniste actuel, vous avez tout intérêt à vous endetter dès aujourd'hui pour acquérir votre résidence ou pour structurer une opération patrimoniale d'investissement immobilier (location, SCI, SCPI...). Notez que les banques sont obligées de faire preuve d'une grande sélectivité dans les dossiers depuis le début de l'année. N'hésitez pas à nous solliciter, nos partenaires bancaires acceptent les Français qui vivent à l'étranger: [contact@equance.com](mailto:contact@equance.com)

## **Comment diversifier ses investissements?**

La diversification de votre patrimoine n'est plus une option, mais une obligation. Nos clients l'ont bien compris, la parade face aux taux d'intérêt bas passe par le recours à des actifs financiers qui offrent des perspectives de rendement ou de revalorisation relativement élevés en compensation d'une absence

de liquidité. En plus des solutions non cotées, le «private equity» ou capital-investissement – qui consiste à investir au capital de sociétés non cotées – est également une classe d'actifs qui continue de prendre du poids dans les portefeuilles de nos clients. Plusieurs études académiques ont montré que l'inclusion du «private equity» dans un portefeuille pouvait améliorer le couple performance/risque.

Equance Gestion Privée Internationale plante de nouveaux consultants sur tous les continents : depuis 2005, Equance conseille les non-résidents et accompagne les Français qui vivent à l'étranger dans l'organisation et la transmission de leur patrimoine (gestion privée, gestion d'actifs, placements, prévoyance-santé). Son réseau de consultants en gestion de patrimoine (CGP) est francophone. Tous les expatriés motivés présents dans les grandes villes du monde peuvent adresser leurs candidatures à [contact@equance.com](mailto:contact@equance.com). Pour se former, une équipe dédiée d'ingénieurs patrimoniaux (juristes/fiscalistes/experts comptables) est basée au siège, à Montpellier.

[www.equance.com](http://www.equance.com)



confiance. Pour un expatrié désireux d'investir en France, le principal obstacle a longtemps été la barrière de la distance. Désormais, toute une panoplie d'outils digitaux permet de gérer son patrimoine comme si l'on vivait dans l'Hexagone. Constitués d'actions ou d'OPCVM (organisme de placement en valeurs mobilières), les produits financiers sont particulièrement attractifs pour les expatriés, notamment parce qu'ils sont exemptés de prélèvements sociaux.

### Le hit-parade des produits d'épargne

En haut du podium, trône toujours l'assurance vie, le placement préféré des Français. Et selon le cabinet de gestion en patrimoine Pierre & Placements, celui-ci est peut-être encore plus attractif pour un expatrié. Lorsqu'un contrat d'assurance-vie parvient à maturité fiscale (huit ans après la souscription), un non-résident aura en effet la possibilité d'effectuer des rachats totaux ou partiels totalement exonérés de prélèvements sociaux. Les fonds investis en assurance-vie demeurent par ailleurs disponibles à tout moment. En outre, ce type de contrat permettra à son souscripteur d'obtenir des avances de trésorerie s'il préfère ne pas désinvestir. Parmi les solutions proposées, les « contrats d'assurance-vie luxembourgeois » présentent l'avantage d'offrir une sécurisation renforcée sur le capital épargné. En cas de défaillance de la compagnie, celui-ci est garanti à 100%. Le titulaire d'un contrat luxembourgeois bénéficie ainsi d'un privilège non négligeable. L'autre intérêt de l'assurance-vie luxembourgeoise pour un expatrié français repose sur la possibilité d'investir sur ce support en multidevises.

### PER, compte-titres ou PEA ?

Vient ensuite le nouveau PER : la souscription d'un plan d'épargne retraite avant ou pendant l'expatriation propose un réel avantage. En effet, le plafond de déductibilité de l'impôt sur le revenu des primes versées sur un PER par un expatrié lors de la première année de sa réinstallation en France sera quadruplé. Quant au PEA (plan d'épargne en actions) et compte-titres ordinaire, depuis 2012, une convention fiscale signée avec la France et un certain nombre de pays permet à un Français domicilié à l'étranger de conserver

## DÉSORMAIS TOUTE UNE PANOPLIE D'OUTILS DIGITAUX PERMET DE GÉRER SON PATRIMOINE COMME SI L'ON VIVAIT DANS L'HEXAGONE.

ses actifs. À l'inverse, la clôture du plan sera obligatoire si le pays d'accueil est listé parmi les ETNC (États et territoires non coopératifs). La détention d'un compte-titres permet également à un non-résident de bénéficier du panel des avantages fiscaux des expatriés français. Plus souple que le PEA, le compte-titres peut être investi en actions ou en OPCVM de la zone euro ou hors zone euro.

### Faut-il choisir la « pierre papier » ?

Quant à l'immobilier dématérialisé, SCPI et OPCI, investir dans la « pierre papier » est un choix pertinent pour ceux qui veulent s'affranchir de toutes les contraintes de l'immobilier détenu en direct (risque d'impayé, vacances locatives, sujétions administratives). Investir dans une société civile de placement immobilier (SCPI) ou un organisme de placement collectif immobilier (OPCI) sera particulièrement efficace pour un non-résident. Ce type de placement pourra en outre être détenu par le biais d'un contrat d'assurance-vie. En dehors du fait que ces

SCPI permettent de diversifier géographiquement le patrimoine des investisseurs, elles autorisent également certains avantages d'un point de vue fiscal. En effet, l'imposition des revenus générés par ces SCPI est définie par les différentes conventions fiscales signées entre les pays d'investissement de la SCPI et le pays de résidence de l'investisseur. De ce fait, le titulaire du contrat peut bénéficier de taux et de conditions d'imposition favorables. De manière générale, les revenus générés par ces SCPI sont à déclarer dans le pays de résidence des investisseurs. En tant que non-résident, il va être plus intéressant de se positionner sur les SCPI européennes (SCPI Corum XL, Eurion, Novapierre Allemagne 2...), qui ont tout ou partie de leur patrimoine situé en zone euro.

### Quel montant placer ?

La plupart du temps, les transactions en valeurs mobilières s'effectuent auprès d'un organisme bancaire, d'une société d'assurance ou directement sur les places de marché. Qu'il s'agisse d'un livret, d'une assurance-vie ou autres, les produits financiers sont la partie volatile de votre patrimoine. À l'instar d'un produit immobilier (bien ou SCPI), vous pouvez disposer quasi-instantanément des fonds placés sur votre support (avec ou sans pénalités, ou mécanismes de recapitalisation). Il est donc important de savoir de quel montant vous pourriez avoir besoin immédiatement pour couvrir vos objectifs à court terme ou les aléas de la vie. ♦

### NON-RÉSIDENT : UN STATUT À PART ET TRÈS ENCADRÉ

La résidence fiscale ne se choisit pas, elle découle de critères légaux ou conventionnels. Le non-résident fiscal en France est imposé uniquement sur ses revenus de source française. Les rémunérations versées en contrepartie d'une activité exercée sur le territoire français sont donc imposables en France.

Sauf disposition contraire d'une convention fiscale, les salaires versés à des non-résidents supportent une retenue à la source. Afin d'éviter une double imposition, la retenue à la source pratiquée en France donne lieu à l'octroi d'un crédit d'impôt d'un même montant dans l'État de résidence (suivant les modalités de la convention fiscale entre la France et le pays de résidence). La plupart des conventions fiscales internationales prévoient une clause de mission temporaire. Un salarié séjournant moins de 183 jours en France n'est pas imposable sur les rémunérations perçues dans le cadre de son activité. Ces rémunérations doivent être versées par un employeur, ou pour le compte d'un employeur, qui n'est pas établi en France. Par exemple, les personnes dont le domicile se trouve en Allemagne sont susceptibles de bénéficier du statut de travailleur frontalier, ce qui ne les oblige pas à déclarer de salaires pour un emploi privé exercé en France. Aussi, les personnes résidant en Israël sont imposables sur le produit de leurs contrats d'assurance-vie souscrits en France, à contrario de ceux résidant en Autriche. Dernier élément pour caractériser le statut de résident ou de non-résident, il convient de définir le centre des intérêts économiques, à savoir le lieu où ont été effectués les principaux investissements et où se trouve le siège des affaires d'une personne.

# C'EST EN INVESTISSANT AUJOURD'HUI QUE L'ON PRÉPARE LE MONDE DE DEMAIN



## EQUANCE

GESTION PRIVÉE INTERNATIONALE

[www.equance.com](http://www.equance.com)

EQUANCE Société par Actions Simplifiée au capital de 1 000 000 € RCS Montpellier 481 936 425. Siège social : Bât. 25 Parc Club du Millénaire - 1025 rue Henri Becquerel CS 49521 - F-34496 MONTPELLIER CEDEX 2. Accueil téléphonique : +33 (0)4 67 71 05 42 - Télécopie : +33 (0)4 67 65 85 37 - Courriel : [contact@equance.com](mailto:contact@equance.com) - Site Internet : [www.equance.com](http://www.equance.com) - Immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07004820 ([www.orias.fr](http://www.orias.fr)) en qualité de Conseiller en Investissements Financiers (CIF), adhérent de la Chambre Nationale des Conseils en Gestion de Patrimoine (CNCGP), association professionnelle agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) - Activité de Courtier d'Assurance (COA) et Courtier en Opérations de Banque et en Services de Paiement (COBSP) catégorie « courtier », régulées par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) - Activité de transaction sur immeubles et fonds de commerce, titulaire de la carte professionnelle de transaction sur immeubles et fonds de commerce n° CN 3402 2018 000 025 565 délivrée par la CC de l'Hérault. Ne peut recevoir aucun fonds, effet ou valeur - Assurance RCP et Garantie Financière n° 112.786.342 de la compagnie MMA.



# La détaxe partout en **France** sur votre smartphone

ZappTax aide les voyageurs internationaux à obtenir plus facilement le remboursement de la TVA sur leurs achats.



Simple, rapide  
et **facile**



Valable pour **tous vos achats** en boutique  
ou en ligne



Remboursements **plus élevés** et plus rapides



Support client  
**disponible** 24/7  
via messagerie



[www.zapptax.com](http://www.zapptax.com)

[contact@zapptax.com](mailto:contact@zapptax.com)

 +33 (0)1 78 90 04 42

Suivez-nous sur



## Téléchargez l'application ZappTax maintenant !



- Ouvert à tous les résidents hors Europe.
- Disponible pour tout achat fait en France, Espagne et Belgique.